

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CONSTRUCTION DU REVANCHISME RUSSE EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE :
COMPRENDRE L'ANNEXION DE LA CRIMÉE DE 2014

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

DAVID DUBÉ

FÉVRIER 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d’abord à remercier mon directeur M. Jacques Lévesque, qui au travers de son support indéfectible et ses innombrables connaissances a su rendre mon expérience à la maîtrise si agréable et stimulante. Sa disponibilité et sa capacité d’écoute furent des éléments primordiaux dans la réalisation de mes objectifs des deux dernières années et je lui en serai éternellement reconnaissant. Je tiens également à remercier mon co-directeur, M. Christian Deblock, qui par ses commentaires et son expertise, a su m’aider à rendre ce mémoire plus rigoureux et davantage intéressant pour la discipline. Ensuite, je ne peux m’empêcher de remercier mes collègues et ami.e.s de la Chaire Raoul Dandurand, qui ont rendu l’ensemble de mon expérience à la maîtrise ô combien plus stimulante et intéressante. Vous avez su me pousser à me dépasser et à donner le meilleur de moi-même dans tout ce que j’ai entrepris et pour ce que j’entreprendrai à l’avenir. Je garde également de l’espace pour remercier trois personnes importantes à mes yeux : Gabrielle, Patrick et Benjamin. Mon passage aux cycles supérieurs n’aurait pu être aussi agréable sans vous. Vous avez su devenir des personnes très chères à mes yeux, pour qui j’éprouve un énorme respect. Enfin, je termine ces remerciements avec mes parents, Nathalie Sarrazin, Raynaud Dubé et ma sœur, Arianne Dubé, qui ont su me supporter tout au long de mon parcours académique. L’année 2020 fut difficile pour plusieurs et la rédaction d’un mémoire durant un confinement fut certes une expérience éprouvante pour moi. Je tenais donc à les remercier d’avoir su m’épauler au travers de cette expérience, et ce malgré les hauts et les bas. Merci pour tout.

DÉDICACE

« We had 10 years after the Cold War to build
a new world order and yet we squandered
them ».

- Mikhail Gorbachev.

AVANT-PROPOS

Ce mémoire s'inscrit dans un processus de recherche et de réflexion qui pour sa part fut initié par suite d'un séjour d'étude en Fédération de Russie. C'est durant ce séjour et en rencontrant plusieurs chercheurs, professeurs et étudiants russes qu'un intérêt pour les relations russo-occidentales et la perception que se font les Russes du comportement occidental à l'étranger est né. Trop souvent, il était facile de remarquer qu'en Occident, majoritairement dans les médias et dans le discours public, la Russie était accusée d'agir à titre d'État révisionniste, opposé au « modèle » occidental et tentant de contester l'Ordre international américain, notamment en s'alliant avec les rivaux des États-Unis (Chine, Iran, Syrie de Bachar AlAssad). Cependant, en Russie, le discours semblait bien différent : les experts de la politique étrangère russe semblaient univocalement blâmer les actions des États-Unis et de l'UE pour l'état dans lequel se retrouve aujourd'hui la Russie, pour ensuite justifier le positionnement que prennent aujourd'hui les dirigeants de la politique extérieure russe.

Loin de cette recherche de tenter de justifier les actions russes à l'étranger et de blâmer les puissances occidentales pour la corruption présente en Russie et ses actions plus que condamnables sur la scène internationale, l'idée est plutôt de comprendre le processus par lequel la Russie en est venue à devenir un État qui est considéré comme révisionniste de notre côté du monde. En d'autres mots, ce mémoire tente de mettre en lumière le processus par lequel la Russie est passée d'un État ambitieux de rejoindre le monde post-guerre froide, ouvert à la collaboration avec l'Europe et les États-Unis, à une puissance s'affirmant aujourd'hui comme revanchiste, n'hésitant pas à justifier ses actions telles des réponses aux actions tout aussi condamnables des puissances de

l'Ouest. L'annexion de la Crimée est ainsi au cœur de cette analyse, car elle représente la forme de revanchisme la plus importante de la Russie à ce jour. Par cette prise de décision, la Russie a fait le choix de non-retour, s'affirmant pleinement telle une puissance revanchiste (ou néo-révissionniste) et s'aliénant toute collaboration avec l'UE, les États-Unis et le gouvernement ukrainien à court, moyen et long terme.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	iv
LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	ix
RÉSUMÉ	xi
ABSTRACT.....	xii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I L'UTILISATION DU PLURALISME THÉORIQUE POUR UNE COMPRÉHENSION GLOBALE	12
1.1 Revue de la littérature.....	13
1.1.1. Réalisme.....	14
1.1.2. Constructivisme et identité : une politique étrangère russe intersubjective.....	18
1.1.3. Les analyses libérales et l'économie comme facteur de conflictualité ...	21
1.1.4. La politique étrangère russe comme tentative de restauration de l'empire.....	22
1.2 Un cadre théorique pluraliste pour une compréhension globale	24
1.3 Méthodologie.....	33
CHAPITRE II LA CONSTRUCTION D'UNE RELATION CONFLICTUELLE : CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES DE L'ÉVOLUTION DE LA RELATION RUSSO-UKRAINIENNE ET RUSSO-OCCIDENTALE.....	36
2.1 La guerre du Kosovo et la fin de la lune de miel entre la Russie et l'Occident .	39
2.2 Vladimir Poutine, coopération pragmatique et lutte au terrorisme.....	43
2.3 La révolution orange et le second élargissement de l'OTAN.....	46

2.3.1	L'élection	51
2.3.2	La révolution et l'ingérence occidentale	53
2.4	L'élargissement de l'OTAN de 2004 et la demande de Membership Action Plan pour la Géorgie et l'Ukraine par George W. Bush.....	57
2.5	La guerre de Géorgie de 2008, l'affirmation de puissance de la Russie et la formalisation du revanchisme	59
2.5.1	Saakachvili : lutte à la corruption et pour l'intégrité territoriale.....	59
2.5.2	L'invasion géorgienne de l'Ossétie du Sud et la réponse russe	62
2.6	L'affirmation du revanchisme russe et la consécration de deux décennies de perceptions négatives occidentales	65
 CHAPITRE III LA CRISE UKRAINIENNE : UNE CRISE EN UKRAINE SUIVIE D'UN CONFLIT INTERNATIONAL		
3.1	L'échec de la révolution orange et la poursuite des tensions en Ukraine.....	68
3.2	L'élection présidentielle de 2010, le retour de Ianoukovitch et le compte à rebours vers de nouvelles confrontations.....	70
3.2.1	Divisions ethnoculturelles en Ukraine : génératrices de tensions sociopolitiques	71
3.3	La présidence de Ianoukovitch : la corruption à son paroxysme et le décompte vers une nouvelle révolution dans l'Ouest.....	74
3.3.1	Réforme et centralisation de la corruption.....	75
3.3.2	Les tergiversations entre l'Occident et la Russie pour une intégration économique de l'Ukraine	76
3.3.3	La route sinueuse vers un accord économique.....	79
3.4	L'Euromaidan	80
3.4.1	Le départ de Ianoukovitch et le basculement potentiel de l'Ukraine vers l'Europe.....	89
3.5	La Crimée	85
3.5.1	L'importance stratégique de la flotte de Sébastopol.....	85
3.5.2	Gouvernement post-révolutionnaire et intensification du sentiment anti-russe : mobilisation et coup d'État en Crimée	87
3.5.3	L'opération militaire et le gambit d'ouverture de la Russie	88
3.5.4	L'annexion : un projet planifié?.....	89
3.6	L'aboutissement d'un jeu à somme nulle et d'un échec dans l'établissement de l'ordre post guerre froide	97

3.6.1	Personne ne gagne.....	99
3.6.2	Le retour du concept de Novorossiia en politique extérieure russe	104
3.7	La poursuite du conflit ukrainien au Donbass : l'échec apparent du protocole de Minsk et l'établissement potentiel d'un nouveau conflit gelé	105
3.7.1	Référendum, fédéralisation et impasse au maintien de la paix	108
3.7.2	Les accords de Minsk I et Minsk II.....	108
3.7.3	Un conflit évitable et prévisible: perspective d'un aveuglement collectif	111
CONCLUSION.....		114
ANNEXE A TITRE DE L'ANNEXE A.....		120
ANNEXE B TITRE DE L'ANNEXE B		121
ANNEXE C TITRE DE L'ANNEXE C		122
ANNEXE D TITRE DE L'ANNEXE D.....		123
BIBLIOGRAPHIE		124

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Divisions ethnoculturelles en Ukraine	50
2.1 Résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle ukrainienne de 2010	72
3.1 Résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle ukrainienne de 2004	73
4.1 Carte du conflit au Donbass en date de juin 2016, des villes contrôlées par les forces ukrainiennes et séparatistes, ainsi que des divisions des protocoles de Minsk	110

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AA : Accord d'association

ALÉCA : Accord de libre-échange complet et approfondi

BBC : British Broadcasting Corporation

CEC : Commission électorale centrale (d'Ukraine)

CEI : Communauté des États indépendants

DPR : République populaire de Donetsk

FSB : Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie

GRU : Direction générale des renseignements de l'État-Major des Forces armées de la Fédération de Russie

LPR : République populaire de Lougansk

MAP : Membership Action Plan

ONU : Nations Unies

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

OSCE : Organisation de sécurité et de coopération en Europe

RT : Russia Today

URSS : Union des Républiques soviétiques socialistes

UE : Union européenne

UEE : Union eurasienne/eurasiatique

UEFA : Union européenne des associations de football

RÉSUMÉ

Ce mémoire se questionne sur les éléments internationaux ayant transformé l'identité de la Fédération de Russie en politique étrangère, la faisant passer d'un État optimiste dans sa capacité à intégrer l'Occident en une puissance aujourd'hui activement revanchiste. Plus concrètement, il est question de comprendre le processus par lequel la Russie en est venue à prendre la décision d'annexer la Crimée, lors du conflit ukrainien de 2014. Ce mémoire soutient qu'il est tout d'abord question d'un processus de longue haleine, s'étant construit par les interactions russo-occidentales et ayant graduellement fait basculer la Russie vers le revanchisme, du fait de l'incapacité des puissances occidentales à reconnaître ses intérêts dans l'établissement de l'ordre post-guerre froide. Ensuite, il est également soutenu la thèse selon laquelle le conflit interne en Ukraine, s'étant internationalisé en une crise internationale, a su recréer ce contexte de jeu à somme nulle et d'incapacité à négocier avec les intérêts russes, poussant tel un catalyseur, Valdimir Poutine à prendre la décision d'annexer la Crimée, le tout dans le but d'éviter de perdre sa position stratégique avantageuse dans le cas d'un basculement complet de l'Ukraine vers l'Union européenne et l'OTAN.

Mots clés : Russie, Ukraine, Crimée, politique étrangère, Identité, Occident, États-Unis, Europe, Conflit

ABSTRACT

This dissertation asks the question of what international elements contributed to the transformation of Russian foreign policy, going from a state hoping to join the West's liberal order to an actively revanchist power. Specifically, it tries to understand the process that led Russia to take the decision to annex Crimea, during the Ukrainian Crisis, in 2014. This dissertation argues that it is initially a long term process that built itself through the russo-western interactions and led Russia to fall towards revanchism, a process that has essentially been an incapacity of western powers to take Russian interests into account in the building of the post-cold war order. Furthermore, this study supports the idea that the Ukrainian crisis recreated the zero sum context in which the West has been unable to negotiate with respect to Russian interests, acting as a catalyst and pushing Vladimir Putin into deciding to annex the peninsula, to make sure he doesn't lose Russia's advantageous position in the Black Sea if Ukraine fell to the EU side.

Keywords : Russia, Ukraine, Crimea, foreign policy, Identity, West, United States, Europe, Conflict

INTRODUCTION

Au courant de la dernière décennie, peu d'évènements ont suscité autant les passions sur la scène internationale que l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie. En effet, depuis le 18 mars 2014, le territoire de la Crimée fut officiellement intégré par la Russie, à l'issue d'un référendum et de la déclaration d'indépendance du territoire de l'Ukraine, par le Conseil suprême de Crimée et le Conseil municipal de Sébastopol (Frizell, 2014, Bureau du Président de la Russie, 2014). Bien que non reconnue par une multitude d'États, les plus importants étant issus du bloc occidental et suscitant l'abstention de certains partenaires de la Russie, telle que la Chine, cette situation diplomatique a su exacerber les tensions russo-ukrainiennes et donner naissance au conflit ukrainien qui fait toujours rage au moment où ces lignes sont écrites. La situation a, tout d'abord, su mettre fin à plusieurs décennies de tentatives initiées par les administrations américaines, dans le but d'effectuer un rapprochement entre les États-Unis et la Russie, pour laisser place à un régime de sanctions et la mise en avant plan de ce que Richard Sakwa appelle une « paix froide » (Sakwa, 2014, p.387). De plus, en prenant cette série de décisions, la Russie a su s'aliéner sa relation avec plusieurs États européens avec lesquels elle engageait des relations importantes en matière énergétique, se retrouvant maintenant la cible de sanctions économiques et diplomatiques de l'UE (Shirov *et coll.*, 2016, Conseil Européen, 2021). Enfin, le résultat le plus important et suscitant le plus de questionnements chez les experts vient du résultat de l'annexion sur la relation russo-ukrainienne. Du fait de cette décision, la Russie s'est entièrement aliéné tout potentiel de collaboration avec l'Ukraine à court, moyen et fort potentiellement long terme, accaparant la Crimée et laissant l'Ukraine (à

l'exception de la région frontalière du Donbass) basculer dans le camp de l'Occident (Charap *et coll.*, 2018, p.21-22).

En effet, un conflit sociopolitique identitaire et interne à l'Ukraine a su mobiliser une fois de plus les intérêts opposés de Washington, Bruxelles et Moscou, dans un énième épisode de jeu à somme nulle où chaque agent tente de « gagner » au détriment des autres, et ce, au grand dam des idéaux d'établissement d'un réel projet européen post-guerre froide qui aurait su intégrer les intérêts de tous les blocs de puissances. Qui plus est, considérant le fait que la Russie, avant de s'engager dans une intervention en Crimée, l'annexion de la région et aujourd'hui, dans un conflit au Donbass, tentait d'intégrer l'Ukraine dans son Union douanière eurasienne, il semble difficile de comprendre les motivations l'ayant poussée à se donner tant de difficulté pour des gains relatifs relativement modérés. Effectivement, bien que Moscou possède dorénavant formellement le port de Sébastopol, sans risque de voir son bail être résilié par Kiev, tout le travail entourant l'UEE et le rapprochement économique avec l'Ukraine fut réduit à néant, ceci impliquant un coût important pour le développement économique russe. En reprenant les mots de Zbigniew Brezinski, affirmant que la Russie, sans l'Ukraine, ne peut aspirer à être un empire, mais qu'en possédant l'Ukraine, elle le redevient automatiquement (Brezinski, 2013, p. 95), il est facile d'imaginer l'importance stratégique, mais aussi économique de l'Ukraine pour la Russie, qui est un partenaire économique, mais aussi stratégique de choix pour une Russie dont les intérêts évoluent de plus en plus aux antipodes de ceux de l'Occident.

1. Problématique et question de recherche

En réponse à l'annexion de la Crimée et le déclenchement du conflit ukrainien au Donbass, une multitude d'experts se sont penchés sur la question, tentant d'expliquer et de comprendre les raisons ayant poussé la Russie à prendre cette décision. Certains

auteurs estiment que cette décision était plus ou moins calculée, mais surtout issue d'un projet d'extension de la projection de puissance de la Russie dans la mer Noire (Becker *et coll.*, 2016, Biersack et O'Lear, 2014). D'autres estiment plutôt que cette décision est issue d'un projet des plus simple : la restitution des territoires de l'ex-empire russe (Grigas, 2016). Dans les franges plus constructivistes, certains auteurs, dont le principal intéressé est Andreï Tsygankov, considèrent que l'annexion de la Crimée est une réaction de la Russie au comportement de l'Occident en son lieu. Ceux-ci considèrent que cette identité que l'on appelle « revanchiste » de la Russie, s'est construite par l'interaction russo-occidentale et par l'intervention d'entrepreneurs de politiques (ex : Gorbatchev, Andrei Kozyrev et le mouvement occidentaliste, Evgeni Primakov chez les étatistes, Gennadi Zyuganov et Vladimir Zhirinovski chez les civilisationnistes) eux aussi influencés par cette construction relationnelle (Tsygankov, 2015, 2019). Chez les auteurs réalistes, certains se distinguent par une approche plus nuancée, se rapprochant des travaux de l'école anglaise et la variante néoclassique plus contemporaine du réalisme, dans le but d'apporter une analyse intégrant davantage de phénomènes dans l'équation. Ces auteurs, dont le plus vocal est certainement Richard Sakwa, se rapprochent des écrits de Tsygankov, stipulant que l'échec de l'établissement d'un ordre post-guerre froide par les puissances occidentales (IE : États-Unis) a créé le contexte dans lequel l'identité revanchiste russe a pu se construire et dans lequel le jeu à somme nul auquel se sont livrés les deux blocs de puissance a pu causer le conflit auquel le monde a pu assister dès 2013 (Sakwa, 2016, 2017, Charap *et. Coll.* 2018, McFaul, 2020).

Cependant, plusieurs de ces tentatives d'explications semblent très rigides, c'est-à-dire qu'elles appliquent des cadres théoriques ou des hypothèses qui sont très restreintes. Ces explications ne sont pas nécessairement fausses, mais elles ne permettent pas de comprendre l'ensemble de la complexité du phénomène étudié, du fait de leurs angles d'analyse trop exigus. De ce fait, la littérature sur le sujet soulève

une certaine problématique : l'absence d'analyse intégrante permettant de comprendre l'évolution de l'identité et du comportement russe en politique étrangère, l'ayant menée à activement agir à titre de puissance revanchiste et annexer la Crimée. Face à cette problématique, ce mémoire pose la question de recherche suivante : pourquoi la Russie en est-elle arrivée à prendre la décision d'annexer la Crimée ?

Ce mémoire défendra l'idée selon laquelle l'annexion de la Crimée est le produit d'une incapacité des puissances occidentales à reconnaître et tenir compte des intérêts de la Russie postsoviétique dans l'établissement de l'ordre post-guerre froide. En d'autres mots, ce mémoire réfute la thèse selon laquelle l'annexion aurait été un projet planifié par le président Poutine, issu d'une feuille de route claire ayant pour but de retrouver les territoires de l'ex-empire russe et de l'ex-URSS. Plus concrètement, ce mémoire propose que les événements centraux de la relation Occident-Russie-Ukraine soient les principaux responsables du développement d'une relation négative et à somme nulle entre ces agents au niveau international. Ainsi, l'incapacité à reconnaître les intérêts russes et la tentative d'imposition des intérêts occidentaux tout au long de cette relation aurait créé le climat propice à l'éclatement de la Crise ukrainienne et par le fait même, l'annexion de la Crimée. Finalement, le conflit en Ukraine, qui est tout d'abord un conflit intra-Ukraine, opposant des visions différentes de ce que devrait être l'Ukraine, a su agir en catalyseur dans l'éclatement d'une crise internationale opposant de nouveau les intérêts russes et occidentaux. Autrement dit, la crise ukrainienne était nécessaire pour déclencher une réaction revanchiste de cette ampleur de la part de la Russie, du fait de l'importance de l'Ukraine, tout comme la Crimée pour Moscou. Cependant, celle-ci n'aurait pas été suffisante, n'eussent été des 30 dernières années de frustrations et de ressentiment russe à l'égard de l'Occident tentant d'imposer son modèle européen historique à l'espace postsoviétique.

2. Structure du mémoire

Afin de supporter cette position, les travaux de plusieurs experts furent analysés, afin d'établir une connaissance élargie des différentes positions sur le sujet. Cependant, peu d'auteurs ont proposé des réponses qui étaient entièrement satisfaisantes. Dès lors, il est important de mentionner que du fait d'une barrière linguistique et pour des raisons d'accès, la majorité des travaux académiques qui furent analysés et utilisés dans ce mémoire sont des analyses occidentales. Peu d'entre elles proviennent d'experts évoluant ou proposant un point de vue de l'intérieur de l'espace postsoviétique, les auteurs russophones cités étant souvent des chercheurs ou professeurs ayant quitté la région. Dans tous les cas, nous avons rejeté plusieurs analyses de prime abord, celles-ci allant d'accusations et de procès d'intentions envers les dirigeants russes, ce qui dans la plupart des cas, ne procurait que peu d'éléments intéressants pour le travail de recherche, en plus d'alimenter la russophobie et le climat de tensions entre la Russie en Occident. En revanche, plusieurs études étaient quant à elles fort intéressantes et proposaient des angles d'analyse très vastes et détaillés des événements liés à l'annexion. Malgré tout, une part importante de ces analyses étaient soit cadrées uniquement sur les événements entourant l'annexion de 2014 et le mouvement révolutionnaire de l'Euromaidan l'ayant précédé, ou se concentraient fortement sur les questions de l'évolution identitaire de la Russie sur le long terme, traitant de l'annexion de la Crimée tel un phénomène parmi tant d'autres.

Néanmoins, ces deux types de travaux d'analyse, bien que développant la plupart du temps des approches théoriques différentes, ne sont pas entièrement irréconciliables. En fait, ce mémoire propose de regrouper ces diverses analyses des événements de 2013-2014, tout comme les analyses de plus longue haleine traitant de la politique extérieure de la Russie. Le but de ce mélange d'analyse pourra ainsi permettre d'avoir une compréhension plus large de l'avènement du revanchisme russe et donc des tendances lourdes ayant pu mener la Russie à prendre la décision d'annexer la Crimée, tout en ne négligeant pas les événements plus immédiats, qui sont, à toutes fins

pratiques, une répétition à plus petite échelle des événements des 30 dernières années de la relation Russie-Occident.

Pour ce qui est de ce mémoire, le premier chapitre sera concentré sur la revue de la littérature et le cadre théorique soutenant l'analyse. Celle-ci fera état des principales approches qui analysent la politique extérieure de la Russie, ainsi que de certains des auteurs importants dans chacune d'entre elles. Cette section du chapitre détaillera davantage les approches constructivistes, majoritairement cadrées sur les travaux d'Andrei Tsygankov, ainsi que les travaux réalistes de Richard Sakwa, qui sont les deux approches préconisées dans l'analyse de ce mémoire. Ces approches seront préconisées du fait de l'excellente qualité d'analyse dont font preuve les deux auteurs, le premier développant sur l'évolution de la politique extérieure de la Russie et de son identité internationale en relation avec le monde occidental (davantage l'Europe), l'Occident agissant à titre de « l'autre » auquel se compare la Russie et par lequel elle définit son identité (Tsygankov, 2019 : 14,17). Sakwa, pour sa part, est moins dans la théorie, bien qu'il se base davantage sur les approches réalistes, notamment les travaux de l'école anglaise et l'idée derrière le concept de « communauté d'État » dans lequel interagissent la Russie, l'Ukraine et les puissances occidentales. La grande force de ses travaux vient de l'importante attention qu'il porte aux événements de 2013-2014, dont il analyse les plus petits détails avec le plus grand soin et permettant de défendre clairement sa thèse selon laquelle l'annexion de la Crimée est, en quelque sorte, la consécration de l'échec de l'établissement d'un ordre post-guerre froide et le développement de ce qu'il nomme une « paix froide » (en réponse aux individus affirmant le développement d'une nouvelle guerre froide) (Sakwa, 2017 : 17-19).

Finalement, le chapitre aborde les différents concepts qui seront mobilisés pour analyser et comprendre les divers phénomènes et établit ce cadre théorique qui pourrait être qualifié « d'hybride », du fait de l'agglomération de deux approches analytiques aux allures initialement différentes.

Le second chapitre fait pour sa part état de ce que l'on peut appeler les « considérations historiques » de la relation Russie-Ukraine-Occident. Plus précisément, ce chapitre se penche sur les éléments centraux qui ont su définir le climat des relations entre la Russie et l'Occident depuis la chute de l'URSS, tout comme les éléments ayant défini sa relation avec l'Ukraine. Bien évidemment, ce mémoire ne fait pas état de l'ensemble des événements, par contrainte de temps et d'espace. Les éléments les plus importants sont néanmoins présents et permettront de comprendre le processus par lequel la Russie est passée d'un État faible dans les années 1990, tentant de se rapprocher du modèle occidental et étant optimiste quant à l'établissement d'un nouveau modèle pour l'Europe post-guerre froide, celui-ci basé sur l'idée d'une « Grande Europe » et le modèle de *New Thinking* de Gorbatchev, à une puissance revanchiste étant opposée au modèle occidental et participant à ce que plusieurs appellent à tort, une nouvelle guerre froide.

Les éléments centraux analysés sont ceux du bombardement de la Yougoslavie par les forces de l'OTAN de 1999, l'invasion de l'Afghanistan de 2001 et de l'Irak de 2003, la révolution orange de 2004, les vagues d'élargissement de l'OTAN dans l'espace postsoviétique et la guerre avec la Géorgie. Ce chapitre stipule que dans ces différents événements, l'Occident a, pour la plupart du temps, imposé sa prise de décision et sa vision du monde, malgré les oppositions de Moscou. Il stipule également que cette situation a su construire graduellement cette identité revanchiste chez les dirigeants

russe, ceux-ci décidant d'affirmer ce revanchisme plutôt que se voir imposer un modèle ne tenant pas compte de leurs intérêts. De plus, certains événements, tels que l'invasion de l'Afghanistan, sont utilisés pour démontrer l'intérêt marqué de la Russie à collaborer avec l'Occident dans la « gestion » de l'Ordre international libéral et l'établissement d'une relation constructive et productive entre les deux blocs.

Le troisième chapitre, pour sa part, se concentre sur les événements liés au conflit en Ukraine, à la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée. Tout d'abord, celui-ci met l'accent sur la série d'événements et de prises de décisions qui ont agi à titre de catalyseurs pour l'éclatement d'un conflit identitaire de cette ampleur en Ukraine, conflit dégénérant rapidement en révolution puis en crise internationale. Il est notamment question de l'élection de Viktor Ianoukovitch, qui bien qu'élue démocratiquement, a su exacerber les frustrations dans l'Ouest du pays, par sa hausse marquée de la corruption et ses tergiversations dans le dossier de la signature d'une entente d'association, puis l'établissement d'un ALÉCA avec l'UE. Par suite de l'éclatement du conflit interne à l'Ukraine, le chapitre se concentre sur la réaction internationale face à ce conflit, qui voit les intérêts des puissances occidentales, principalement l'UE, la France, l'Allemagne et les États-Unis entrer en collision avec la Russie, les deux blocs détenant des intérêts diamétralement opposés. Cette section du chapitre aborde le processus par lequel le jeu à somme nulle entourant l'évolution de la relation russo-occidentale s'est répété dans ce conflit. Elle analyse aussi comment ce jeu fut l'élément central créant une impasse dans la résolution constructive de ce conflit et de facto, la prise de décision de l'annexion de la Crimée par Moscou. Dans tous les cas, ce chapitre revient également sur le sujet de l'importance de la Crimée aux yeux de la Russie et surtout, sur la planification de l'annexion. Le chapitre défend l'idée selon laquelle il n'y a jamais eu de planification pour la prise de la Crimée suivie par l'établissement d'un conflit au Donbass; ceux-ci étant plutôt des réactions à l'évolution

du conflit ukrainien et les impasses au niveau des négociations internationales, impasses majoritairement imposées par les États-Unis et l'UE.

Enfin, c'est par le biais d'une analyse de l'évolution des événements, tout comme des déclarations et des prises de décisions des différents dirigeants et leaders concernés que ce chapitre propose d'analyser les événements, afin d'en comprendre le processus et ainsi démontrer adéquatement la thèse selon laquelle l'annexion de la Crimée n'aurait pu être possible sans l'évolution des événements présentés dans le premier chapitre, tout comme le conflit en Ukraine et la crise ukrainienne, qui ont agi tels des catalyseurs pour l'établissement d'un revanchisme total et affirmé chez la Russie.

3. Méthodologie

La méthode d'analyse de ce mémoire s'éloigne des approches quantitatives d'analyse des relations internationales, préconisant une approche qualitative, celle-ci cadrée sur la description de phénomènes et d'événements, dans le but d'en comprendre la signification et l'importance pour l'explication du phénomène. En d'autres mots, l'hypothèse proposée ne sera pas démontrée à l'aide de statistiques ou de chiffres permettant de démontrer un lien causal entre les événements traités et la prise de décision d'annexer la Crimée. Beaucoup trop d'éléments sont présents et doivent être détaillés pour en faire une analyse purement quantitative. De plus, ce mémoire se base sur l'idée selon laquelle la description associée aux approches qualitatives est la meilleure façon de comprendre un phénomène social de cette envergure. À cet effet, l'étude de cas est la méthode tout indiquée pour une analyse qualitative descriptive qui vise à comprendre l'étendue d'un phénomène social de la complexité de l'annexion de la Crimée.

Pour effectuer cette étude de cas, le « traçage de processus » (process-tracing) est la méthode la plus efficace pour mobiliser la description dans le but d'effectuer une

démonstration qualitative. En ce sens, le troisième chapitre, qui est le cœur du mémoire, analysera la prise de décisions face aux événements de l'Euromaidan, autant d'un point de vue ukrainien, que russe et international, permettant ainsi de comprendre le processus par lequel le conflit s'est constitué, a évolué et a su exacerber les tensions entre les blocs de puissances et le jeu à somme nulle entre eux, jusqu'à mener la Russie à prendre la décision d'intervenir en Crimée puis de l'annexer; franchissant le point de non-retour dans son revanchisme. L'utilisation de cette méthode a donc pour but de mettre en lumière les différentes décisions qui furent prises entourant le conflit et démontrer comment il y a effectivement eu une montée des tensions en Ukraine, tout comme au niveau international. Ensuite, cette méthode sera utilisée pour détailler comment le jeu à somme nulle des trois agents principaux est le principal responsable lorsque vient le temps de comprendre quels éléments ont fait basculer la Russie dans cette prise de décision. Plus concrètement, afin de démontrer l'évolution du comportement des agents et de leur prise de décision au fil des événements, ce mémoire priorise l'utilisation d'articles de journaux et de divers médias davantage locaux tout comme internationaux. Des documents officiels provenant des divers gouvernements, ainsi que d'organisations internationales, ou encore d'organisations non gouvernementales sont aussi utilisées pour alimenter la démonstration et valider les différents propos. Or, du fait de l'analyse du comportement de gouvernements autoritaires, ceux-ci sont bien moins transparents que plusieurs autorités occidentales en matière de divulgation de documentation officielle. Il aurait donc été impossible de baser cette analyse uniquement sur des sources primaires tels des documents officiels d'administrations gouvernementales russes ou ukrainiennes. Qui plus est, du fait de l'instabilité en Ukraine au fil des années, plusieurs documents qui n'étaient que numérisés furent perdus avec le temps, ceux-ci n'existant aujourd'hui que par le biais des articles de journaux rédigés à leur propos. Il fut donc nécessaire à plusieurs étapes du travail de recherche, d'utiliser des documents provenant d'agences de presse ou de journaux. Afin de démontrer ou contextualiser un phénomène, ces articles sont souvent

présentés conjointement avec d'autres, ainsi qu'avec des travaux de recherche académique, dans le but de rendre plus solide et légitime la présentation des informations.

Enfin, il est important de mentionner que le second chapitre, faisant état des considérations historiques, n'est pas une analyse faite par le biais du traçage de processus « process tracing ». Ce chapitre est plutôt une analyse historique des événements et phénomènes clés de la relation russo-ukrainienne et russo-occidentale qu'il est nécessaire de comprendre et d'inclure dans l'analyse pour ensuite expliquer adéquatement le processus par lequel la Russie en est venue à prendre la série de décisions prises en 2014. Sans tenir compte de ces éléments, n'importe quel individu pourrait affirmer qu'il y avait planification de l'annexion et que la Russie ne tenterait que de restituer son empire. Toutefois, un retour sur ces éléments clés permet de démontrer comment malgré l'imposition de conditions par l'Occident envers la Russie, et ce tout au long de la relation post-1991, Moscou a longtemps tenté de poursuivre une forme de collaboration pragmatique avec l'Occident, s'identifiant principalement comme un État européen et tentant d'intégrer ses intérêts au sein de cette communauté.

CHAPITRE I

L'UTILISATION DU PLURALISME THÉORIQUE POUR UNE COMPRÉHENSION GLOBALE

Tel que présenté dans la section sur la problématique de l'introduction, une part importante des travaux produits sur la question de la Crimée et du conflit ukrainien de 2014 proposent des analyses très restreintes. Ces analyses sont souvent cadrées pour expliquer un moment spécifique du phénomène, ou sont tout simplement des tentatives de démonstrations théoriques, ne tenant compte que des éléments servant à prouver les postulats des auteurs. C'est pour répondre à cette situation, mais également pour fournir une revue de la littérature pertinente sur le sujet que ce mémoire propose d'explorer le phénomène par le biais d'un certain pluralisme théorique. En effet, par suite de la revue de littérature présentée dans ce chapitre, nous énumérerons les raisons pour lesquelles ce mémoire propose d'utiliser deux approches théoriques, dans le but de bonifier la qualité de l'analyse et la compréhension des événements. Plus spécifiquement, il sera question de développer une analyse se basant sur les travaux constructivistes d'Andreï Tsygankov (Tsygankov, 2012a, 2012b, 2015, 2019), ainsi que les travaux réalistes inspirés des travaux de l'école anglaise de Richard Sakwa (Sakwa, 2013, 2014a, 2014b, 2016, 2017, 2020a, 2020b, 2020c).

Ce chapitre présentera tout d'abord notre revue de la littérature, afin de présenter les études et approches théoriques importantes et les analyses qu'elles font de la politique étrangère de la Russie postsoviétique. Plus concrètement, la revue de la

littérature se développera sur ces différentes approches, du plus général au plus spécifique, pour traiter de leur position sur le sujet qui nous intéresse: l'intervention en Ukraine et l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Ensuite, il sera question d'établir le cadre théorique pluraliste dont il était question quelques lignes plus tôt. Cette seconde partie développera les éléments théoriques importants des deux approches, ainsi que les concepts importants qui seront mobilisés pour analyser les événements présents dans les second et troisième chapitres. Finalement, l'idée derrière l'utilisation d'une approche théorique pluraliste est issue de la revue de la littérature. En effet, il nous semble clair que les approches réalistes néoclassiques et liées à l'école anglaise expliquaient adéquatement plusieurs éléments du phénomène étudié. Cependant, certains éléments d'analyse étaient manquants ou insatisfaisants dans l'analyse de l'avènement de ces événements. C'est pour cette raison que l'ajout d'une perspective constructiviste à l'explication réaliste permet d'avoir une compréhension plus globale du phénomène et surtout de comprendre comment se sont construites les conditions qui ont poussé la Russie à intervenir de cette façon en Crimée, malgré tous les risques que cela représentait.

1.1.Revue de la littérature

Du fait de l'importance de la Russie postsoviétique dans l'établissement de l'ordre global post-guerre froide et son importance sur la scène internationale dans les dernières décennies, une quantité considérable d'analyses furent destinées à l'étude de la politique étrangère de la Russie. La recherche sur divers phénomènes liés à celle-ci a ainsi donné lieu à plusieurs conclusions divergentes, en ce qui a trait aux motivations de la prise de décision, mais également aux impacts de celle-ci sur les différents agents concernés, tout comme sur la future conduite de sa politique étrangère. La différence, dans ces conclusions, est principalement issue de la façon dont sont observés les faits, les phénomènes choisis et la méthode par laquelle ils sont analysés. Le choix des unités

d'analyse est ici important. Il peut s'agir du Président et de la branche exécutive, des acteurs du milieu législatif ou encore du système international. Le choix du niveau et des unités d'analyse a un impact fort significatif sur la manière dont l'analyse est effectuée et donc, sur les résultats obtenus de celle-ci (Waltz, 1959, p.16,80,159) .

En ce sens, dans le but de bien situer le cadre analytique utilisé dans ce mémoire, il est nécessaire de faire un survol de la littérature pertinente dans le champ de l'étude de la politique étrangère de la Russie, mais également des travaux portant plus spécifiquement sur le conflit ukrainien et l'annexion de la Crimée. Pour ce faire, cette synthèse de la littérature se séparera entre les différentes approches dominantes analysant ce domaine d'étude et sera divisée en quatre sections principales. La première se concentrera sur le courant réaliste et ses variantes les plus importantes dans l'étude contemporaine de la politique étrangère russe : le réalisme néoclassique et l'école anglaise. Deuxièmement, il sera question d'explorer les approches constructivistes, qui se concentrent sur la relation russo-occidentale pour expliquer la construction du comportement revanchiste que l'on observe aujourd'hui dans la politique russe. Troisièmement, une part succincte traitera des approches plus libérales et liées aux études économiques, qui proposent que le conflit ukrainien soit principalement issu de tensions économiques. Enfin, il sera question de détailler les approches néo-impérialistes, qui stipulent que la Russie contemporaine tente d'imposer un retour de son ex-empire dans l'espace postsoviétique.

1.1.1. Réalisme

Tout comme dans l'étude des relations internationales, les approches réalistes sont une des approches dominantes de l'étude de la politique étrangère de la Russie. Dans le cas présent, les analyses proposent des études très centrées sur le troisième niveau d'analyse en Relations internationales selon Kenneth Waltz, c'est-à-dire le

système international (Waltz, 1959, p.159). Ces approches concentrent beaucoup de leur temps à analyser le jeu de puissance interétatique entre la Russie, les États de l'espace postsoviétique, plus principalement l'Ukraine, mais également et surtout, ses relations avec les grandes puissances occidentales. Les principaux agents mis en relation sont les États-Unis, l'UE, mais également les puissances européennes individuellement (Allemagne, Royaume-Uni, France). Plus spécifiquement, une large part de ces analyses optent pour un angle géopolitique, dans le but d'expliquer la prise de décision russe telle une tentative d'assurer sa sécurité, en maximisant ses intérêts géostratégiques dans l'espace postsoviétique (Biersack, O'Lear, 2014, p.248). Ainsi, celles-ci stipulent que la Russie est un acteur rationnel qui ne tente que de maximiser ses chances de survivre dans un monde dominé par un ordre international libéral, ordre qui lui est hostile depuis sa mise en place, à la suite de la chute de l'URSS. Qui plus est, certains auteurs incluent des approches analytiques issues de la théorie des jeux, analysant le comportement de la Russie, de l'Ukraine et des puissances occidentales tel un jeu à somme nulle, dans lequel tous tentent de faire des gains dans la dispute, et ce aux dépens des autres blocs. C'est le cas notamment des travaux de Samuel Charap et Timothy J. Colton. Ceux-ci estiment que l'annexion de la Crimée s'est retrouvée sur la table du fait d'une pensée à somme nulle. Avec cette pensée, les trois blocs concurrents (Russie, Ukraine, États-Unis) ont tenté d'imposer leur victoire aux autres sans possibilité de collaboration, causant de ce fait les conditions propices à l'établissement d'un jeu à somme nulle (Charap et coll., 2018 : 55). D'ailleurs, d'autres travaux, n'étant parfois pas liés directement aux approches réalistes, reprennent elles aussi l'idée d'un jeu à somme nulle (Woods et coll., 2017).

La variante néoclassique du réalisme est fortement présente dans l'analyse de la politique étrangère de la Russie postsoviétique. Découlant notamment des travaux de Gideon Rose et se concentrant justement davantage sur l'étude de la politique étrangère des États, plutôt que sur l'étude des relations internationales, cette variante

met un accent supplémentaire sur ce qui se passe à l'intérieur des États. Ne se concentrant plus uniquement sur la structure anarchique et les dynamiques du système international comme point de départ d'analyse, les auteurs néoclassiques prêtent beaucoup d'attention aux grandes stratégies des États dans la formulation de la prise de décision (Rose, 1998, p.145, Lobell et coll., 2009, p.2.). En ce sens, ils étudient le rôle de la branche exécutive de l'État, plus précisément du chef d'État, dans le cas qui nous intéresse : Vladimir Poutine. Ceux-ci proposent que le caractère de ces individus vont foncièrement teinter la prise de décision finale, et ce nonobstant une part de l'impact des dynamiques internationales (Sterling, Folcker, 1997, p.9, Becker et coll, p.118). Cela dit, la structure du système international et les contraintes y étant associées restent pour les réalistes néoclassiques le cœur de l'analyse. Cette approche analytique prend ses racines dans les approches néoréalistes. La seule différence vient de la considération par ces analystes que les stimuli en provenance du système puissent être perçus de différentes façons par les acteurs étatiques, du fait des différences au sein de leurs États ou encore dans leurs biais cognitifs. En ce qui a trait plus spécifiquement à la politique étrangère de la Russie, l'analyse néoclassique considère qu'une large partie de la formulation de la politique étrangère de la Russie est issue du président Poutine lui-même. Étant le décideur en chef, la prise de décision lui revient, ainsi que l'élaboration de plusieurs stratégies et politiques en matière d'affaires étrangères. De plus, ces analyses ne sont pas étrangères au caractère autoritaire du régime et à la prédominance du président dans l'ensemble du processus de prise de décision, celui-ci se voulant très antidémocratique (McFaul, 2020, p.198). Il faut également mentionner que cette branche du réalisme prend son essor dans les mêmes années où la Russie débute sa reconstruction identitaire postsoviétique et dans les années où Poutine accède au pouvoir, devenant un sujet d'excellence pour l'application de cette branche théorique (Götz, 2017, p.230, McFaul, 2020, p.198). C'est d'ailleurs par le biais de l'évolution de la vision de Poutine du monde et du rôle de la Russie dans celui-ci que

les néoclassiques analysent l'évolution de sa prise de décision en matière de politique étrangère (McFaul, 2020 : 199, Becker et coll. : 118).

Le premier point épineux entre l'approche néoclassique et la variante néoréaliste dominante se situe dans la rationalité de la prise de décision. En effet, contrairement aux néoréalistes, les néoclassiques ne considèrent pas que la prise de décision de la Russie en politique étrangère est rationnelle, du fait qu'elle découle en grande partie de la prise de décision de Poutine. Celui-ci possède son propre caractère, ses biais psychosociaux et peut être influencé par une multitude de facteurs nationaux et internationaux (Götz, 2017, p. 231, McFaul, 2020, p.199).

Le second élément important provient de l'inclusion des normes dans l'analyse néoclassique. Les auteurs de cette approche proposent majoritairement une réforme en réponse aux critiques faites au caractère très structuraliste du néoréalisme. Ils sont ouverts à la considération des normes sociales internationales dans la conduite de la politique étrangère des États. En effet, ceux-ci considèrent que bien que ces normes ne soient pas inhérentes ou naturelles au système international, le fait d'avoir des États croyant en elles permet aux États de les instrumentaliser dans la projection de leurs intérêts nationaux. En ce qui concerne la Russie, les auteurs considèrent que l'instrumentalisation de normes, ou la cooptation de celles-ci sont des moyens efficaces pour elle de contester l'expansion de l'Ordre international libéral dans sa sphère d'influence et dans l'espace postsoviétique (Allison, 2017 : 520). Toutefois, ceux-ci sont bien précis lorsqu'ils expliquent que ces mêmes acteurs, qui sont prêts à utiliser ou respecter ces normes, sont également prêts à briser celles-ci, dans l'éventualité où il est possible de faire un gain relatif. C'est d'ailleurs de cette façon que certains justifient l'annexion de la Crimée et la participation au conflit ukrainien qui sévit depuis 2013 (Allison, 2014 : 1256).

Une seconde variante est présente dans l'analyse de la politique étrangère russe. Celle-ci se rapproche des travaux de l'école anglaise en Relations internationales, approche aussi appelée réalisme libéral. Principalement, cette approche se distancie du réalisme classique, mais également du néoréalisme, du fait que ses auteurs considèrent qu'il y a une communauté d'États en dépit de la nature anarchique du système international. Ceci a pour effet de créer certaines normes que cette communauté accepte de respecter, créant ainsi des incitatifs pour le développement de relations basées sur la coopération (Buzan, 2004, p. 6,10, Sakwa, 2017, p.16). Dans l'étude de la politique étrangère de la Russie, Richard Sakwa est l'auteur principal qui emploie cette approche théorique. Dans ses travaux, il stipule que le comportement que plusieurs qualifient de révisionniste de la part de la Russie est issu de l'échec de l'établissement d'un ordre post-guerre froide. Il considère que le comportement des puissances occidentales, notamment les États-Unis et l'Union européenne sont les principales causes ayant poussé la Russie à adopter l'attitude et le comportement qu'elle arbore aujourd'hui (Sakwa, 2016, p.12). À ce propos, il défend l'idée que la Russie postsoviétique envisageait un futur où elle pouvait rejoindre ce qu'il appelle une « nouvelle Europe ». Cependant, les puissances européennes ont préféré imposer l'élargissement du modèle européen existant et ainsi se baser sur l'élargissement de l'OTAN et de l'UE comme modèles de sécurité et de développement collectifs. Sakwa explique ainsi l'évolution de l'identité de la Russie sur la scène internationale par un jeu de puissance entre les dirigeants russes et ceux de l'Occident, dans lequel la Russie est passée d'une puissance collaboratrice et ambitieuse à un opposant revanchiste (Sakwa, 2017, p.1-2).

À ce propos, Sakwa reconnaît le rôle de l'Occident dans la construction de l'identité revanchiste russe, mais également l'intérêt russe pour une certaine intégration et protection de l'Ordre international libéral. C'est pour cela qu'il n'utilise pas le terme révisionniste, mais plutôt néo-révisionniste. À la différence du terme révisionniste, celui de néo-révisionniste propose l'idée selon laquelle la Russie ne tente pas de s'opposer à

l'ordre international dominé par les normes et idées occidentales. Plutôt, les dirigeants russes désirent voir un respect de ces normes par les puissances les ayant mises en place, la première puissance visée étant les États-Unis. Surtout, la Russie désire être prise au sérieux et respectée au sein de cet ordre (Sakwa, 2019, p.13).

1.1.2. Constructivisme et identité : une politique étrangère russe intersubjective

La seconde approche que l'on peut qualifier de dominante en politique étrangère de la Russie est celle liée aux approches constructivistes des relations internationales. Ces recherches mettent beaucoup l'accent sur l'analyse de l'identité de la Russie, mais également sur la relation de l'État avec les différentes normes internationales. Plus spécifiquement, celles-ci traitent généralement du processus par lequel l'identité de la Russie s'est forgée, à travers ses interactions avec les autres agents du système international, qu'il soit question d'autres États, d'organisations internationales ou transnationales. En d'autres mots, les adeptes de cette approche stipulent que contrairement aux réalistes, la nature du système international ne peut à elle seule dicter un comportement ou une identité à la Russie. Ceux-ci défendent plutôt l'idée selon laquelle la construction de l'identité russe telle que nous la connaissons aujourd'hui est le fruit de ses interactions et de ses aspirations internationales. C'est ainsi par le biais de l'intersubjectivité que le comportement international russe se serait coconstruit, le tout principalement du fait des interactions avec les agents occidentaux (IE : États-Unis, UE) (Tsygankov, 2015, p. 280, 2019, p.40). Les constructivistes vont d'ailleurs critiquer les réalistes néoclassiques, stipulant que l'inclusion de variables internes à leur analyse n'est pas une réforme du réalisme, mais plutôt une reconnaissance de la valeur des analyses constructivistes en relations internationales.

Certains auteurs, comme Andreï Tsygankov, proposent également que la politique intérieure a un rôle primordial à jouer dans la constitution de la politique

étrangère russe. En effet, celui-ci propose que certains groupes importants au sein de l'État, ainsi que certains individus, puissent agir à titre d'entrepreneurs de normes ou de politiques, qui influencent la conduite de la politique étrangère (Tsygankov, 2019, p.37,40). À cet effet, les analyses néoclassiques et liées à l'école anglaise présentées plus haut reprennent certaines idées des analyses constructivistes, notamment l'idée que la politique intérieure et les individus puissent avoir une influence dans la construction de la prise de décision. Il y a ainsi certains points de concordance entre les deux approches. Ensuite, les recherches découlant de cet angle d'analyse se sont également penchées sur la relation identitaire entre la Russie et l'Ukraine, permettant de comprendre la complexité de la relation et peut-être, certaines des causes du conflit qui sévit aujourd'hui entre les deux États. C'est le cas de Mikhail A. Molchanov, qui a étudié la relation russo-ukrainienne par le biais de leurs cultures politiques et leurs identités nationales. L'auteur, tout comme Tsygankov, propose que la Russie, tout comme l'Ukraine, ne possède pas une seule identité, claire et distincte, mais plutôt un amalgame de différentes cultures qui évoluent, interagissent et entrent en collisions les unes avec les autres (Molchanov, 2002, p.4, Tsygankov, 2019, p.13). Ces identités, en fonction des périodes, peuvent gagner en importance et ainsi avoir un impact plus important dans la définition de l'identité des deux États, influençant ainsi l'identité nationale, la culture politique et la politique étrangère (Molchanov, 2002, p.6, Tsygankov, 2012, p.32).

Au niveau du conflit ukrainien, plusieurs auteurs constructivistes s'entendent à savoir qu'une part de la racine du conflit provient de la difficulté des États à s'autodéfinir, difficulté qui se transpose chez l'autre, rendant ainsi la construction d'une relation difficile. Plus concrètement, la Russie et l'Ukraine sont incapables de se définir clairement elles-mêmes et sont ainsi difficilement aptes à définir la façon dont elles conçoivent l'identité de l'autre. Ceci crée des conditions pour l'établissement de conflictualités entre les deux États, car cette construction d'identité nationale et la

culture politique des deux États laissent également place à un certain nationalisme identitaire, créant, chez la Russie, une vision négative et inférieure de l'Ukraine (Molchanov, 2002, p.36).

Qui plus est, en ce qui a trait au conflit qui sévit entre l'Ukraine et la Russie depuis 2014, certaines analyses constructivistes considèrent que la construction de ce conflit est à l'image de la relation tripartite Russie-Ukraine-Occident. En ce sens, cette analyse considère que la hausse des tensions russo-ukrainiennes a suivi la hausse des conflits dans les relations russo-occidentales. À ce propos, l'invasion et l'annexion de la Crimée, puis l'intervention dans la région du Donbass seraient finalement le produit de plusieurs années d'absence de reconnaissance des intérêts russes dans la région eurasiennne (Tsygankov, 2012, p.347). Ces analyses se positionnent donc à l'encontre de plusieurs analyses de surface faites au lendemain des événements de 2014, proposant que cette annexion fût complètement hors caractère pour la Russie. L'annexion de la Crimée serait effectivement une augmentation effective de l'intensité du revanchisme russe face à l'Occident. Cependant, le tout ne représenterait pas un changement paradigmatique fondamental selon plusieurs constructivistes (Tsygankov, 2015, p. 280).

1.1.3. Les analyses libérales et l'économie comme facteur de conflictualité

Bien que nul ne puisse remettre en cause l'importance de l'économie dans l'établissement des relations russo-ukrainiennes et russo-occidentales, il est fort audacieux de croire qu'un conflit d'une telle envergure et teinté d'un caractère si identitaire puisse n'être que le fruit d'une mésentente économique entre des États.

En effet, les analyses plus libérales stipulent généralement que du fait de l'importance économique de l'Ukraine pour la Russie, il est nécessaire pour Moscou de collaborer économiquement avec Kiev. Ces analyses mettent d'ailleurs l'accent sur

la collaboration économique dans les secteurs des biens et du gaz naturel. (Wood et coll., 2016 :53). De plus, ces analyses stipulent que l'Europe est hautement dépendante des ressources énergétiques russes, notamment l'Allemagne, tout comme la Russie est hautement dépendante du marché européen, du fait de son économie hautement centrée sur l'exploitation et la vente d'énergies fossiles (Newnham, 2011 : 135). Toutefois, ces mêmes analyses considèrent que les conflits entourant ces relations économiques russo-européennes et ukrainiennes sont à la source de la hausse fulgurante des tensions qui ont mené à l'annexion de la Crimée et l'implication dans le conflit ukrainien chez Russie. À titre d'exemple, elles traitent de la hausse des tensions avec l'Allemagne et l'UE, en ce qui a trait à l'oléoduc Nord Stream 2, ainsi que l'imposition de sanctions économiques à la Russie, qui expliqueraient le virage revanchiste de la Russie à l'égard de l'Europe (Tsvetov, 2016 : 60, Grigas, 2017 : 144). De surcroît, certaines analyses considèrent que la Russie s'est permis d'annexer la Crimée et de paralyser ses relations avec l'Europe sous prétexte qu'elle pouvait dorénavant effectuer un pivot vers l'Asie et développer son marché d'exportation énergétique avec la Chine et d'autres États non occidentaux (Bratersky, 2018 : 586).

À la lumière de la lecture de plusieurs de ces travaux, ceux-ci ne sont pas nécessairement erronés. Cependant, les analyses fortement influencées par les analyses néolibérales ou économiques relèvent d'une incompréhension partielle du phénomène et des éléments qui le sous-tendent, car sans affirmer que seuls les facteurs économiques sont en cause, ils leurs prêtent une importance beaucoup trop centrale lorsqu'il est question d'un conflit d'une plus grande complexité. Décidément, les facteurs économiques ont pu avoir un impact et plusieurs de ces analyses le soulignent bien, en mentionnant notamment que le conflit économique a parfois simplement agi telle une étincelle enflammant un conflit beaucoup plus complexe. C'est notamment ce que plusieurs auteurs attachés à d'autres approches stipulent (Charap et coll., 2017, Sakwa, 2016, Tsygankov, 2015). Toutefois, il serait fort audacieux de croire que la

Russie a su s'aliéner l'ensemble de ses relations occidentales, ainsi que tout potentiel de développement d'une relation économique durable avec l'Ukraine à court et moyen terme, simplement à la suite de considérations économiques.

1.1.4. La politique étrangère russe comme tentative de restauration de l'empire

Plusieurs auteurs en politique étrangère de la Russie considèrent le comportement russe comme une tentative de réimposer un contrôle russe dans l'espace postsoviétique. Plusieurs démarrent leur analyse d'un fameux discours du président Poutine, stipulant que « la chute de l'URSS est la plus grande tragédie du XXe siècle » (Poutine, 2005). Se basant sur ces propos, ces auteurs prennent les mots du président au premier degré et considèrent que celui-ci est nostalgique de l'époque où l'URSS était une superpuissance. En ce sens, ils considèrent également que la reprise de ces territoires de l'ex-URSS, ou encore de l'ex-empire russe est un *casus belli* s'appliquant à plusieurs des prises de décisions en politique étrangère russe.

Plus concrètement, certains auteurs, tels qu'Agnia Grigas, estiment que c'est à travers des politiques touchant les compatriotes à l'étranger que la Russie opère la restauration de son empire. Cette idée propose que ces politiques aient été mises en place tout d'abord pour pouvoir avoir une influence sur la vie des ressortissants russes à l'étranger, suite à la chute de l'URSS. Cependant, ceci devient, selon ces auteurs, un moyen de mettre en place une forme de soft power, allant de la mise en place de campagnes de désinformation sur ces populations, jusqu'aux campagnes d'octroi de passeport russe (Grigas, 2016, p.69-70). Ainsi, le projet sous-jacent de ces politiques serait d'augmenter l'influence russe à l'intérieur des États postsoviétiques, pour éventuellement en arriver à l'annexion de ceux-ci. Ensuite, d'autres auteurs, n'analysant pas simplement les politiques des compatriotes, font également des analyses plus intégrales, en tenant compte des trois niveaux d'analyse. Ceux-ci

estiment notamment qu'à l'encontre de plusieurs faits assumés par une majorité d'individus, la chute de l'URSS n'a pas signifié la fin de l'impérialisme. Ces auteurs, dont Marcel H. Van Herpen, considèrent plutôt que la fin de l'URSS n'a pas su venir à bout de siècles d'une culture impériale, bien qu'ayant créé une certaine fatigue durant les années 1990 (Van Herpen, 2015, p.6). Ces mêmes auteurs considèrent que la structure politique de la Russie est à l'image d'un empire, avec son système fracturé, non fonctionnel, qui est d'ailleurs exploité par Poutine et certains acteurs qui adoptent un discours ultranationaliste et impérialiste (Van Herpen, 2015, p.7). Enfin, les adeptes de cette approche tendent à analyser les conflits dans lesquels s'est embarquée la Russie, en les comparant à ceux de l'URSS, afin de démontrer comment ceux-ci se ressemblent et seraient à l'image d'une tentative d'élargissement de l'influence, et du territoire, russe dans l'espace postsoviétique (Van Herpen, 2015, p.7, Grigas, 2016, p.245, Becker et coll., 2016, p.117).

Un élément important de ces approches vient de la critique que certains auteurs font des analyses réalistes et constructivistes. Considérant que ces deux approches analysent l'évolution de la politique étrangère russe en fonction de sa relation avec l'Occident et les grandes puissances, des auteurs tels qu'Agnia Grigas accusent ces approches d'orientalisme. En effet, elle croit que ces approches retirent à la Russie sa capacité de prendre des décisions, n'analysant celle-ci que par le prisme de sa relation avec l'Occident. Ceci revient, selon elle, à rendre essentiel le rôle de l'Occident dans l'analyse et à prendre un point de vue rattaché à cette vision du monde, sans considérer qu'autre chose soit possible (Grigas, 2016 : 263) En d'autres mots, selon les approches critiquées par Grigas, la Russie serait incapable de prendre une quelconque décision sans mettre celle-ci en relation avec l'Occident, lui enlevant une part d'agentivité et reflétant une analyse qu'elle juge semblable à de l'orientalisme. Cette position se transpose d'ailleurs sur le conflit ukrainien. Ces auteurs stipulent que l'annexion de la Crimée et la participation au conflit au Donbass sont issues d'un fort nationalisme russe

et d'une absence de reconnaissance d'une identité propre à l'Ukraine. De ce fait, il est justifié selon plusieurs analystes russes de tenter d'intégrer l'Ukraine dans la sphère d'influence russe, celle-ci n'étant qu'une extension de l'identité, tout comme du territoire russe (Van Herpen, 2015 : 9-10, Kuzio, 2017 : 41).

À la lumière de cette revue de la littérature, il sera maintenant question d'établir le cadre théorique; la base conceptuelle sur laquelle ce mémoire reposera pour l'analyse des chapitres suivants.

1.2. Un cadre théorique pluraliste pour une compréhension globale

Tel que mentionné dans l'introduction de ce chapitre et du mémoire, il sera question d'établir un cadre théorique qui se veut pluraliste. Cependant, une distinction importante doit être faite de prime abord. Il n'est pas question d'utiliser une approche théorique pluraliste issue des théories politiques pluralistes, comme par exemple les travaux de Robert Dahl qui se concentrent sur le fonctionnement de l'État et le jeu de pouvoir entre les groupes en son sein (Dahl, 1961 : 17). L'idée derrière l'utilisation du terme pluraliste ici indique l'utilisation d'un pluralisme théorique, ou encore, d'une pluralité d'approches théoriques. Le choix de cette décision vient du fait qu'il est possible d'expliquer un même phénomène politique, ou encore des données, à l'aide de diverses approches théoriques et cadres conceptuels. En ce sens, il est possible d'en venir à des explications différentes, mais également des explications incomplètes. De ce fait, l'idée d'utiliser un pluralisme théorique permettrait, en théorie, de présenter une explication plus globale et qui intègre surtout davantage de facteurs d'analyse (Checkel, 2013 : 221, Klima, 1972: 69). En d'autres mots, cette idée pourrait être vue comme une synthèse des approches théoriques dominantes dans l'analyse de la politique étrangère de la Russie postsoviétique, dans le but d'obtenir une analyse plus globale.

Par suite de ces considérations théoriques, ainsi que de la revue de la littérature sur la politique étrangère de la Russie et le conflit en Ukraine, ce mémoire propose de combiner les analyses constructivistes issues des travaux d'Andreï Tsygankov avec les travaux réalistes de Richard Sakwa; ceux-ci se rapprochant des théories de l'école anglaise et également du réalisme néoclassique. La rétention des travaux de ces deux auteurs particuliers s'explique par trois raisons principales. Tout d'abord, ceux-ci sont deux des auteurs qui ont produit des analyses des plus complètes en termes d'analyse de la politique étrangère de la Russie, c'est-à-dire qu'ils ont présenté des ouvrages très complets, ainsi que des recherches touchant à une diversité d'aspects dans ce domaine d'étude. Ceci a notamment pour effet de créer un univers de sens autour de leurs analyses, car il est possible de se référer aux multiples événements et phénomènes analysés par ces auteurs lorsque vient le temps de comprendre la politique étrangère russe. En effet, ils concentrent leurs travaux sur la question et ont exploré plusieurs aspects de la Russie postsoviétique de façon très large, le tout incluant plusieurs travaux sur le conflit en Crimée. En second lieu, ces deux auteurs proposent des analyses qui sont d'une part très systémiques, c'est-à-dire qu'elles utilisent grandement le 3^e niveau d'analyse des relations internationales, axé sur le jeu de puissance entre l'État russe et les puissances occidentales. Cependant, notre approche traite également du second (l'État) et premier niveau d'analyse (l'individu), le tout en respectant leurs cadres analytiques respectifs. En ce sens, elle permet d'avoir une certaine vue d'ensemble du phénomène, qui est plus intéressante qu'une ou des approches qui se concentreraient sur un seul, ou deux niveaux d'analyse. D'ailleurs l'intérêt pour une analyse de ce type provient de la complexité du phénomène analysé. Utiliser une approche qui propose une vue d'ensemble semble beaucoup plus pertinent pour comprendre un phénomène d'une aussi grande complexité qu'une approche très ciblée et moins englobante, qui omettra nécessairement davantage d'éléments d'analyse. Enfin, comme mentionnées plus haut, ces deux approches se basent sur des concepts et des éléments théoriques différents. Ce mémoire considère que l'analyse et les conclusions présentées par les

travaux de Sakwa sont d'une grande qualité, notamment en ce qui a trait à son analyse du conflit ukrainien. Celui-ci explique très adéquatement les différents phénomènes et dynamiques à l'œuvre dans le jeu de puissance à somme nulle auquel se sont livrées les puissances occidentales, notamment les États-Unis et l'UE, ainsi que la Russie, dans le but de faire des gains stratégiques avec l'Ukraine. De plus, les analyses de Sakwa présentent de façon très claire et détaillée les éléments précurseurs qui ont mené la Russie à prendre la décision d'annexer la Crimée.

Cependant, c'est davantage d'un point de vue théorique que ce mémoire se distancie de certaines idées de l'auteur. En effet, utilisant un cadre théorique réaliste se rapprochant parfois de l'école anglaise, laissant ainsi place à la question identitaire, celui-ci reste également parfois dans un paradigme très néoréaliste (Sakwa, 2014 : 37). En ce sens, l'ajout de l'approche théorique d'Andreï Tsygankov, majoritairement basée sur une analyse constructiviste, permet de satisfaire les idéaux épistémologiques et théoriques de ce mémoire. Cette recherche considère en effet que la structure du système international est construite et est un produit des interactions entre les parties, ou agents qui le constituent. Autrement dit, il n'est pas considéré que la politique étrangère d'un État soit contrainte par une structure naturellement imposée à tous les agents. Ceux-ci possèdent leur propre agentivité et leur intérêt national n'est pas restreint à la simple obtention de sécurité, tel que le proposent une majorité de réalistes (Wendt, 1999 : 55).

Toutefois, les travaux de Tsygankov sont trop restreints pour n'utiliser que ceux-ci dans l'analyse de l'annexion de la Crimée de 2014. Utiliser un certain pluralisme théorique et des travaux se basant sur deux approches théoriques, permet de donner une meilleure explication de ce conflit, qui est trop souvent analysé à l'aide d'un seul prisme théorique, trop restreint. D'autre part, l'approche réaliste de Sakwa est tout de même basée sur les écrits de l'école anglaise et l'approche néoclassique, qui

sont bien moins rigides que la variante néoréaliste. La première reconnaît la présence d'une communauté d'États, de normes et d'identités qui existent indépendamment de la structure naturelle de l'ordre international. La seconde est une réforme du réalisme et réaction à la montée des approches critiques et constructivistes, notamment à la question de l'intersubjectivité, de la co-construction et de l'agentivité des acteurs non étatiques (Barkin, 2010 : 124). Ce mémoire considère donc qu'il n'est pas complètement impossible et inutile d'allier ces travaux, dans le but d'obtenir une compréhension plus globale et surtout, plus intéressante du phénomène étudié. Enfin, d'un point de vue critique par rapport aux approches réalistes néoclassiques et de l'école anglaise, on pourrait soutenir que ces deux variantes du réalisme sont une certaine forme d'admission que l'analyse systémique ne peut tout expliquer en relations internationales. De ce fait, elles sont, quelque part, la reconnaissance de la nécessité d'inclure une forme d'analyse constructiviste, ou du moins d'un élément social dans l'analyse pour comprendre adéquatement les phénomènes internationaux (Legro, Moravcsik, 1999 : 6, Barkin, 2010 : 123). À cet effet, la section suivante développera et expliquera les concepts centraux à l'application de ce cadre théorique pluraliste.

Tout d'abord, les concepts d'*intersubjectivité* et de *co-construction/co-constitution* sont deux concepts fortement liés entre eux et sont essentiels au développement d'une compréhension constructiviste de la politique étrangère. En effet, ces deux concepts sont la réponse présentée par les approches constructivistes à l'idée des réalistes selon laquelle l'anarchie du système international serait un élément naturel provenant des agents (ici les États), ou encore de la structure elle-même (Morgenthau, 1948 : 6, Waltz, 1979 : 17). La proposition constructiviste, celle qui sera privilégiée dans ce mémoire, stipule que contrairement aux postulats réalistes, la réalité du système international n'est pas donnée objectivement, c'est-à-dire que la réalité dans laquelle interagissent les agents est socialement construite. Cette construction sociale est quant à elle le produit de ces interactions, rendant donc la réalité subjective et non objective.

C'est à cela que l'idée d'intersubjectivité fait référence : le fait de construire la structure par le biais de l'interaction, à l'instar d'une structure qui serait objective et naturellement constituée (Macleod, Omeara et coll., 2010, p.246).

Le concept de *co-construction*, parfois nommé *co-constitution*, fait quant à lui référence au processus d'interaction par lequel l'intersubjectivité s'opérationnalise. Plus concrètement, il permet de comprendre comment le processus de construction des normes sociales, de la structure internationale ou des différentes contraintes s'opérationnalise. C'est par le biais de la relation agent structure que cette co-construction s'opérationnalise, c'est-à-dire, que les agents constituent la structure dans leurs interactions, mais cette structure, une fois établie, impose des normes, contraintes et comportements aux agents, qui sont par la suite eux aussi construits par la structure (Kubalkova, 1998, p.64).

En deuxième lieu, les concepts d'*identité* et d'*intérêt national* sont des concepts tout aussi primordiaux dans l'analyse de la politique étrangère de la Russie et la question de l'annexion de la Crimée. Découlant notamment des concepts d'intersubjectivité et de co-construction, ces deux concepts font référence à des caractéristiques des agents du système international; c'est-à-dire l'État. Il est d'ailleurs important d'élaborer une définition claire de ceux-ci, car ils sont présentés différemment en fonction de l'approche théorique préconisée. Le premier, celui d'identité, fait référence aux valeurs, idées, normes, mais aussi aux intérêts des différents agents du système international. Chez les auteurs réalistes, qui sont dominants dans la discipline, l'identité est un élément qui n'existe que très peu ou tout simplement pas, du fait que les fervents de cette approche ne considèrent que la puissance ou la sécurité (IE : Réalisme classique opposé au néoréalisme) comme élément façonnant le comportement des États (Mearshimer, 2001 : 46,47). Les réalistes néoclassiques considèrent pour leur part, tout comme les adeptes de l'école anglaise,

que l'identité peut avoir un impact sur la prise de décision, sans toutefois enlever une place prédominante aux facteurs de puissance ou sécuritaires (Zakaria, 1992 : 198, Schweller, 2004 : 164, Buzan, 2004 : 472). Ensuite, la conception constructiviste, celle qui est retenue pour ce mémoire, propose que cette identité soit un produit coconstruit, issu du processus d'interaction entre les agents, le tout découlant de l'intersubjectivité. L'identité est ainsi un produit construit par la socialisation (Wendt, 1994 : 385).

Pour poursuivre, le concept d'*intérêt national* est fortement lié au concept d'identité, ainsi qu'au concept précédemment présenté. Celui-ci fait concrètement référence aux intérêts d'un État-nation, ceux-ci étant définis, par les réalistes, comme la recherche de la puissance ou de la sécurité. Selon ces auteurs, cet intérêt national est la seule chose qui dirige la prise de décision. L'identité est donc obsolète dans l'analyse de la prise de décision, à l'exception des approches néoclassiques et de l'école anglaise, comme mentionnée ci-haut (Waltz, 1979 : 109, Buzan, 2004 : 473). Ce mémoire retiendra cependant la conception constructiviste du concept, qui tout comme l'identité, est un produit de l'interaction entre les agents, ainsi que le fruit des interactions infraétatiques (Katzenstein, 1996 : 41, 42).

En troisième lieu, le concept d'*agentivité* est tout aussi central pour la compréhension du cadre théorique retenu pour ce mémoire. Celui-ci est bien différent en fonction des approches. Les réalistes considèrent que l'agentivité n'existe pas réellement, ou n'est que futile. Les agents, dans la majorité des cas les États, sont selon eux plutôt des acteurs, confinés dans un rôle défini soit par la nature des États, ou par la structure contraignante du système, les obligeant à agir d'une façon bien claire dans les deux cas (Mongenthau, 1948 : 11, 13). Ainsi, le seul rôle que ces acteurs remplissent est celui de la recherche de la puissance ou la sécurité, par le biais de la compétition avec les autres États. Les auteurs néoclassiques et de l'école anglaise se rapprochant des idées de Sakwa sont plus ouverts à l'idée de l'agentivité. Les deux approches

considèrent que les acteurs, qui bien que principalement les États, ne sont pas limités à ceux-ci et possèdent une certaine marge de manœuvre sur la scène internationale ou dans leur communauté d'État (Bull, 1977 :13,17, Rathbun, 2008 :295). Du côté des constructivistes, la conception se rapproche des travaux de Tsygankov et s'apparente évidemment à la sociologie, considérant que les unités agissant dans le système international possèdent une agentivité, quels qu'ils soient. En ce sens, les constructivistes considèrent que chaque individu a le potentiel d'influencer la structure du système international, de modifier celle-ci et de créer de nouvelles normes, qui seront par la suite diffusées par cette même structure (Wendt, 1999 : 10, Tsygankov, 2019 : 15). Il y a ainsi un lien à faire avec les concepts d'intersubjectivité et de co-construction mentionnés plus haut, dont le concept d'agentivité fait partie intégrante.

En quatrième lieu, les concepts de *révisionnisme*, *néo-révisionnisme* et de *revanchisme* sont également importants à présenter et contextualiser, car ils ne peuvent pas être comme interchangeables. Le concept de révisionnisme est un terme péjoratif dans le langage des relations internationales et est souvent utilisé à tort pour qualifier la politique étrangère de la Russie. En effet, ce terme vise généralement à décrire un État qui est opposé à l'ordre international, dans le cas qui nous intéresse, l'ordre international libéral dominé par les États-Unis. Selon la définition classique, un agent révisionniste désirerait également établir un bloc ou un ordre contestataire, comme l'a fait l'URSS durant la guerre froide (Battistella, 2004 : 93, Rucker, 2004 : 110). Toutefois, plusieurs auteurs considèrent qu'il est mal avisé d'accoler cette qualification à la Russie postsoviétique, du fait que plusieurs considèrent que sa politique étrangère ne vise pas à contester l'Ordre international libéral ou du moins, pas l'ensemble de ses composantes. C'est le cas de Richard Sakwa (comme mentionné plus haut), qui propose plutôt le concept de *néo-révisionnisme*. En effet, ce terme, dans le cas de la politique étrangère de la Russie, fait référence à la position bien spécifique de l'État face à l'ordre international libéral. Sakwa propose que plutôt que de vouloir la fin de

l'ordre américain et l'établissement d'un nouvel ordre, la Russie considère qu'il devrait y avoir un plus grand respect des normes et exigences de cet ordre (Sakwa, 2019 : 2). Plus précisément, le néo-révisionnisme russe serait une critique des actions de l'Occident, encore plus des États-Unis, qui ne respectent pas les règles de l'ordre qu'ils ont établies eux-mêmes. Il est notamment question des normes de souveraineté et de non-intervention dans les affaires des autres États, pour lesquelles la Russie critique fortement les actions occidentales (Sakwa, 2019 : 8).

Ensuite, le concept de revanchisme n'est pas le même que celui de révisionnisme. Il fait référence à un sentiment nationaliste et une volonté de revanche, par suite d'une perte territoriale ou de puissance chez un État. En ce sens, il est parfois utilisé pour définir la Russie postsoviétique qui a perdu plusieurs territoires à l'issue de la chute de l'URSS et l'importante puissance qu'était la sienne face à celle du monde occidental (Schivelbusch, 2003 : 28,31, Lévesque, Breault, 2016 : 432). D'ailleurs, il est important de mentionner que ce terme est souvent employé dans un contexte médiatique et de discours qui n'est pas défini clairement par aucune théorie des relations internationales. De plus, le revanchisme, dans le cas de la Russie, définit la montée de la frustration russe face à l'Occident, en raison de la série d'espoirs et de déceptions face à sa volonté d'intégrer l'ordre international post guerre froide. En ce sens, ce concept caractérise la volonté russe de se venger de ce qu'elle considère comme l'hypocrisie de l'Occident, sans toutefois remettre l'ensemble de la structure du système international en place (Darden, 2017 : 129, Lévesque, Breault, 2016 434). À titre d'exemple, l'intervention en Géorgie de 2008, en Crimée de 2014 et l'intervention continue dans le conflit au Donbass sont qualifiées de manifestations du revanchisme russe.

Cinquièmement, les concepts finaux qui seront détaillés sont ceux de *conflit* et *d'intervention*. Ces deux concepts sont présentés de concert, car ils sont fortement liés

entre eux. Le premier, celui de conflit, est fort probablement celui qui fait le moins litige dans le sujet d'analyse. Toutefois, comme ce mémoire traite de l'analyse d'un, voire plusieurs, conflits, il est question d'établir une compréhension claire du concept. La définition ainsi utilisée dans ce mémoire sera la suivante : « une opposition entre deux ou plusieurs agents du système international, au niveau d'idées, de valeurs, d'idéologies, de buts, ou de ressources » (Schelling, 1981 :4). Selon l'idée derrière cette définition, cette opposition mène *de facto* à un état de compétition entre les deux agents, allant de la rivalité, par exemple sur le plan économique et voyant l'établissement de tarifs douaniers, jusqu'à l'établissement d'un conflit armé ou une guerre (Schelling, 1981 : 5). Cependant, ce travail ne considère pas que le concept de conflit est naturel à la structure et que les agents agissent de façon rationnelle dans leurs interactions compétitives. Il est plutôt question de proposer que l'idée d'un conflit et la façon dont il se matérialise sont des éléments construits par les interactions entre les agents (Bercovitch et coll., 2008 : 3,4). En ce sens, la nature du concept est différente de celle des approches réalistes, qui assumeraient généralement qu'un conflit entre la Russie et ses États voisins, ou d'autres blocs de puissances aux idées différentes sont inévitables, naturels et rationnels, plutôt que construits (Mearsheimer, 2003 : 20).

Enfin, le concept d'intervention est fort probablement celui du mémoire qui fait le plus polémique. Comme il sera traité plus loin, tous les agents participant au conflit ukrainien n'ont pas la même position lorsque vient le temps de décider si la Russie est intervenue ou non en Crimée. À cet effet, il est important de donner une définition claire. Le concept d'intervention fait référence à l'ingérence d'un agent du système dans les affaires politiques intérieures d'un autre, l'exemple le plus évident étant l'intervention militaire, diplomatique ou humanitaire d'un agent étatique dans les affaires découlant de la souveraineté de celui-ci (Finnemore, 2003 :2,3). Toutefois, il est de plus en plus question des interventions non classiques, telles que l'ingérence électorale ou le piratage, qui atteignent la souveraineté des États, sans pour autant violer

leur souveraineté et faire fi de leurs frontières physiques (Fridman, 2018 :18). La définition très vaste du concept permettra ainsi de comprendre les raisons pour lesquelles l'idée de l'intervention russe en Crimée fait autant débat entre les principaux États concernés.

Finalement, l'idée derrière l'utilisation d'un cadre théorique pluraliste vise à mobiliser différentes analyses réalistes, qui, dans le cas de l'annexion de la Crimée, proposent des recherches et études de cas très complètes et détaillées des événements, tout en y ajoutant une compréhension constructiviste. Ceci permet ainsi de pousser l'analyse plus loin et de comprendre les processus structurels derrière les différents événements, ce que les analyses réalistes ne font souvent que très peu. En effet, celles-ci vont stipuler qu'il est naturel que ce type d'événements se produise et qu'il n'est pas question d'un conflit qui s'est construit. En contrepartie, les analyses constructivistes viennent faire le lien entre l'évolution de l'identité de la Russie sur la scène internationale, mais également sa relation avec l'Occident et l'Ukraine, dans le but de mettre la table pour une compréhension plus globale des raisons l'ayant poussée à annexer la Crimée en 2014, ainsi que du phénomène par lequel s'est construit ce processus structurel.

1.3. Méthodologie

En ce qui a trait à la méthodologie de ce mémoire, il s'agit d'une recherche qualitative, axée sur l'analyse de sources majoritairement secondaires et académiques traitant de la politique étrangère russe, ainsi que de l'annexion de la Crimée de 2014. De plus, il s'agit de consulter certaines sources primaires issues des différentes autorités gouvernementales ou non gouvernementales impliquées dans le conflit. Enfin, la lecture et l'utilisation de divers articles de journaux internationaux a permis de contextualiser les analyses, ainsi que d'établir une certaine ligne du temps des

événements, rendant la contextualisation de l'analyse plus facile. Il n'a pas été question d'établir une revue systématique de ces médias, car cette recherche ne vise pas à établir une analyse du discours. Ces articles sont simplement utilisés afin de rapporter les faits qui se rattachent aux documents officiels ou académiques.

Ensuite, il a été décidé d'utiliser une analyse de cas simple dans ce mémoire. Le choix a été arrêté sur cette méthode, du fait de la possibilité d'explorer plus en détail le cas d'étude, contrairement à une étude de cas comparés, qui aurait laissé moins d'espace pour ce faire. Ce choix est d'ailleurs en lien direct avec les aspirations du mémoire, c'est-à-dire offrir une analyse plus complète des éléments ayant menés à l'annexion de la Crimée de 2014. Cette décision est également intéressante, du fait que l'annexion de la Crimée peut être considérée comme un cas « déviant » en politique étrangère russe, c'est-à-dire qu'elle peut être identifiée comme une rupture avec le comportement préalablement observé (Gerring, 2004 : 249). Qui plus est, le fait que ce sujet d'étude peut être difficile à analyser de façon quantitative, une simple analyse de cas permet de faire une analyse qualitative détaillée. À cet effet et dans le but de mobiliser la documentation recueillie, il est question d'utiliser ici la méthode de traçage de processus. Celle-ci permettra d'analyser l'évolution de la prise de décision des agents principaux, dans le troisième chapitre, en mobilisant les sources primaires, mais également le contenu journalistique traitant du phénomène (Collier, 2011 : 827, Ricks et Liu, 2018 : 843). Plus concrètement, le but de l'utilisation du traçage de processus dans ce mémoire permettra de mettre en lumière la chaîne causale complexe par laquelle les événements décrits dans le second chapitre, majoritairement les considérations historiques, ont, en premier lieu, mené aux événements du troisième chapitre. Ensuite, cette même technique analytique permettra de démontrer le processus par lequel cette chaîne causale s'est poursuivie à échelle beaucoup plus rapide lors de la révolution ukrainienne de 2013-2014, déclenchant par de ce fait la crise internationale ukrainienne et par la suite, la prise de décision de Vladimir Poutine

d'annexer la Crimée. D'un point de vue plus théorique, la construction de cette chaîne causale repose sur l'identification de diverses variables X, c'est-à-dire les événements historiques (élargissements de l'OTAN, guerre du Kosovo, invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, indépendance du Kosovo, guerre russo-géorgienne) ainsi que les événements du conflit en Ukraine et de la crise ukrainienne, dans le but d'identifier les phénomènes ou mécanismes causés. L'identification de ces phénomènes permet enfin d'illustrer cette chaîne causale et surtout, les variations dans celle-ci, du fait de l'impact différent et inégal que certaines variables identifiées (Bezes et *coll.*). C'est d'ailleurs pour cela que les éléments identifiés dans ce mémoire comme des variables ne causent pas toujours des résultats qui vont directement dans le sens de l'évolution identitaire de la Russie vers une identité revanchiste, ainsi qu'une volonté affirmée d'annexer la Crimée et d'entrer en conflit avec l'Ukraine ou les puissances occidentales. Les résultats de ce traçage de processus sont beaucoup plus nuancés et démontrent l'ensemble de la complexité de la prise de décision en politique extérieure russe, mais aussi l'impact des phénomènes historiques et de l'évolution identitaire de la Russie dans la chaîne causale. Qui plus est, la méthode du traçage de processus est tout indiquée lorsque vient le temps d'effectuer une analyse qualitative qui désire intégrer l'utilisation de récits historiques « historical narratives » à une analyse plus rigoureuse en sciences sociales. Elle permet d'éviter de tomber dans une tentative de démonstration de lien de causalité très stricte comme une recherche quantitative le ferait, proposant plutôt l'établissement d'un mécanisme causal « causal mechanism », qui permet ainsi de tenir compte des résultats parfois plus complexes des phénomènes sociaux étudiés (Mahoney, 2001)

Le second chapitre sera consacré à une évaluation et une exploration des grands éléments historiques que ce mémoire considère primordiaux pour la construction du contexte dans lequel la Russie et la Crimée se retrouvent en 2014. Il sera donc question de débiter avec l'impact de l'invasion du Kosovo par l'OTAN de 1999, pour avancer

vers la révolution orange de 2004, ainsi que la Guerre russo-géorgienne de 2008. Certains autres évènements mineurs apparaissant entre ces grands évènements seront également présentés, dans le but de bien mettre en contexte le processus par lequel la relation russo-ukrainienne et russo-occidentale a évolué depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir. Pour ce qui est du troisième chapitre, il explorera les évènements précédant directement l'annexion de la Crimée, c'est-à-dire les éléments menant au conflit en Ukraine et le déclenchement de l'Euromaidan. C'est par le biais du process tracing que le chapitre troisième tentera de démontrer que le contexte créé au cours des décennies passées, ainsi que le contexte spécifique créé en Ukraine lors de la révolution pro-Europe, furent la cause directe de la prise de décision de la Russie d'annexer la Crimée.

Finalement, en aucun cas, ce mémoire ne tente d'établir une inférence causale entre la prise de décision d'annexer la Crimée et le contexte dans lequel la Russie s'est retrouvée en 2014 de la même façon qu'une étude quantitative pourrait le faire. Il relèverait de l'impossible de tenter d'isoler la prise de décision du président Poutine, tout comme celle des acteurs impliqués dans le conflit. De plus, une multitude d'éléments contextuels ont contribué à ces prises de décision, rendant peu utile leur isolation, ou la décision d'exclure certains éléments. En ce sens, l'étude de cas présentée au chapitre 3 est davantage une exploration plus intégrale du conflit, dans le but d'en présenter une compréhension plus globale. C'est dans ce chapitre que la méthode de process tracing sera utilisée, permettant ainsi l'utilisation d'une description très détaillée entourant les différentes prises de décisions liées au conflit et donc une démonstration claire de l'impact des différents phénomènes sur le résultat final (Collier, 2011 : 828). Ultimement, le but de ce mémoire est d'explorer les éléments précurseurs du conflit ukrainien et leur similarité avec les évènements débutant en 2013. Qui plus est, le but est de comprendre les raisons pour lesquelles un conflit semblable n'a pas éclaté avant 2014, malgré les actions occidentales et ukrainiennes jugées opposées aux

intérêts russes, de même que la similarité frappante entre les événements de la révolution orange de 2004 et celles de la révolution de 2013-2014.

Le prochain chapitre, tel que mentionné plus haut, portera sur les considérations historiques qui ont créé le contexte dans lequel le conflit ukrainien a pu se constituer et, plus encore, par lequel l'annexion de la Crimée a pu survenir.

CHAPITRE II

LA CONSTRUCTION D'UNE RELATION CONFLICTUELLE : CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES DE L'ÉVOLUTION DE LA RELATION RUSSO-UKRAINIENNE ET RUSSO-OCCIDENTALE

Il serait fort difficile de prétendre pouvoir comprendre et expliquer l'avènement du conflit ukrainien de 2014 et l'annexion de la Crimée de 2014 sans tenir compte de l'évolution de la relation russo-ukrainienne et russo-occidentale. Les tensions ne sont pas apparues du jour au lendemain ou simplement du fait d'une tentative de révolution pro-européenne dans la capitale ukrainienne. Il serait tout aussi difficile d'inclure l'ensemble des relations russo-occidentales et russo-ukrainiennes dans l'analyse et d'assumer qu'elles ont été entièrement négatives. En fait, bien que plusieurs phénomènes aient contribué à cette détérioration relationnelle graduelle, certains ont plutôt vu un renforcement de la collaboration. Ces événements sont d'ailleurs peut-être responsables d'une part de l'aveuglement collectif de plusieurs experts, qui ont semblé avoir de la difficulté à prévoir le conflit de 2014, qui aurait pu être anticipé. Somme toute, ce chapitre se concentrera sur l'établissement des diverses considérations historiques post-guerre froide qui ont contribué à l'établissement des tensions entre la Russie, l'Occident et l'Ukraine. Tout d'abord, on traitera de la guerre du Kosovo et de l'élargissement de l'OTAN qui a suivi ces événements. En second lieu, ce chapitre se concentrera sur un événement central, la révolution orange de 2004 en Ukraine. Cet événement se veut un élément central pour comprendre les événements intra-Ukraine

de 2013 et 2014, tout comme la réaction russe et occidentale à ces événements. Troisièmement, la question du second élargissement post-1991 de l'OTAN et de la guerre avec la Géorgie permettront d'éclairer le processus par lequel la Russie est passée d'un État s'accommodant du comportement occidental à une puissance revanchiste.

La chute de l'URSS et la transition vers une Russie postsoviétique tentant de s'intégrer au monde capitaliste et à l'Europe post-guerre froide fut certainement teintée d'une série de tentatives d'intégration, mais surtout, de plusieurs échecs. En effet, les puissances occidentales, avec en tête les États-Unis, sont entrées dans l'ère post-guerre froide comme les puissances victorieuses, relayant la Russie au rang de puissance perdante (Sakwa, 2017 : 14-16). À cet effet, il est important de spécifier que selon plusieurs experts, les États-Unis n'ont pas à proprement dit « gagné » la guerre froide. La chute de l'URSS est plutôt une implosion due à ses innombrables contradictions et l'incapacité de ses dirigeants à la réformer et à leurs conflits dévastateurs (Tsygankov, 2019 : 60, Sakwa, 2017 : 15). Là s'arrêtent les explications sur les causes de la fin de l'URSS, ce sujet n'étant pas l'intérêt premier de ce mémoire et ne servant qu'à imager le contexte dans lequel la Russie se retrouve à être traitée comme une « perdante » malgré l'absence d'un dénouement de conflit classique entre État gagnant et perdant. Ce rappel de la fin de la guerre froide permet aussi de donner une image simple du peu de marge de manœuvre dont bénéficiait la Russie pour intégrer le nouvel ordre mondial. L'idée d'une nouvelle Europe promue par la Russie, découlant du concept de "*nouvelle pensée*" de Gorbatchev, s'est rapidement frappée au mur de l'élargissement du modèle européen historique promulgué par les États « gagnants », c'est-à-dire, les États-Unis et les grandes puissances européennes (English, 2000 : 17, Tsygankov, 2019 : 37).

L'affaiblissement militaire et économique de la Russie de 1991, résultant du démembrement de l'URSS, allié à une instabilité politique grandissante a permis l'imposition de ce modèle européen historique à l'Europe au courant des années 1990, en plus d'encourager l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale néolibérale de la façon la plus brutale possible (Tsygankov, 2019 : 64). Ce qui est parfois appelé le « traitement-choc » est le processus par lequel la Russie d'Eltsine a tenté, avec l'incitation des puissances occidentales et des institutions économiques internationales, d'assurer une transition-choc vers le capitalisme (Lane, Gamble et coll., 2009 : 74-75). Le processus fut plutôt teinté d'un échec, voire une catastrophe, dans laquelle une élite restreinte s'est enrichie, créant une part importante des fameux oligarques que l'on connaît aujourd'hui à la Russie, qui ont fait fortune en achetant, à très faible coût, la majorité des entreprises de l'État russe. La majeure partie de la société russe, pour sa part, s'est retrouvée considérablement plus pauvre qu'auparavant. La Russie a connu un effondrement économique colossal (plus de 50% du PIB du pays) (Guriev, Rachinskyy, 2005 : 132).

Ainsi, ce second chapitre explorera les considérations historiques majeures ayant contribué à la construction du climat de tensions entre la Russie postsoviétique et l'Occident, climat qui est un facteur central dans la compréhension des événements ayant mené au conflit ukrainien et l'annexion de la Crimée de 2004.

2.1. La guerre du Kosovo et la fin de la lune de miel entre la Russie et l'Occident

Il peut sembler laborieux d'établir un point de départ clair dans les tensions survenues entre l'Occident et la Russie postsoviétique. Plusieurs agents y sont liés, qu'il soit question des États-Unis, de l'UE, l'OTAN ou encore les différentes puissances européennes. De plus, certains auteurs pourraient, avec raison, considérer que la question de la réunification de l'Allemagne est un événement prédatant la guerre

du Kosovo, qui a lui aussi contribué aux tensions entre la Russie et l'Occident. À cet effet, bien qu'il soit reconnu l'impact de cette situation, les conséquences négatives les plus concrètes et importantes de cette réunification sont apparues à la suite des élargissements subséquents de l'OTAN, élargissements qui sont survenus par suite de la résolution du conflit au Kosovo (Hill, 2018 : 161,162). En ce sens, les termes de la réunification de l'Allemagne ont été un élément de discorde entre les deux blocs. Elle est seulement relayée à plus tard dans l'analyse, permettant de mieux démontrer son impact sur la hausse des tensions russo-atlantiques, impact qui est davantage imbriqué dans les vagues d'élargissement subséquentes de l'OTAN qui viendront dans les années 2000.

La guerre du Kosovo est certainement le conflit postsoviétique le plus important des années 1990, en ce qui a trait aux relations de la Russie avec les États-Unis, l'UE et surtout l'OTAN. La décennie des années 1990 crée une certaine vague d'espoirs dans les capacités à entamer un réel dialogue et intégrer les États postsoviétiques dans l'Europe historique, c'est-à-dire le modèle dominant à l'image de l'Europe occidentale, celle-ci sous le joug de l'Alliance atlantique et l'hégémonie américaine (Tsygankov, 2019 : 60, Sakwa, 2017 : 12,13). C'est d'ailleurs afin d'assurer cette plus importante collaboration que des initiatives sont lancées. Le Partenariat pour la paix, programme le plus important de cette série d'initiatives voit ainsi le jour en 1994, créant un programme de coopération entre l'OTAN et les ex-États de l'URSS. Le but de ce programme est de créer un climat de confiance entre les deux blocs et de briser cette ligne de division est-ouest en Europe. Un autre but de ce programme est de viser l'intégration éventuelle, complète ou partielle, des États postsoviétiques dans l'alliance (OTAN, 2020). Aux côtés de ce programme est également créé le Conseil de partenariat euro-atlantique, qui se veut un forum paneuropéen de discussion d'enjeux sécuritaires entre les membres de l'OTAN et les États non membres, dans le but de travailler de concert avec les buts de Partenariat pour la paix (OTAN, 2020). Enfin,

1997 voit également la création d'un Conseil permanent conjoint OTAN-Russie (qui deviendra en 2002 le Conseil OTAN-Russie), dans le but de créer un organe de consultation des intérêts russes lors des prises de décisions de l'alliance (Conseil OTAN-Russie, 2020). Ceci est un prix de consolation pour la Russie qui s'est très vivement opposée dès 1993 au premier projet d'élargissement postsoviétique de l'OTAN qui visait l'inclusion de la Pologne, Hongrie et de la Tchéquie.

Toutes ces ententes sont partiellement le produit de l'intégration de la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie à l'OTAN, quelques mois plus tôt, ainsi que la réunification de l'Allemagne, survenue pour sa part en 1991. En effet, l'OTAN et les puissances occidentales, en première loge les États-Unis de Bill Clinton, n'avaient pas laissé de choix à la Russie, en ce qui a trait à ces intégrations (Burton, 2018 : 2,3, Tsygankov, 2012 : 172). Dans le cas de la réunification de l'Allemagne, une fameuse promesse aurait été faite à Boris Eltsine, de la part de James Baker, secrétaire d'État américain, promettant de ne pas élargir l'OTAN par la suite. Cette promesse fait cependant débat, considérant qu'elle n'a été enregistrée nulle part et relève initialement de conversations avec Gorbatchev, puis des dires d'Eltsine, qui affirmait que le partenariat pour la paix, auquel la Russie avait adhéré, n'irait pas plus loin que la réunification allemande, du fait des objections russes (Sakwa, 2017 : 78). Dans le cas de l'intégration des trois États d'Europe centrale, Clinton tenta de faire valoir à Eltsine que l'OTAN n'était plus un ennemi et qu'il y aurait dorénavant une collaboration OTAN-Russie, ce que ces nouveaux programmes et forums devaient permettre (Goldgeier, McFaul, 2003 : 246, Sakwa, 2017 : 83,84). L'OTAN n'eut besoin que de deux semaines pour se mettre les pieds dans les plats et dépasser les bornes aux yeux de la Russie, en décidant d'intervenir contre le régime de Slobodan Milosevic, en Yougoslavie, malgré l'absence d'un aval de la part du Conseil de sécurité de l'ONU (Goldgeier, McFaul, 2003 : 247). Cette opération se voulait en majeure partie un support aérien à l'Armée de libération du Kosovo, dans le but non pas simplement d'attaquer le régime yougoslave, mais

d'empêcher que soit perpétré, par le régime Milosevic, un génocide contre les populations d'Albanais sur le territoire de la Yougoslavie. Plus concrètement, le plan était de faire quitter les troupes serbes du territoire kosovar, pour ensuite permettre l'entrée de troupes de maintien de la paix et finalement, permettre le retour des réfugiés albanais dans un espace sécuritaire (Solana, 1999).

Qu'importe les raisons de l'intervention, celle-ci a soulevé des critiques de toutes parts au sein de la société russe. Autant de la gauche que de la droite, l'opération fut perçue comme une démonstration parfaite de l'impérialisme occidental, outrepassant l'autorité du Conseil de Sécurité de l'ONU et agissant uniquement par les instances de l'OTAN (Mccgwire et Clarke, 2008 :1297-1299, O'Hanlon, 2017 : 12,13). Certains élus et membres de l'élite politique russe de l'époque ne se sont d'ailleurs pas cachés pour exprimer leur dégoût face à ces actions. Igor Ivanov, ministre des Affaires étrangères de l'époque, avait caractérisé l'opération de « pire agression en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale », tandis que le chef du Parti communiste, Gennady Zyuhonov s'était permis de comparer l'idéologie atlantiste « d'hitlérisme » (Goldgeier, McFaul, 2003 : 247, 248). Ces commentaires illustrent bien la réaction de l'élite russe, mais aussi d'une grande majorité de la population russe, à une opération militaire qui a semblé, à leurs yeux, être diamétralement opposée à l'ensemble des promesses de paix et de collaboration faites depuis la chute de l'URSS. Toutefois, malgré cette vive critique des actions de l'OTAN, la Russie a participé aux différents dialogues et processus de négociations, tentant de tirer son épingle du jeu, dans le but d'assurer un respect des intérêts des Serbes tout au long du processus (Goldgeier, McFaul, 2003 : 250). Eltsine avait néanmoins refusé de se voir imposer une prise de décision par l'OTAN dans la résolution du conflit, désirant collaborer avec l'organisation tout en étant indépendant pour ainsi trouver une solution représentant les intérêts des deux partis (Hoffman, 1999). La participation russe s'est soldée par une prise de décision d'intervention sur le territoire du Kosovo. Ce déploiement de forces russes, non

autorisé par les forces de l'OTAN, a vu la Russie installer des troupes dans l'aéroport de Pristina, capitale du Kosovo, là où étaient également stationnées des troupes de l'alliance atlantique. Cette prise de décision a pratiquement laissé place à une confrontation entre les deux forces, sur le tarmac de l'aéroport, mettant à mal l'ensemble de l'esprit de négociation présent à la signature du Partenariat pour la paix de 1997 (BBC, 2000, Goldgeier, McFaul, 2003 : 248).

Les tensions créées par ces événements sont à l'image de la tension générale entre les visions qu'ont les deux blocs de leurs propres actions et des actions de l'autre. Plus concrètement, les États-Unis, lors de la décision d'intervenir au Kosovo, ont agi avec des intentions se rapprochant de la conception wilsonienne de l'interventionnisme libéral. En d'autres mots, ceux-ci ont justifié cette intervention comme une opération pour maintenir la paix et sauver des vies (Goldgeier, McFaul, 2003 : 250, Smith, 2006 : 79,80). Du côté russe et avec une loupe beaucoup plus près de la *realpolitik*, les actions de l'OTAN ont été analysées tel un moyen d'étendre la sphère d'influence de l'organisation en Europe de l'Est. D'ailleurs, les ajouts de nouveaux membres quelques mois auparavant ont sans doute nourri ce sentiment chez l'élite politique tout comme une part de la société russe (Tsygankov, 2019 : 112, Smith, 2006 : 81). De plus, ce conflit a démontré à la Russie son incapacité à imposer son intérêt dans la structure internationale post-guerre froide. Le seul pouvoir dont disposait la Russie à ce moment venait de son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Du moment que les États-Unis et l'OTAN ont fait fi d'un mandat de l'ONU, il restait très peu de marge de manœuvre pour une Russie affaiblie économiquement, tout comme militairement, qui aurait voulu imposer sa prise de décision au Kosovo (Smith, 2006 : 78, Goldgeier, McFaul, 2003 : 251). Ensuite, la Russie considérait que les membres de l'OTAN étaient biaisés contre les Serbes et qu'ils ne voulaient pas s'engager dans de réelles négociations avec le clan de Milosevic. En ce sens, cette apparence d'absence de volonté fut également perçue comme une tentative d'atteindre l'échec diplomatique,

pour ainsi justifier l'utilisation des bombardements en territoires serbes (Smith, 2006 : 78-79).

Autre élément de frustration chez la Russie : Eltsine et son administration avaient tenté de collaborer avec les États-Unis, l'OTAN et les puissances occidentales lors de l'éclatement du conflit, dans le but d'éviter une intervention sur le territoire, tout en trouvant un terrain d'entente entre leurs protégés serbes et les forces kosovares supportées par l'Occident. L'histoire nous démontre cependant que ces tentatives furent un échec (Smith, 2006 : 79, Goldgeier, McFaul, 2003 : 249). Ultimement, le conflit au Kosovo, nonobstant les intentions qu'avaient les alliés de l'OTAN et les États-Unis, achève le peu de cordialité restante dans les relations russo-occidentales et russo-atlantiques. La lune de miel entre la Russie et l'Occident avait d'ailleurs déjà activement pris fin à la suite de la ronde d'élargissement de l'OTAN de 1994. Ce phénomène fut, aux yeux de la Russie, un rappel de l'impérialisme occidental, qui n'agit diplomatiquement qu'en façade, tentant plutôt d'étendre sa vision du monde à l'ensemble de l'Europe, sans tenir compte de ses intérêts (Smith, 2006 : 80).

2.2.Vladimir Poutine, coopération pragmatique et lutte au terrorisme

À peine quelques mois suivants la fin de la guerre au Kosovo, Boris Eltsine remit sa démission, laissant sa place à son premier ministre, Vladimir Poutine, jusqu'à alors relativement inconnu du public. Il décide entre autres de faire campagne sur le thème de la loi et l'ordre, notamment en réponse aux très fameux attentats d'appartements survenus en septembre 1999 dans plusieurs villes russes, ainsi que l'invasion du Daghestan par les forces Mjahideen et la hausse des tensions avec la Tchétchénie (Tsygankov, 2019 : 135,136, 2012: 118,119). La guerre de Tchétchénie lui a initialement valu une montée en popularité fulgurante et l'obtention de 53% des voix au premier tour de l'élection présidentielle (Wines, 2000). Ce nouveau président qu'est Poutine se vouant à une politique étrangère très pragmatique de lutte au terrorisme

islamiste trouvera ainsi un allié dans les États-Unis après le 11 septembre 2001. En effet, les attentats du World Trade Center et du Pentagone agiront tel un catalyseur dans la prise de décisions d'intervention au Moyen-Orient pour les États-Unis et l'OTAN (Goldgeier, McFaul, 2003 : 314). Les mots du ministre aux Affaires étrangères de l'époque, Igor Ivanov, évoquent bien l'urgence d'agir et de collaborer aux yeux de la Russie. Celui-ci affirme que les attentats du 11 septembre « vont bien au-delà des frontières des États-Unis... Le terrorisme international est devenu un flagrant défi pour l'ensemble du monde civilisé » (Ambrosio, 2005 : 1198) et que pour relever ce défi « la Russie est fermement décidée à emboîter le pas dans la formation de nouveaux cadres stratégiques et relationnels entre nos pays (IE : États-Unis et Russie) » (Ambrosio, 2005 : 1198).

Tout d'abord, Poutine comprend bien évidemment que d'épauler les États-Unis et l'OTAN est une opération bien moins coûteuse que d'opérer seul dans la lutte au terrorisme, tout en lui permettant d'obtenir potentiellement les résultats escomptés dans sa propre lutte dans la région du Caucase (Tsygankov, 2012 : 122). Deuxièmement, celui-ci sait pertinemment que la collaboration sera beaucoup plus efficace pour faire reconnaître les intérêts de la Russie dans le conflit antiterroriste qu'une opposition catégorique ou encore, une opération indépendante (Tsygankov, 2012 : 122). Troisièmement, détenant un fort appui de la société civile envers sa politique intransigeante de lutte au terrorisme, la situation se présente telle une opportunité de mousser l'appui politique de la population à cette lutte. En d'autres mots, l'élite politique russe sous Poutine ne retourne pas à l'idéologie pro-occidentale de l'ère Eltsine, sans toutefois s'opposer catégoriquement à l'ordre international libéral (Tsygankov, 2012 : 122). Conscient de la nécessité de redévelopper graduellement la puissance économique et militaire de la Russie, Poutine conçoit la collaboration comme le meilleur moyen d'y arriver, du fait de l'impossibilité apparente de gagner dans un scénario de confrontation (Tsygankov, 2019 : 140).

En ce sens, la plus importante collaboration russo-occidentale et russo-américaine de l'histoire de la Russie postsoviétique voit le jour, lorsque la Russie décide d'appuyer les forces atlantiques dans l'Opération *Enduring Freedom*, bien qu'ayant dénoncé très violemment les actions de cette même alliance deux années auparavant (Smith, 2006 : 191). L'opération se veut une invasion conjointe de l'Afghanistan par les forces de l'OTAN, par suite de l'initiative des États-Unis, dans le but d'éliminer la menace des talibans du pays et ainsi éviter que le territoire afghan devienne un refuge pour les combattants d'Al-Qaïda ou d'autres groupes terroristes (U.S. Navy, 2020). Plus concrètement et malgré une certaine réticence initiale, la Russie décidera de permettre aux forces alliées d'utiliser certaines de ses pistes d'atterrissage au sud de son territoire, afin d'aider au déploiement en sol afghan, en plus de collaborer avec un soutien logistique et un partage de renseignement avec les forces américaines. De plus, la Russie travaillera également conjointement en sol afghan avec les États-Unis, afin de lutter contre le trafic de drogue, menant à plusieurs opérations conjointes couronnées de succès (Smith, 2006 : 190, 192, Tsygankov, 2019 : 244).

C'est toutefois avec l'invasion de l'Afghanistan et l'opération *Enduring Freedom* que se termine la collaboration russo-américaine au Moyen-Orient. En effet, le retour de la critique russe ne se fait point attendre, en 2003, lorsque les États-Unis prennent la décision d'envahir l'Irak, malgré l'absence d'un aval du Conseil de sécurité, déclenchant l'opération *Iraqi Freedom* (Ambrosio, 2005 : 1189). Cette opération, visant à enlever Saddam Hussein du pouvoir en Irak, se basait sur l'argument américain selon lequel l'État iraquien possédait des armes de destruction massive et qu'il existait des liens entre le gouvernement Hussein et l'organisation terroriste Al-Qaïda (U.S. Navy). Poutine n'y croit cependant pas, se rangeant dans le camp des États opposés à l'intervention, jugeant que les États-Unis ne peuvent passer par-dessus la décision de non-intervention de l'ONU. Ainsi, Poutine se joint à la France et l'Allemagne en les

laissant prendre les devants dans la critique de la prise de décision des États-Unis d'aller à l'encontre de la décision de la communauté internationale. Il voit cette guerre comme un détournement du but initial de la lutte au terrorisme (Ambrosio, 2005 : 1190, Tsygankov, 2019 :150). Effectivement, celui-ci considère que le terrorisme est un phénomène intrinsèquement transnational et non étatique et que l'on ne peut rattacher celui-ci à un État ou un gouvernement directement, allant même jusqu'à considérer le terrorisme telle une tentative de défiance du système étatique (Ambrosio, 2005 : 1198, 1199). En ce sens, son opposition vient de sa conception de la lutte antiterroriste, qui se doit d'être une coordination interétatique stratégique et ciblée et non une décision unilatérale opposée à la volonté collective, ce que l'invasion de l'Irak représente à ses yeux et aux yeux de plusieurs autres États (Ambrosio, 2005 : 1199, 1200).

Ultimement, l'impact principal de l'invasion de l'Irak par les États-Unis fut la fin de l'accommodement quant à l'impérialisme américain chez Poutine. Celui-ci voit le scénario du Kosovo se répéter de nouveau, où les intérêts russes ne sont pas respectés par les leaders américains. Autrement dit, cette guerre est vue tel un autre mensonge occidental par rapport aux promesses faites lors de la création du forum OTAN-Russie, ainsi que face aux promesses de coopération plus importante avec la Russie, faites par le président Clinton au président Eltsine (Sakwa, 2017 : 169). La réaction russe à cette guerre rappelle les raisons pour lesquelles la lune de miel entre la Russie et l'Occident s'était achevée si rapidement, malgré l'impact fort positif de la collaboration entre les deux blocs dans la lutte antiterroriste. En effet, l'arrivée de Poutine au pouvoir et sa collaboration pragmatique avec l'Occident ont su créer des relations beaucoup moins tendues que lors du conflit au Kosovo, en plus de rapprocher les deux blocs à un niveau qui ne fut point retrouvé depuis (Tsygankov, 2019 : 139, 2012 : 120). Néanmoins, cette collaboration efficace ne suffit pas à essuyer la mémoire du Kosovo lorsque vient le temps de critiquer l'invasion de l'Irak, ainsi que les événements qui mèneront à un

second élargissement de l'OTAN, quelques mois plus tard en 2004 (Sakwa, 2016 : 11, 2017 : 34).

2.3. La révolution orange et le second élargissement de l'OTAN

Les événements précédemment explorés ont permis de comprendre l'évolution difficile des relations entre la Russie postsoviétique et les puissances occidentales, qu'il s'agisse des États de l'UE ou plus principalement, des États-Unis. Le survol de ces éléments a su établir une part des considérations historiques importantes qui vont influencer la relation russo-occidentale et surtout, la perception de la Russie de Vladimir Poutine de ses interlocuteurs occidentaux. Néanmoins, peu fut dit sur la relation russo-ukrainienne, qui se retrouve au cœur de cette analyse. La présente section s'attardera à l'évaluation plus en profondeur d'un phénomène central de la relation tendue entre les deux États : la révolution orange de 2004.

En effet, la révolution orange d'Ukraine fut un phénomène fort important dans l'évolution de la relation Russie-Ukraine, tout comme dans celle que l'Ukraine entretient avec l'Occident, notamment l'UE. Elle est issue d'un mouvement révolutionnaire plus large, appelé : les révolutions de couleurs, mouvements révolutionnaires pacifiques découlant de contestations présentes majoritairement dans plusieurs États postsoviétiques. Ces mouvements étaient appelés : révolution orange (Ukraine), révolution des roses (Géorgie), révolution tulipe (Kirghistan), ainsi que la révolution bleue (Biélorus) (Gerasim, 2014 : 2, Mitchell, 2012 : 18). Ce mouvement s'est également élargi en Europe de l'Est, avec un mouvement révolutionnaire en Yougoslavie (révolution des bulldozers). En ce qui a trait à l'Ukraine et comme il sera exploré plus tard, le soulèvement de 2013-2014, l'Euromaidan, a fait écho à la révolution orange de 2004, celle-ci considérée comme inachevée par plusieurs militants pro-européens et prodémocratie (Wilson, 2005 : 3, 2014:14,23,39). En revanche, il est

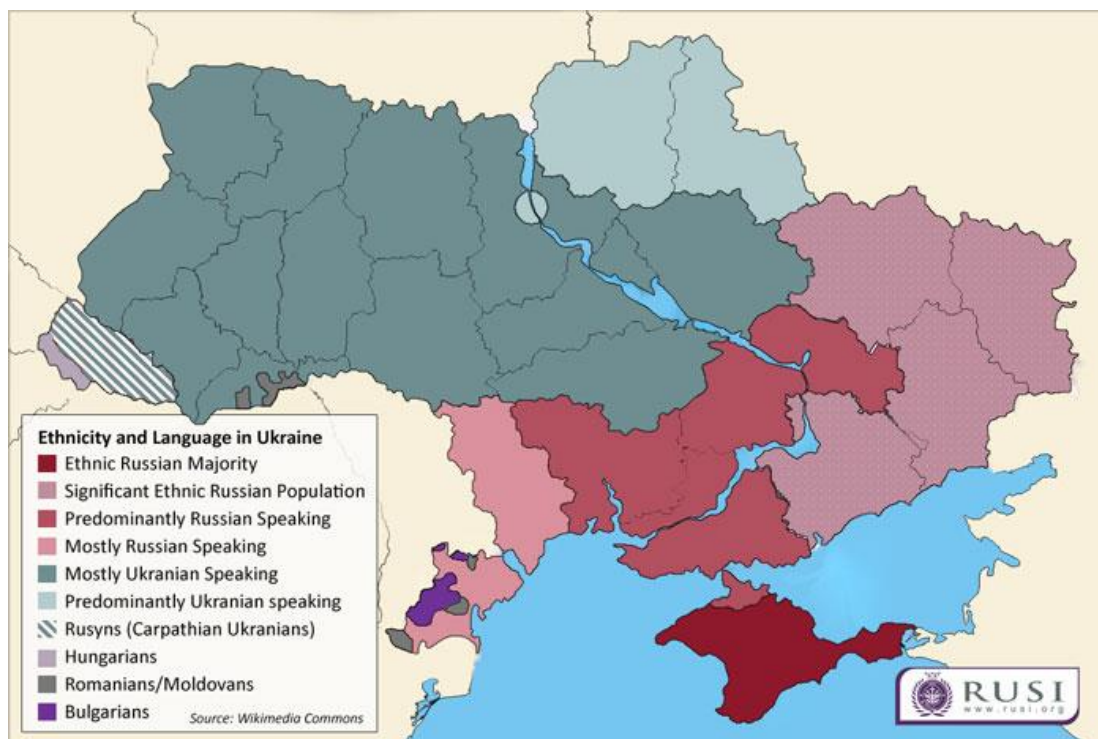
primordial de mentionner que comparativement à l'élection de 2004, l'élection de 2010, dont Viktor Ianoukovitch sortit vainqueur, fut jugée comme légitime par les observateurs de l'OSCE (OSCE, 2010).

Afin de comprendre l'avènement de ces mouvements révolutionnaires relativement liés et aux allures coordonnées, il est nécessaire de rappeler la façon dont la chute de l'URSS s'est opérée dans plusieurs États postsoviétiques. Après 1991, plusieurs États, notamment ceux du Caucase, l'Ukraine, le Bélarus et les pays d'Asie centrale, se sont retrouvés dans un certain vide de pouvoir. L'URSS, s'étant effondrée, laissa une certaine place pour l'établissement de nouveaux régimes et gouvernements dans les États anciennement fédérés (Nisnevich et Ryabov, 2019 : 2). Cependant, la Russie a poursuivi une part de son influence sur ces différents États, ceux-ci développant des gouvernements de types « hybrides », c'est-à-dire, qu'ils ont pour la plupart évolué en pseudodémocraties aux tendances autocratiques importantes (Nisnevich et Ryabov, 2019 : 3, Ò Beachàin et Polese, 2012 : 2). Dans le but de contester cette montée autoritaire et demander une réelle représentation démocratique, des manifestations essentiellement pacifiques ont été déclenchées dans plusieurs de ces États et non pas dans l'ensemble de ceux-ci. Ces manifestations ont causé la démission, parfois même la destitution des dirigeants autoritaires et la tentative d'établissement d'élections légitimes, ainsi qu'un système politique et électoral plus représentatif (Ò Beachàin et Polese : 2012 : 3). Toutefois, aux yeux de la Russie, ces mouvements de démocratisation dans l'espace postsoviétique et en ex-Yougoslavie étaient foncièrement anti-russes, du fait d'une part de nationalisme et de tentative d'éloignement avec le passé soviétique (Sakwa, 2020 : 37, Tsygankov, 2019 : 2015 : 281). De plus, l'implication importante des États-Unis, de l'UE et de certaines puissances européennes dans ces différents mouvements a amplifié la perception du caractère anti-russe et surtout l'idée selon laquelle l'Occident tentait de nouveau de s'ingérer dans la sphère d'influence de la Russie (Darden : 2017 : 129). Le contexte

des révolutions de couleurs étant établi, il est important de décrire le contexte révolutionnaire dans lequel l'Ukraine s'est retrouvée en 2004. Cette contextualisation permettra de comprendre les raisons pour lesquelles ce mouvement a vu une ingérence américaine et européenne. Il est également important de l'explorer pour comprendre comment celui-ci a pu ternir l'avenir des relations Russie-Ukraine, en rappelant notamment des disputes du passé.

En ce qui a trait à l'Ukraine plus spécifiquement, l'État fait sensiblement office d'exception lorsque comparé aux autres États ayant donné lieu à des mouvements révolutionnaires dans l'espace postsoviétique. En effet, contrairement aux États d'Asie centrale, du Caucase ou encore au Bélarus, l'Ukraine, étant l'État fédéré le plus riche et prospère de l'URSS (après la Russie), s'en est relativement bien tirée par suite de la chute de l'Union (Copsey, 2010 : 212). Par exemple, bien que l'Ukraine ait vu son PIB décliner significativement lors des années 1990, le début du nouveau millénaire a vu son économie se stabiliser, créant une croissance non négligeable de l'économie (Gerlash, 2014 : 9). Ensuite, durant sa première décennie d'indépendance, le pays n'a pas été prompt à de grandes tensions ethnoculturelles telles que l'ont été d'autres États postsoviétiques, malgré les fortes disparités régionales (Gerlash, 2014 : 9,10). Cela dit, l'Ukraine étant dominée par une économie oligarchique comme la Russie, tous n'ont pas su profiter de ces retombées économiques. Toujours est-il que l'Ukrainien moyen s'est retrouvé dans une meilleure posture à l'aube de l'an 2000 qu'il ne l'était en 1989 (Gerlash, 2014 : 9). Malgré une certaine prospérité économique, l'Ukraine s'est tout de même retrouvée avec de fortes divisions politiques à l'aube de l'élection de 2004. Tout d'abord, du fait de l'énorme diversité ethnoculturelle du pays dont il était question plus tôt, l'ouest du pays étant beaucoup plus proche des cultures et nations européennes, l'est étant davantage russophone et près de la Russie, l'Ukraine est naturellement marquée par une certaine division politique régionale (Molchanov, 2002 : 167, Pikulicka-Wilczewska et coll., 2015 : 9).

Divisions ethnolinguistiques en Ukraine



Source : Janet Gunn, Institut RUSI, 2014

Les deux mandats présidentiels de Leonid Koutchma ont eux aussi contribué à une certaine division politique au sein du pays. Celui-ci a fait profiter de la privatisation des avoirs de l'État à divers oligarques près du pouvoir, phénomène très semblable à celui survenu en Russie à la même époque (D'Anieri, 2003 : 59, Geralsh, 2014 : 10). Certains de ces oligarques se sont également retrouvés élus au parlement, détenant ainsi une immunité parlementaire. Cette situation, alliée aux tentatives de contrôle de ces oligarques par le président Koutchma, a exposé le président à plusieurs allégations de corruptions et de pots-de-vin, son administration étant parfois caractérisée de kleptocratie (D'Anieri, 2003 : 60, Gerlash : 2014 :10, Aslund et McFaul, 2006 : 11). Ayant atteint la limite de deux mandats présidentiels déterminés par la constitution, Koutchma décide d'appuyer la candidature de Viktor Ianoukovitch, son premier

ministre et leader du Parti des régions, un parti aux allures prorusses et représentant majoritairement les intérêts des régions de l'est, régions industrielles du pays et à forte population russophone (Gerlash, 2014 : 10, Wilson, 2005 :1). Ainsi, les deux mandats teintés de corruption de Koutchma et la potentielle poursuite de ce mandat avec une présidence Ianoukovitch ont mis la table pour une élection importante et surtout, des tensions au sein de la population ukrainienne.

2.3.1. L'élection

C'est à l'aube de l'annonce des résultats électoraux de l'élection présidentielle de 2004 que se dessine l'amorce de la révolution orange. Les résultats semblent démontrer une très forte participation électorale, indiquant la potentielle volonté de changement au sein de la population, ainsi qu'un fort engouement pour cette élection (Wilson, 2005 :1, Aslund et McFaul, 2006 : 45,46). Les deux candidats sont Viktor Iouchtchenko , ex-premier ministre du pays de 1999 à 2001 et Viktor Ianoukovitch, premier ministre sortant. La campagne électorale fut d'ailleurs forte en controverses, Iouchtchenko étant même empoisonné aux dioxines durant celle-ci (Wilson, 2005 : 2). Celui-ci, leader de la coalition électorale *Pouvoir au peuple*, était d'ailleurs supporté par plusieurs ONG étrangères, ainsi que des gouvernements occidentaux. Pour sa part, Ianoukovitch était majoritairement appuyé par la Russie, ainsi que les régions de l'est et du sud-est de l'Ukraine, celles-ci étant à forte proportion russophone (Wilson, 2005 : 2, Gerlash, 2014 : 9). Au premier tour, Iouchtchenko et Ianoukovitch obtiennent les voix nécessaires pour passer au second tour, Iouchtchenko obtenant une légère avance (Wilson, 2005 : 1, Mitchell, 2012 : 49). Une tension importante apparaît cependant quant à l'anticipation de la sortie des résultats du vote par la commission électorale centrale ukrainienne, du fait d'un cas de corruption dans le comptage des votes lors de l'élection parlementaire de 1998. Cette élection fut teintée d'accusations envers le comité électoral, celui-ci accusé de fixer une part des votes (Wilson, 2005 : 2, Gerlash,

2014 : 9). En ce sens, la plupart des observateurs, tout comme une part importante de la population, se sont affairés à observer les résultats de firmes indépendantes et les résultats des sondages à la sortie des bureaux de vote, dans le but de vérifier la légitimité des résultats électoraux (Wilson, 2005 : 2, OSCEPA, 2004).

La volonté de changement de plusieurs fut cependant refroidie lors de la divulgation des résultats du deuxième tour le 22 novembre par la CEC. La commission attribuait effectivement la victoire à Ianoukovitch, celui-ci obtenant 49,42% des votes, tandis qu'Iouchtchenko en obtint 46,69%, le pourcentage final étant divulgué deux jours après l'annonce de la victoire de Ianoukovitch (Commission électorale centrale ukrainienne, 2004, Gerasim, 2014 : 11). En ce qui a trait à la participation électorale, la CEC enregistre un taux de participation des plus élevés, avec plus de 80% de participation sur l'ensemble du territoire (Wilson, 2004 : 2, Aslund, McFaul, 2006 : 2)¹. Dans certaines régions de l'est, où le support pour Ianoukovitch est plus important, les taux de participations enregistrés dans certains districts se rapprochent parfois de la marge du 100%, avec certaines régions pro-Ianoukovitch voyant une augmentation de la participation de plus de 40% entre le premier et second tour (U.S State department archive, 2004, OSCE, 2005). Ces irrégularités furent d'autant plus apparentes du fait que les résultats dans les régions supportant davantage Iouchtchenko connurent pour leur part un taux de participation relativement stable, voire légèrement réduit entre les deux tours, et ce malgré l'engouement suscité par la volonté de changement que proposait cette élection (Wilson, 2005 : 2, OSCE, 2005). Pire encore, certaines firmes indépendantes ont également publié leurs résultats, ceux-ci divulgués plus rapidement

¹ Les données archivées par la Commission électorale centrale d'Ukraine affichent aujourd'hui les résultats révisés à la suite de la décision de la Cour suprême d'Ukraine de tenir une reprise du deuxième tour. Les données originales et critiquées se retrouvent toutefois dans le rapport d'observation de l'OSCE.

que ceux de la CEC et ne concordant pas du tout avec les résultats officiels, donnant plutôt la victoire à Iouchtchenko.

2.3.2. La révolution et l'ingérence électorale

Toute cette situation entourant la corruption de la CEC et la collaboration avec l'équipe Ianoukovitch déclenche un mouvement populaire de contestation. Ce mouvement conteste directement le résultat de l'élection, affirmant que celle-ci fut volée par Ianoukovitch et demandant une nouvelle élection, cette fois-ci, légitime et démocratique (Beissinger, 2013 : 578). Ce mouvement n'est évidemment pas sorti de nulle part. Tel que mentionné précédemment, il est issu d'une dizaine d'années d'une Ukraine indépendante, corrodée par une corruption politique et économique systémique et pour laquelle l'élection de Iouchtchenko semblait être le seul remède possible (Wilson, 2005 : 2, Karatnycky, 2005). En ce sens, l'appel en cour suprême des résultats électoraux par l'équipe Iouchtchenko ne se fut point attendre que plus d'un million de manifestants prirent les rues de Kiev d'assaut, principalement le carré de l'indépendance (*Maidan Nezalezhnosti*). Du fait de la planification des résultats par l'équipe Ianoukovitch et les différentes autorités participantes, ceux-ci s'attendaient à une certaine forme de contestation. Toutefois, jamais ceux-ci n'étaient préparés à autant de mobilisation et ils ne craignaient pas voir tomber leur régime par suite de celles-ci (Wilson, 2005 : 122). Avec les jours qui passent et l'intensification de la présence de manifestants sur la Maidan, les autorités électorales subissent de plus en plus de pression, emmenant six membres de la CEC à retirer leur signature de la certification des résultats (Wilson, 2005 : 130).

Un facteur central de ce mouvement révolutionnaire et de la pression exercée sur les autorités ukrainiennes est l'intervention étrangère. Cette intervention nous rapproche d'ailleurs des différents facteurs expliquant la hausse des tensions entre la

Russie, l'Occident et l'Ukraine. Effectivement, avant même la divulgation des résultats de l'élection par la CEC, plusieurs ONG occidentales étaient présentes en territoire ukrainien, dans le but de surveiller les élections et assurer une certaine légitimité aux yeux de l'Occident (Wilson, 2005 : 183,184). Selon plusieurs, ceci a permis à l'Occident et surtout aux États-Unis d'utiliser leur *soft power* à l'avantage de Iouchtchenko et de leurs intérêts politiques, menant à une ingérence américaine et occidentale massive dans le processus électoral ukrainien (Wilson, 2005 : 189, Shulman et Bloom, 2012 : 446). Qu'il soit question de l'OSCE, du Bureau pour les institutions démocratiques et les droits humains, de la multitude d'agences de sondages présentes sur le territoire ou encore des figures publiques occidentales, ces acteurs se sont, pour la plupart, octroyé le pouvoir de définir la légitimité de l'élection ukrainienne de 2005 et plus largement, des élections dans l'espace postsoviétique (Mitchell, 2012 : 76). Aux yeux de la Russie, ces observateurs n'étaient aucunement légitimes, du fait que leurs critiques de la corruption électorale semblaient aller à l'encontre du candidat prorusse, Ianoukovitch, quand selon les autorités russes, il y aurait eu autant de corruption dans le camp de Iouchtchenko (Aslund et McFaul, 2006 : 191). Pourtant, ces accusations de corruption ne furent point déclarées par ces ONG, donnant l'impression, à tort ou à raison, que ceux-ci étaient présents pour assurer l'élection d'une présidence pro-européenne et proaméricaine (Mitchell, 2012 : 93). Bien évidemment, du côté occidental, la majorité de l'implication dans ce mouvement révolutionnaire fut dans le financement de ces diverses ONG, tout comme l'utilisation d'OI européennes, dans le but de mobiliser les citoyens pro-européens et antirusses et ainsi massivement influencer le résultat électoral ainsi que la capacité du mouvement orange à mobiliser la population (Aslund et McFaul, 2006 : 134,135, Shulman et Bloom, 2012 : 446). Somme toute, des sommes importantes furent dépensées en Ukraine durant le conflit et dans les années précédant celui-ci, et ce par le biais des différents programmes américains. Il est en outre question d'USAID (74M\$), le Programme de diplomatie publique du Département d'État américain (25M\$), ainsi que d'autres

programmes, totalisant 157,92M\$ pour l'année 2002 et 143,47M\$ pour l'année 2004, dont 55,11M\$ étaient destinés à des programmes de réformes démocratiques (Mitchell, 2012 : 86, Aslund et McFaul, 2006 : 135,136).

Du côté de l'Europe, cette ingérence prit une forme semblable. Tout d'abord, comme pour les États-Unis, certains gouvernements européens ont dépensé diverses sommes pour financer certaines ONG faisant la promotion de la démocratie en Ukraine (Aslund et McFaul, 2006 : 135,136). De plus, certaines organisations occidentales, telles que la *Freedom House*, l'*Institut national démocratique*, l'*Institut républicain international*, ont financé le *Réseau européen de supervision électoral*, celui-ci ayant fortement critiqué les résultats du deuxième tour de l'élection (Aslund et McFaul, 2006 : 135,136, Wilson, 2005 : 186). Finalement, huit ambassades occidentales (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suisse, Norvège, Suède et Danemark), ainsi que certaines ONG ont participé activement au financement des sondages à la sortie des bureaux de vote, sondages dont les résultats ont contredit le résultat de la Commission électorale centrale ukrainienne (Wilson, 2005 : 190). Ensuite, l'UE s'est vue intervenir directement dans l'élection et le mouvement de contestation suivant la divulgation des résultats. Sous l'initiative du président polonais Aleksander Kwasniewski et recevant l'appui de certains États européens (Allemagne, République tchèque, Autriche, Pays-Bas), l'UE décida de transformer cette initiative de négociations en une mission européenne officielle à laquelle devait participer Javier Solana, haut représentant aux affaires étrangères de l'UE (Wilson, 2005 : 138, Aslund et McFaul, 2006 : 139,140). Le rôle principal de cette délégation fut de travailler de concert avec le président sortant Koutchma, dans le but de créer un espace de dialogue entre Ianoukovitch et Iouchtchenko, en attente de la décision de la Cour suprême (Wilson, 2005 : 140). Cette intervention directe permit surtout de légitimer le mouvement de contestation, du fait de la reconnaissance du processus de négociation par les deux parties en litiges lors de l'élection et l'atteinte d'une décision conjointe quant à une potentielle reprise du second

tour de l'élection, reconnaissant ainsi conjointement le potentiel de corruption dans ce cycle électoral (Wilson, 2005 : 147).

Loin d'être sans reproches, la Russie est également intervenue dans le processus électoral ukrainien de 2004. Durant la campagne, Vladimir Poutine effectua une visite officielle en Ukraine, décidant d'appuyer ouvertement par le fait même la candidature de Ianoukovitch au premier tour (Schulman et Bloom, 2012 : 446). Cet appui venait de la tentative de voir l'élection d'un président prorusse en Ukraine, pour ainsi rapprocher les deux États et potentiellement voir l'établissement d'une forme de zone de libre-échange entre les deux pays (Wilson, 2005 : 178). Cette idée de zone de libre-échange deviendra par la suite le projet de l'Union eurasienne (Commission économique eurasienne, 2014), projet qui sera fort important dans l'analyse des événements précédents la révolution de 2013-2014. Cependant, les dirigeants de la politique étrangère russe ont tout de même vu leur critique des actions occidentales comme légitime, du fait que l'Ukraine, selon eux, fait partie de leur sphère d'influence (Tsygankov, 2015 : 281). Ainsi, les actions occidentales d'appui à Iouchtchenko et le mouvement de contestation orange furent perçus telles les mêmes tentatives de changements de régime que les États-Unis et l'OTAN opérationnalisèrent en Afghanistan et en Irak (Stent, 2014 : 137). Celles-ci furent également vues telle une tentative d'étendre la sphère d'influence occidentale et l'OTAN au-delà des frontières déjà franchies par l'élargissement de l'Alliance survenu quelques mois plus tôt, tout comme quelques années auparavant (Stent, 2014 : 137,138, Tsygankov, 2015 : 280, Darden, 2017 : 130). Ultimement, qu'importe les réelles intentions des États-Unis et de l'UE lors de leurs interventions, celles-ci ont contribué de façon décisive à miner leurs relations avec la Russie, ainsi que les relations de la Russie avec l'Ukraine. Même lors de l'invasion de l'Irak, la Russie ne s'était pas autant mise de l'avant dans son indignation quant aux actions américaines, laissant l'Allemagne et la France aller de l'avant avec l'opposition à cette guerre. En revanche, avec la révolution orange, la

Russie s'est effectivement retrouvée avec un mouvement révolutionnaire, considéré comme dirigé contre elle et réussissant à « voler » l'élection du candidat prorusse pour le remplacer par un président pro-européen et pro-États-Unis, le tout supporté par les grandes puissances occidentales. Cette série d'événements est un tournant dans la relation russo-occidentale et russo-ukrainienne (Wilson, 2005 : 195, Nikitina, 2014 : 87).

2.4.L'élargissement de l'OTAN de 2004 et la demande Membership Action Plan pour la Géorgie et l'Ukraine par George W. Bush

Quelques mois avant le déclenchement du mouvement révolutionnaire en Ukraine, une nouvelle ronde d'élargissement de l'OTAN se matérialise et vient exacerber davantage les relations Russie-OTAN. Ce projet d'élargissement, dont il avait été question au Sommet de Prague de 2002, voit l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie, qui avaient reçu des *Membership Action Plan* en 2002, obtenir leurs statuts de membre le 24 mars 2004, peu avant le sommet d'Istanbul de juin 2004 (OTAN, 2004). En réaction à cet élargissement, la Russie fut largement contrariée; son ministre des Affaires étrangères déclarant que cet élargissement aux frontières de la Russie causait une forme de paranoïa dans le pays (Myers, 2004). Poutine, pour sa part, s'est contenté de réagir en tentant de minimiser l'impact de cet élargissement, tout en affirmant que la Russie se tiendrait prête à ajuster ses forces militaires et sa stratégie en fonction des développements futurs (Myers, 2004). L'élargissement aux trois pays baltes est d'ailleurs la source principale de la frustration, tout comme de l'inquiétude de la Russie, ces trois États étant des ex-États fédérés de l'URSS. Somme toute, ce nouvel élargissement est surtout venu réaffirmer l'idée, aux yeux de la Russie, que sa présence était toujours vue comme une menace aux yeux de l'Occident et qu'il n'y avait pas de potentiel pour une pleine collaboration Russo-européenne (Ghidadhubli, 2004 : 1885). Ce sentiment fut d'ailleurs renforcé par

la présence et le discours des dirigeants des pays baltes, nouvellement intégrés à l'alliance, qui avaient et ont toujours un discours foncièrement anti-russe, et ce du fait de leur passé au sein de l'Union soviétique (Tsygankov, 2009 : 60). Par exemple, ces membres sont beaucoup plus vocaux dans leurs critiques de la Russie et leur volonté de voir l'OTAN s'opposer à la Russie ou refuser de collaborer avec la Russie (Tetrault-Farber, 2015).

Ensuite, cette inquiétude quant à un élargissement de l'influence de l'OTAN dans l'espace postsoviétique se met en place avant même la révolution orange et l'élargissement de 2004. À titre d'exemple, avant même l'élection du président pro-européen Iouchtchenko, le président Koutchma avait fait part de ses intentions de voir l'Ukraine rejoindre l'OTAN, signant un plan d'action OTAN-Ukraine en 2002, puis envoyant des troupes en Irak en 2003, dans le but de supporter l'opération américaine (OTAN, 2002, Zalizniak, 2003). Qui plus est, par suite de cet élargissement de l'Alliance et de la révolution orange en Ukraine, menant à l'élection de Iouchtchenko lors du 3^e tour électoral, c'est au tour de la Géorgie de démarrer ses efforts pour rejoindre l'alliance atlantique. En effet, la Géorgie débute ses tentatives pour rejoindre l'OTAN en signant un accord sur la nomination d'un officier de liaison du Partenariat pour la Paix, avec pour but de permettre le transit des forces de l'OTAN sur le territoire géorgien (OTAN, 2005, 2021). Ce n'est toutefois pas avant 2008 que la Géorgie décide de tenir un référendum sur la volonté de sa population à rejoindre l'OTAN, référendum dans lequel le camp du « oui » l'emporte avec 77% des voix (Gahrton, 2010 : 165). Il en est de même pour l'Ukraine, qui malgré ses rapprochements avec l'alliance, ne fera pas de demande officielle pour rejoindre l'OTAN avant 2008. À la suite de l'élection de Iouchtchenko, l'Ukraine entre dans un processus de « dialogue intensifié » avec l'OTAN, dans le but de travailler au renforcement de la démocratie ukrainienne et la coopération sécuritaire avec l'alliance (OTAN, 2005). Ce n'est donc qu'en mars 2008 que Iouchtchenko et sa première ministre Tymochenko envoient une lettre

d'application officielle pour obtenir un Membership Action Plan et ainsi devenir membre de l'organisation (UNIAN, 2008), semant par le fait même la division au sein de la société ukrainienne et l'opposition chez les dirigeants russes (Interfax Ukraine, 2008, BBC, 2008). D'ailleurs, un référendum officiel n'est jamais tenu à ce sujet, jusqu'à aujourd'hui même, les élus ukrainiens pro-OTAN sachant très bien que celui-ci serait battu (Interfax Ukraine, 2008).

Pour finir, malgré l'appui des États-Unis à ces deux candidatures (Harding, 2008 : Myers, 2008), ces tentatives d'intégration à l'OTAN seront couronnées d'un échec, principalement du fait de l'opposition de certains membres européens importants, dont la France et l'Allemagne (Traynor, 2008). La Géorgie et l'Ukraine n'ont pas obtenu un Membership Action Plan au Sommet du Bucarest de 2008. Évidemment, les États membres opposés ont présenté leur inquiétude face au risque d'élargir l'alliance aux frontières de la Russie une fois de plus, cette fois-ci à deux États forts importants aux yeux des dirigeants russes (Staff, 2008). Autrement dit, ceux-ci ont reconnu la menace que représentait cet élargissement aux yeux de la Russie et le risque d'une dangereuse réaction de sa part. Toutefois, le président Bush, pour sa part, préconisait grandement l'octroi du MAP à l'Ukraine et la Géorgie. Ce n'est que dans le but de désamorcer la situation et calmer l'intensité du président américain que les alliés acceptent plutôt une déclaration de l'alliance à l'effet que l'Ukraine et la Géorgie deviendraient éventuellement membres de l'OTAN, sans toutefois donner de date ou d'échéance précise. Cependant, cet élargissement des relations avec les deux États et l'OTAN sans obtention d'un MAP fut une menace suffisante aux yeux de Moscou pour engendrer une réaction préventive face à la Géorgie (Lowe, 2008).

2.5. La Guerre de Géorgie de 2008, l'affirmation de puissance de la Russie et la formalisation du revanchisme

2.5.1. Saakachvili : Lutte à la corruption et pour l'intégrité territoriale de la Géorgie

Un des derniers éléments importants de l'évolution de la relation entre la Russie, l'Occident et l'Ukraine se trouve dans la guerre de 2008 entre la Russie et la Géorgie. En effet, ce conflit est indirectement issu du même mouvement de libération que la révolution orange ukrainienne, ayant mené à la défaite de Ianoukovitch et le succès de l'administration Iouchtchenko/Tymochenko. Dans le cas de la Géorgie, la révolution des roses fut également une contestation de résultats électoraux aux fortes allures de corruption, qui avaient permis la réélection de Eduard Amvrossievitch Chevardnadze, ex-homme d'État de l'époque de la Géorgie soviétique, ainsi que président de la Géorgie de 1992 à 2003 (Gerlash, 2014 : 6, 7). Sa présidence teintée de corruption et de conflits culminera par sa démission, à l'issue d'un large mouvement de contestation pacifique, supporté par plusieurs partis d'opposition avec comme principal dirigeant, Mikheil Saakachvili (Gerlash, 2014 :7, Garton Ash, 2010 : 151).

À la suite de la démission de Chevardnadze et de la tenue de nouvelles élections présidentielles, Saakachvili l'emporte et devient président, le 25 janvier 2004 (Garton Ash, 2010 :150). Deux des grands chevaux de bataille de Saakachvili furent la lutte à la corruption et le retour de l'intégrité territoriale de la Géorgie. Malgré un échec dans ses tentatives de lutte à la corruption et à la pauvreté, son bilan en ce qui a trait à l'intégralité territoriale de la Géorgie était plus reluisant. Toutefois, cela eut pour effet d'accélérer les tensions avec Moscou, du fait de l'intensification des revendications entourant l'Abkhazie et surtout l'Ossétie du Sud (Garton Ash, 2010 : 150, 151).

Effectivement, le nouveau président géorgien ne s'est point fait attendre lorsqu'il fut le temps d'assurer cette intégrité territoriale. En mai 2004, il sévit contre la région d'Adjarie, région opposée à la révolution des roses, dans le but de démarrer sa lutte pour la réintégration des régions séparatistes au sein du pays. Il en viendra

également à menacer la Russie d'ouvrir le feu sur des navires touristiques traversant de la région de Sotchi jusqu'à la région de Soukhoumi, région contestée par la Géorgie et l'Abkhazie (Garton Ash, 2010 : 152). Malgré une certaine forme d'agressivité et d'imprévisibilité dans ses actions, le président géorgien réussira tout de même à obtenir l'appui du président américain Géorgie W. Bush. En effet, lors d'une visite officielle à Tbilissi, suivi d'une visite du premier ministre géorgien à Washington, Saakachvili a réussi à effectuer un rapprochement entre les deux États et par la suite, obtenir un support du président américain pour un éventuel accès au statut de membre de l'OTAN pour la Géorgie (Garton Ash, 2010 : 153). Ceci fut ainsi perçu comme un grand succès potentiel vers l'obtention d'une certaine garantie de l'intégrité territoriale de la Géorgie.

Cependant, une hausse marquée de la corruption et du mécontentement s'accompagne d'une hausse des critiques envers Saakachvili. Toutefois, malgré une compétitivité électorale plus importante, le président sortant l'emporte de nouveau en 2008 et l'élection reçoit les louanges de plusieurs États occidentaux pour ses allures des plus démocratiques. Ce n'est qu'à la suite de la divulgation des résultats officiels par le Comité électoral central de Géorgie que plusieurs plaintes de corruption électorale émergent (Garton Ash, 2010 : 154). De plus, un des éléments importants entourant cette élection est la tenue d'un référendum sur l'intégration à l'OTAN, dont il avait été question plus haut, pour lequel l'intégration à l'alliance obtient une forte majorité, générant une réponse défensive de la Russie, celle-ci avertissant officiellement la Géorgie de ne pas poursuivre avec cette intégration (Lowe, 2008).

2.5.2. L'invasion géorgienne de l'Ossétie du Sud et la réponse russe

Les tensions internes à la Géorgie ne sont certainement pas nouvelles et l'implication de la Russie dans ces conflits ne l'est point davantage. Plusieurs de ces tensions ont culminé en conflit lors de l'éclatement de l'URSS et de l'accès à

l'indépendance de la Géorgie. À peine quelques mois suivant la formation de la nouvelle république postsoviétique, les tensions étaient déjà bien exacerbées lorsque l'Ossétie du Sud demande officiellement la reconnaissance de son indépendance de la Géorgie (Gharton, 2010 :57). Des événements semblables se produisent au même moment dans la région de l'Abkhazie, qui déclare son indépendance, celle-ci supportée par Moscou (Gharton, 2010 : 63). Ces deux régions ne détiennent d'ailleurs pas de reconnaissance internationale suffisante pour leur permettre d'obtenir un statut d'État reconnu par la communauté internationale. Ils sont ainsi devenus ce que les chercheurs en études postsoviétiques appellent un conflit gelé entre la Russie et la Géorgie, conflits qui viendront graduellement ternir la relation entre Moscou et Tbilissi, jusqu'à l'avènement des événements de 2008 (Gharton, 2010 : 155, Tsygankov, 2012 : 251, Shesterinina, 2021 : 177,178).

Ainsi, il n'est pas surprenant que l'arrivée d'un président comme Saakachvili, qui désire agir sur la question de l'intégrité territoriale de la Géorgie, donc d'agir sur ces sujets contentieux, ait su emmener davantage de tensions entre la Russie, la Géorgie et l'Occident. Ce n'est cependant qu'en 2008 que les tensions sont exacerbées au point d'engendrer une nouvelle confrontation. Surtout, c'est seulement en 2008 que les tensions furent exacerbées à un niveau assez important pour engendrer une intervention directe de la Russie (Tsygankov, 2012 : 243). Cette réponse fut d'ailleurs enregistrée par plusieurs observateurs telle une démonstration de puissance aux yeux de la Géorgie, mais également aux yeux de la communauté internationale, plus précisément encore, aux yeux de l'OTAN (Tsygankov, 2012 : 244, 245). En effet, ce conflit postsoviétique s'inscrit dans un contexte bien particulier, car ce n'est pas la première fois que les tensions entre la Russie et un ex-État membre de l'URSS s'intensifient. Cependant, ce conflit voit la première intervention d'envergure de la Russie contre un autre État, et ce en promouvant une certaine image revanchiste (Tsygankov, 2012 : 244). Cette situation peut s'expliquer par le fait d'une gradation importante des tensions issues des

années précédentes, notamment en ce qui a trait aux événements mentionnés plus haut dans ce chapitre. Par exemple, le discours de Vladimir Poutine, lors de la conférence de sécurité de Munich de 2007, donne le ton au climat de ces relations tendues. Celui-ci, lors d'un discours, critique fortement la « monopolisation » des relations internationales par les États-Unis, dressant une liste de critiques adressées aux dirigeants de la politique étrangère américaine, tout comme aux puissances occidentales (Kremlin, 2007).

L'élargissement de l'OTAN aux pays baltes étant l'un des irritants les plus importants pour Poutine, celui-ci s'est permis de critiquer l'absence de transformation dans les buts de l'alliance, laissant sous-entendre que ces élargissements étaient dirigés contre la Russie et non pas vers un élargissement de la coopération européenne (Shanker et Landler, 2007). Le rôle de l'OSCE et des organisations internationales occidentales fut également critiqué lors de ce discours, Poutine les accusant d'être des instruments servant à l'assurance des intérêts électoraux de l'Occident et non le respect des procédures démocratiques (Shanker et Landler, 2007). Finalement, son discours fut également vivement critique de l'unilatéralisme américain sur la scène internationale, notamment en ce qui a trait à l'invasion de l'Irak ou l'implication américaine dans les mouvements révolutionnaires dans l'espace postsoviétique. Cet unilatéralisme est aux yeux de Poutine, une façon d'effectuer des changements de régime dans l'intérêt des États-Unis. De plus, ces changements de régime sont vus comme un bafouement du droit international américain, démontrant l'incohérence des États-Unis, brisant leur propre ordre international (Kremlin, 2007, Shanker et Landler, 2007).

Or, la certaine remontée en puissance relative de la Russie à la suite de l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, qu'il soit question de puissance économique tout comme militaire, donne de nouvelles marges de manœuvre à la Russie pour imposer sa volonté et assurer un respect de ses intérêts dans ce que ses dirigeants considèrent être

sa sphère d'influence (Tsygankov, 2019 : 184, 2012 : 247). Effectivement, la Russie voit s'effriter sa stratégie de collaboration avec l'Occident et d'établissement d'une identité eurorusse pour obtenir ses buts. Pour la remplacer, une nouvelle stratégie plus affirmative et moins collaborative est mise de l'avant, avec l'idée que la Russie peut maintenant imposer davantage de décisions et façonner les règles et normes globales (Tsygankov, 2019 : 184,185, 2012 : 247, 248). De plus, l'arrivée au Pouvoir de Dmitri Medvedev et l'arrivée de Poutine au poste de premier ministre, pour des raisons constitutionnelles, s'accompagnent tout de même d'une poursuite des intérêts de politique étrangère de Poutine (Tsygankov : 2019, 186). Medvedev promeut également un fort développement économique de la Russie et l'établissement de coalitions économiques et sécuritaires globales dépassant celles de l'OTAN, selon la vision allant de « Vancouver à Vladivostok » (Shchedrov, 2008). Il déclare également son insatisfaction par rapport au travail des États-Unis dans l'établissement de la structure sécuritaire européenne et démontre son intérêt pour l'établissement d'une nouvelle structure de coopération qui respecterait les intérêts russes (Tsygankov, 2019 : 185, Shchedrov, 2008).

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'initiation de la Guerre, durant une douzaine de jours entre la Russie et la Géorgie, conflit qui fut internationalement reconnu comme initié par la Géorgie (Garhton, 2010:176). Le conflit se déclare également par suite d'une escalade des tensions, où la Russie effectue une large démonstration de force à la frontière de l'Ossétie du Sud. Qui plus est, avec l'escalade des tensions la Russie en vient à accuser la Géorgie de préparer des troupes à la frontière de l'Abkhazie, ce à quoi Moscou répond en utilisant ses avions de chasse en territoire géorgien, dans le but de « refroidir les ardeurs de Tbilissi » (Garhton, 2010 : 178, Svanidze, 2008, BBC, 2008). En ce sens, le conflit s'est largement déclaré dans un climat d'incertitude et de tergiversations à savoir qui avait lancé la première pierre. Les versions officielles déclarent une série de blessés du côté géorgien, qui auraient été

attaqués par des combattants d'Ossétie du Sud, suivie de plusieurs morts du côté de l'Ossétie du Sud aux mains des forces géorgiennes (Garhton, 2010 : 177,178). Par suite de ces escarmouches, les forces géorgiennes sont entrées en territoire d'Ossétie du Sud, réalisant l'opération *Clear Field*, opération interprétée telle une tentative de nettoyage ethnique par la Russie (Garhton, 2010 : 178, Champion et Osborn, 2008). C'est ainsi que la Russie est intervenue officiellement en Ossétie du Sud, repoussant aisément les forces géorgiennes, à l'aide de ce que plusieurs ont estimé être une utilisation disproportionnée de sa force, parfois interprétée telle une tentative de démonstration de puissance à l'Occident (Garhton, 2010 : 179, Champion et Osborn, 2008, Paré, 2009 : 11).

Le conflit se solde ensuite par la signature d'un « cessez-le-feu » entre les trois parties et l'UE, les négociations étant dirigées par Nikola Sarkozy, alors président de l'UE. Somme toute, la Géorgie fera retirer de l'accord la reconnaissance d'une future négociation en ce qui a trait à la souveraineté des territoires contestés, tandis que la Russie décidera de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, malgré les critiques de l'UE (Kramer, 2008, North, 2015, Garhton, 2010 : 180). Finalement, ce conflit n'a accompli que très peu de choses pour les territoires contestés concernés. Toutefois, il a permis à la Russie de se réaffirmer comme puissance aux yeux des autres États postsoviétiques et notamment de lancer un signal à tout État qui tenterait de se rapprocher de l'OTAN dans le futur. Le conflit fut aussi un moyen de démontrer aux Occidentaux qu'il n'était plus possible de prendre des décisions sans calculer les intérêts de la Russie et que Moscou allait faire valoir son intérêt national dans l'établissement de l'ordre sécuritaire européen (Kramer, 2008, Garhton, 2010 : 180,181, Tsygankov et Tarver-Wahlquist, 2009 : 30) Ces événements ont montré que les États-Unis, empêtrés dans la guerre en Irak, n'ont rien pu faire pour appuyer et protéger Saakashvili. En ce sens, il est facile de croire que cette leçon aurait été entendue à Washington et que les mêmes erreurs ne seraient pas répétées en Ukraine

en 2014. Les événements suivant ce conflit et décrits dans le chapitre III démontrent toutefois qu'aucune leçon ne fut apprise de l'échec du rapprochement avec la Géorgie.

2.6.L'affirmation du revanchisme russe et la consécration de deux décennies de perceptions négatives occidentales

Ce chapitre a permis d'explorer, sur une période d'un peu plus d'une décennie, le processus par lequel la Russie a su développer sa politique étrangère et construire son identité sur la scène internationale, par le biais de ses interactions avec l'Occident et les États de l'espace postsoviétique. Agissant initialement tel un État ayant le désir de s'occidentaliser et s'intégrer dans un nouveau projet européen et occidental post-guerre froide, la Russie fut malheureusement dirigée du côté des États perdants de cette guerre froide, les États-Unis et l'UE lui imposant l'élargissement du modèle européen historique. Malgré les frustrations et la déception engendrées par ces décisions, la Russie a tout de même tenté de jouer le jeu de l'Occident et de collaborer avec les États-Unis et l'Europe, dans le but d'assurer une collaboration pragmatique entre les deux blocs, ainsi qu'une certaine reconnaissance des intérêts de la Russie dans la construction des institutions sécuritaires mondiales et européennes. Finalement, ce n'est qu'à la suite de déceptions et de la montée d'une perception de menace, que la Russie s'est recroquevillée sur elle-même pour développer une politique étrangère beaucoup plus assertive, affirmée et surtout revanchiste. Celle-ci, s'appuyant sur un certain essor économique et militaire, a su permettre à la Russie d'assumer sa prise de décision et de tenter d'imposer son intérêt national dans la prise de décision en matière de sécurité européenne. Enfin, cette évolution de l'identité et du comportement de la Russie, de la fin des années 1990 au début des années 2010, permet de mettre la table pour mieux comprendre le climat des relations russo-occidentales et russo-ukrainiennes jusqu'à l'avènement du conflit qui conduira à l'annexion de la Crimée de 2014.

CHAPITRE III

LA CRISE UKRAINIENNE : UN CONFLIT EN UKRAINE SUIVIE D'UN AFFRONTLEMENT INTERNATIONAL

Le troisième chapitre de ce mémoire se concentre sur l'analyse des événements du dernier conflit intérieur en Ukraine, ainsi que du jeu international entourant celui-ci, ayant mené à l'internationalisation du conflit et à l'annexion de la Crimée par la Russie durant les mois de février et mars 2014. En tenant compte des événements de plus longue haleine, les tendances lourdes, dont il fut question dans le chapitre précédent ainsi que les événements catalyseurs pour l'éclatement du conflit, il sera question de comprendre comment tous ces éléments furent directement ou indirectement nécessaires pour emmener la Russie à prendre une décision aussi controversée en Crimée. De plus, il sera question de comprendre le conflit en deux temps. Tout d'abord, plusieurs éléments menant à une confrontation internationale ont débuté par le biais de tensions internes à l'Ukraine, tensions qui étaient présentes et qui divisaient déjà les Ukrainiens lors de la révolution orange de 2004. Il n'a pas été possible de remédier à ces tensions lors des huit années de présidence de Iouchtchenko-Tymochenko, et elles furent exacerbées de nouveau en 2010, avec l'élection de Viktor Ianoukovitch, puis lors des événements qui ont suivi son élection. Il faut donc comprendre le conflit national intra-Ukraine avant d'entamer une analyse du jeu de puissance internationale entre l'Ukraine, la Russie et l'Occident, à savoir les États-Unis et l'UE.

3.1 L'échec de la révolution orange et la poursuite des tensions en Ukraine

Ce conflit que l'on appelle communément « conflit ukrainien » débute d'abord par une crise « ukrainienne », ce que Richard Sakwa appelle « the Ukrainian crisis », à l'instar du conflit internationalisé que nous connaissons aujourd'hui, qu'il nomme plutôt « the Ukraine Crisis », ou la crise « en Ukraine » (Sakwa, 2016 :10,101). En effet, le conflit ukrainien dont il est question d'analyser et de comprendre l'avènement est avant toute chose, un conflit national ukrainien, opposant deux visions distinctes de l'identité ukrainienne (Sakwa, 2016 : 101). Ce conflit, bien qu'il tienne ses racines de la nature des divisions sociales de l'État ukrainien, est fortement exacerbé par l'échec des promesses de réformes de Viktor Iouchtchenko et de la coalition portée au pouvoir à la suite de la révolution orange (Sakwa, 2016 : 135).

L'Ukraine n'eut que très peu de temps pour se réjouir de son nouveau président et la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale « orange », avec à sa tête la première femme première ministre d'Ukraine, Yulia Tymochenko. Les tensions politiques ont rapidement été de retour, entraînant avec celles-ci de nouvelles accusations de corruption. Du fait des réformes constitutionnelles issues du mouvement révolutionnaire de 2004, plusieurs fonctions sont dorénavant partagées entre la présidence et le gouvernement (parlement) (Parlement ukrainien, 2021). Ce processus, ajouté à la nécessité de former une coalition électorale, ainsi que la forte polarisation politique des partis formant le gouvernement, tout comme la polarisation entre la présidence et le gouvernement, est prompt à la création de tensions entre les diverses branches exécutives (Sakwa, 2016 : 104-105).

Pour poursuivre, malgré les promesses de lutte contre la corruption et le départ des proches de l'ex-président Koutchma des lieux de pouvoir, plusieurs personnes proches du nouveau gouvernement ont déploré une poursuite, voire une augmentation

de celle-ci sous la présidence de Iouchtchenko (Radio Free Europe, 2019). L'ex-directeur de campagne de Iouchtchenko accuse entre autres les différents membres du conseil exécutif d'aller encore plus loin que l'administration précédente dans leurs pratiques corrompues (D'Anieri, 2019 : 142, Olearchyk, 2005). Enfin, les tensions idéologiques et politiques entre Iouchtchenko et Tymochenko ont certainement leur impact sur l'incapacité de la « coalition orange » à mettre en place un réel changement politique en Ukraine. Iouchtchenko est effectivement très rapide à critiquer sa première ministre et est très vocal quant à son insatisfaction face à son travail, par suite de la hausse des tensions au sein de la coalition parlementaire orange, ainsi que la hausse de la dette nationale (Eke, 2005, D'Anieri, 2019 : 142). Ces tensions sont si vives que Iouchtchenko décide, après moins d'un an, de dissoudre le gouvernement de Tymochenko, en plus de voir l'arrivée de son opposant politique, Viktor Ianoukovitch au poste de premier ministre, et ce jusqu'au retour de Tymochenko en 2007 (D'Anieri, 2019 : 143).

Pendant que les membres de la coalition orange s'autodétruisent et peinent à mettre en place le projet qu'ils avaient promis aux Ukrainiens en 2005, Viktor Ianoukovitch met en branle une campagne pour redorer son image, requérant l'aide du consultant américain Paul Manafort (Foer, 2018), en plus de tenter de reprendre du pouvoir des mains de Iouchtchenko (D'Anieri, 2019 : 143). Promouvant des réformes présidentielles par le biais de pots de vins et de corruption alléguée, le gouvernement de Ianoukovitch sait pousser le gouvernement dans une seconde crise constitutionnelle, et une lutte pour le pouvoir entre la présidence et le parlement. Cette crise, qui s'ouvre avec le boycottage du parlement par plusieurs élus de l'opposition tout au long du mandat de Ianoukovitch, atteint son apogée lorsque des membres de la coalition de Iouchtchenko brisent les rangs et décident de donner leur appui à Ianoukovitch (Bureau du président de l'Ukraine, 2007). Cette situation engendre une dissolution du parlement par le président, celui-ci stipulant que ce passage individuel d'une coalition à l'autre va

à l'encontre de la constitution ukrainienne (Bureau du président de l'Ukraine, 2007, Holley, 2007). Cette décision engendre une réponse immédiate de la Rada, qui refuse de supporter ce qu'elle juge être une décision antidémocratique, refusant d'allouer des fonds pour l'élection, tout en poursuivant ses travaux parlementaires (Parlement ukrainien, 2007). Cette lutte entre les pouvoirs exécutifs et législatifs se rend devant les tribunaux ukrainiens, qui ne rendent aucun jugement, du fait du renvoi de certains juges de la Cour constitutionnelle d'Ukraine par le président, suivi d'une démission des 150 députés du Bloc Yulia Tymoshenko, rendant la Rada incapable d'opérer (Forum Ukraine, 2007).

Par suite de cette série d'événements (Solovyov, 2007), Iouchtchenko et Ianoukovitch s'entendent sur une date d'élection, afin de sortir de cette crise. Cette élection parlementaire mène au retour de Tymochenko comme première ministre (D'Anieri, 2019 : 144, Yushchenko, 2007). C'est cette administration qui a dû traiter avec la crise économique de 2008-2009, frappant l'Ukraine de plein fouet et menant le pays vers l'élection présidentielle de 2010. En d'autres mots, les années suivant la révolution orange et précédant l'élection présidentielle de 2010 mettent la table pour une vive déception face à la coalition orange, la présidence du « héros révolutionnaire » qu'était Iouchtchenko en 2005, ainsi que les mandats de première ministre de Tymochenko (D'Anieri, 2019 : 145,146).

3.2 L'élection présidentielle de 2010, le retour de Ianoukovitch et le compte à rebours vers de nouvelles confrontations

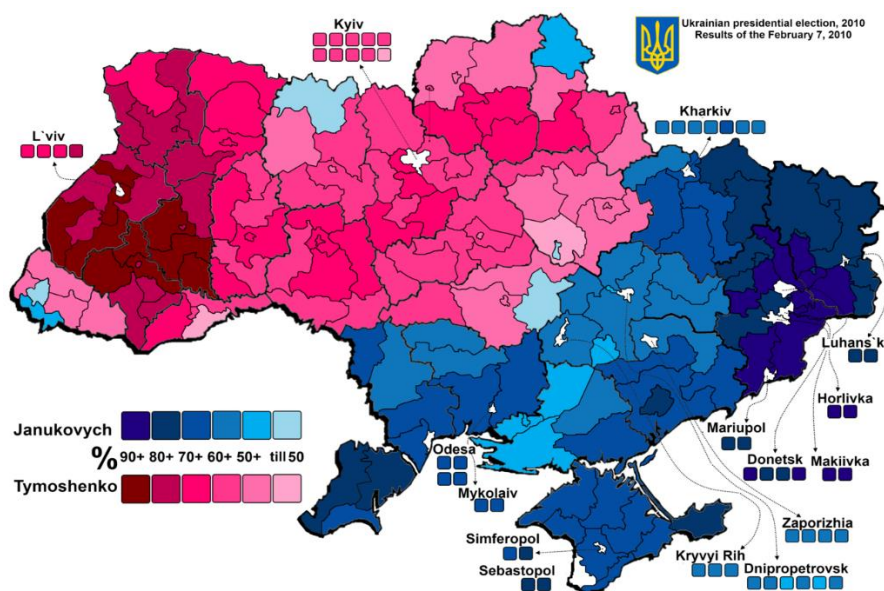
L'élection présidentielle ukrainienne de 2010 rappelle à plusieurs les tensions et divisions qui sévissent dans le pays, entre Ukrainiens s'identifiant davantage à l'Europe et ceux s'identifiant à leur héritage russe. Tout comme en 2004, la population

ukrainienne est appelée aux urnes afin de décider de l'avenir de la présidence du pays. Viktor Iouchtchenko, terminant son premier mandat, décide à ce moment de briguer un second mandant, malgré les sondages qui semblent être peu favorables envers les performances de son administration (Kendall, 2008, Unian, 2009, Interfax Ukraine, 2009). Du côté opposé, celui qui semble être son principal adversaire, Viktor Ianoukovitch, tente lui aussi sa chance, malgré son échec lors de l'élection de 2004 et la dissolution de son parlement en 2007. Enfin, Tymochenko, bien qu'étant légalement détentrice du poste de première ministre jusqu'en 2012, tente de devenir présidente de l'Ukraine (D'Anieri, 2019 : 170). Pour plusieurs, les résultats du premier tour électoral font office de surprise, quand Iouchtchenko obtient seulement 5,45% d'appuis, tandis que Tymochenko obtient 25,05% et Ianoukovitch 35,32% (D'Anieri, 2019 : 171, Interfax Ukraine, 2010). Donnant raison aux sondages affirmant qu'il aurait été fort difficile pour Iouchtchenko de briguer un second mandat (D'Anieri, 2019 : 170), celui-ci se retrouve exclu du deuxième tour, opposant Tymochenko et Ianoukovitch. Le 7 février 2010, jour de l'élection, Viktor Ianoukovitch l'emporte sur Yulia Tymochenko, avec une faible marge de 3,48%, le plaçant à 48,95%, tandis que Tymochenko récolte 45,47% (Commission centrale électorale ukrainienne, 2010). En somme, cette élection marque la chute du héros de la révolution orange qu'était Iouchtchenko en 2004 et surtout, le retour de Ianoukovitch, celui contre qui s'était construite cette révolution. En effet, par suite des résultats du premier tour électoral, Iouchtchenko refuse d'endosser la candidature de Tymochenko, choisissant plutôt d'endosser Ianoukovitch (Wilson, 2014 : 49). En ce sens, Tymochenko, responsable du ralentissement économique de son pays des dernières années, a peine à convaincre la population que Ianoukovitch serait bien pire qu'elle dans sa gestion de l'État ukrainien (Wilson, 2014 : 49). De l'autre côté, Ianoukovitch, aidé de Manafort, met en branle une campagne le désignant tel le gestionnaire exemplaire dont l'Ukraine a besoin pour sortir de cette crise économique et politique dans laquelle la coalition dirigée par Tymochenko l'avait plongée quelques années auparavant (Wilson, 2014 : 49).

3.2.1. Divisions ethnoculturelles en Ukraine : génératrices de tensions sociopolitiques

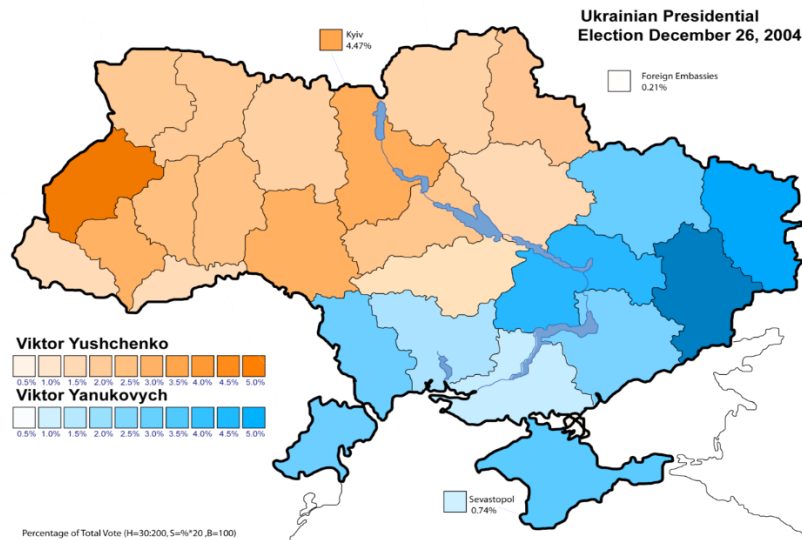
Malgré une révolution et huit années d'un gouvernement postrévolutionnaire, toujours est-il que les divisions électorales de 2004, divisions qui sont majoritairement ethnolinguistiques et qui divisent la société ukrainienne entre Ukrainiens russophones et/ou russophiles ukrainiens s'identifiant à l'Europe, furent toujours bien présentes lors de l'élection de 2010 (Sakwa, 2016 :63). Lorsqu'il est question de regarder les résultats des deux élections, en fonction des régions dans lesquelles chaque candidat a obtenu une pluralité de suffrages, force est de constater que le pays était toujours aussi divisé à l'aube du retour de Ianoukovitch, ouvrant la porte à un retour des tensions en Ukraine.

Résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle ukrainienne de 2010



Source : Vasyl' Babich

Résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle ukrainienne de 2004



Source : DemocracyAtWork

Outre les divisions linguistiques entre les deux groupes, la majorité des habitants de l'est étant russophone et s'identifiant à un héritage russe alors que ceux de l'ouest s'identifient à différentes cultures européennes, celles-ci composant une identité propre ukrainienne. Il y a donc de nettes divisions ethnoculturelles et sociales entre ces deux blocs (Sakwa, 2016 :62, 63). Effectivement, des visions opposées de l'identité de la société ukrainienne furent en concurrence depuis l'établissement de l'État ukrainien, causant des frictions, celles-ci s'accumulant jusqu'à l'éclatement du conflit ukrainien de 2014 (Sakwa, 2016 : 63). La première identité, celle que Richard Sakwa associe à une majorité d'habitants de l'ouest, est l'identité « moniste ». Cette vision de l'identité ukrainienne stipule que la culture ukrainienne est une culture autochtone et distincte en soi (Sakwa, 2016 : 47,63). Cette représentation très nationaliste de l'Ukraine défend également la distinction des Ukrainiens des autres slaves, notamment les Russes, en plus de défendre vivement l'intégrité et l'indépendance territoriale tout comme politique de l'Ukraine (Sakwa, 2016 :47).

Opposée à cette conception, une vision que Sakwa appelle cette fois-ci « pluraliste » est majoritairement présente dans les régions de l'est et du sud du pays, régions à très fortes proportions russes. Ces populations, pour la plupart, ne sont pas simplement russophones, elles se considèrent tout simplement russes, n'ayant peu, voire aucun attachement culturel avec l'Ukraine de l'Ouest (Sakwa, 2016 :47,48). En contraste bien évident avec la conception moniste, les pluralistes considèrent plutôt que l'identité ukrainienne est partagée avec d'autres identités descendant des « Rus' de Kiev » dont descendent également les Russes et Biélorusses. En ce sens, l'Ukraine serait pour eux une nation nécessitant une ouverture à la pluralité culturelle, identitaire et linguistique, du fait que le pays regrouperait plusieurs nations fragmentées en ses frontières (Sakwa, 2016 : 60). Selon cette même conception identitaire, chaque groupe devrait poursuivre l'obtention d'un état civil égal en Ukraine, égalité qui devrait être promue et encouragée par l'État lui-même (Sakwa, 2016 :60). Ainsi, ce sont ces deux conceptions diamétralement opposées de l'identité ukrainienne qui se sont affrontées de nouveau lors de l'élection de 2010, portant au pouvoir Ianoukovitch, le candidat favori de l'est et du sud du pays (Sakwa, 2016 : 62). Son élection et le fort taux de participation de l'est sont, selon plusieurs, le fruit des politiques très monistes du gouvernement Tymochenko et de l'administration présidentielle Iouchtchenko, qui s'étaient vus, huit ans plus tôt, élus dans des conditions exactement opposées (Sakwa, 2016 :61).

3.3 La présidence de Ianoukovitch : la corruption à son paroxysme et le décompte vers une nouvelle révolution dans l'Ouest

Dès l'arrivée de Ianoukovitch au pouvoir, l'ébauche d'une confrontation entre l'Ukraine moniste et pluraliste voit le jour. Le nouveau président ne se fit pas attendre pour s'engager dans une prise de décision des plus controversées usant de pots de vins et de corruption pour acheter les votes des élus du parlement, dans le but de destituer Timoshenko, qui devait terminer son mandat à la tête du gouvernement en 2012

(Wilson, 2014 : 50). Celui-ci profite également du renversement de plusieurs réformes constitutionnelles de 2004 par la Cour constitutionnelle d'Ukraine, qui voit un retour de certains pouvoirs au président et pave la voie vers une concentration du pouvoir dans les mains du président et ses proches (BBC, 2010). Qui plus est, 2011 marque une hausse fulgurante de « procès politiques », principalement celui de Yulia Tymochenko, accusée d'abus de pouvoir, dans le cas de l'entente prise avec la Russie en 2009 en ce qui a trait à l'approvisionnement en gaz naturel de l'Ukraine (Wilson, 2014 :51). Celle-ci est d'ailleurs incarcérée avant la fin de son procès, sous des accusations d'outrage à la justice, ajoutant aux allures très politiques de son procès. De plus, selon l'ambassadeur américain à l'OSCE d'Europe, Ian Kelly, une dizaine d'autres élus et alliés de Tymochenko ont connu le même sort aux mains des tribunaux (Wilson, 2014 : 51, Onyshkiv, 2011).

3.3.1. Réforme et centralisation de la corruption

La nouvelle administration présidentielle de Ianoukovitch tente également de modifier les pratiques de la corruption en Ukraine, rendant celle-ci beaucoup plus évidente et directe aux yeux de plusieurs. Comparativement au gouvernement Kouchma d'avant la révolution orange, qui avait vu une distribution du pouvoir entre diverses factions dans le but d'assurer une certaine stabilité du régime, le gouvernement Ianoukovitch décide de distribuer le pouvoir autrement (Wilson, 2014 : 52). Se basant sur ce que plusieurs appellent un modèle « familial », Ianoukovitch centralise grandement le pouvoir dans ses mains, ainsi que dans les mains de proches envers qui il peut avoir confiance, enlevant, de facto, le pouvoir des mains de plusieurs oligarques ou d'autres élus (Wilson, 2014: 53). Cette nouvelle forme de corruption, comparativement à la forme traditionnelle, qui se veut davantage dans l'octroi de ressources ou de secteurs économiques à des oligarques, vient plutôt de dépenses directes du budget de l'État (Wilson, 2014 : 53,54). Selon le bureau d'enquête

anticorruption d'Ukraine, le « sur paiement » est le moyen de prédilection pour dépenser les fonds publics et faire profiter de ces mêmes fonds aux proches du nouveau président.² L'ensemble de cette corruption, de plus en plus apparente aux yeux des Ukrainiens, fait monter le mécontentement face au Parti des régions, qui malgré la forte division politique dans le pays, réussit à garder le pouvoir par suite de l'élection de 2012 (Wilson, 2014 : 61, Commission centrale électorale ukrainienne, 2012). Évidemment, les règles électorales sont changées pour l'élection parlementaire. Autrefois, les élections étaient purement proportionnelles. Cependant, le Parti des Régions change le système électoral, en ajoutant des sièges régionaux, dans les régions où ils dominent politiquement, créant un système mixte leur permettant de se maintenir au pouvoir (Wilson, 2016 : 61). En ce sens, malgré une perte de sièges et une remontée du parti de Yulia Tymochenko dans les listes électorales proportionnelles, le Parti des régions maintient alors son contrôle du gouvernement en gagnant les sièges régionaux majoritairement à l'est du pays (Englund, 2012, Wilson, 2016 :62).

3.3.2. Les tergiversations entre l'Occident et la Russie pour une intégration économique de l'Ukraine

La question d'une potentielle intégration de l'Ukraine dans un partenariat économique plus large avec l'UE est au centre des éléments qui mènent au soulèvement de l'Euromaidan de 2013. Ce potentiel accès à un nouvel accord commercial est toutefois opposé à un autre type de proposition : l'Union économique eurasiennne/eurasiatique (UUE) (Woods et coll., 2016 :51). Ce projet, avec à sa tête la Russie et auquel Vladimir Poutine tient beaucoup, est aussi proposé à l'Ukraine. Projet

² Ces faits sont rapportés par une entrevue réalisée par Andrew Wilson avec Daria Kalenyuk, directrice exécutive du Centre d'action anticorruption d'Ukraine, dans le cadre de ses travaux sur l'ouvrage *The Ukraine Crisis : What it means for the West*.

tout de même plus intégrateur, l'UUE se veut non pas une zone de libre-échange, tel l'Accord de libre-échange complet et approfondi (ALÉCA) de l'UE, mais une union douanière. La majeure différence entre ces deux propositions vient des restrictions plus importantes imposées par une union douanière à une Ukraine qui intégrerait l'UUE (Woods et coll., 2016 : 54,55). En effet, les États membres de ce type d'unions enlèvent, tel que dans un accord de libre-échange, tout tarif entre les membres de celui-ci. Cependant, ces membres doivent également imposer un tarif commun pour tout bien importé ou exporté de et vers un pays tiers non membre (Woods et coll., 2016 : 54,55). Dans le cas d'un accord de libre-échange, ces dispositions contraignantes ne s'appliquent pas de facto, bien que certaines règles comme des règles de provenances des biens peuvent être imposées (Woods et coll. 2016 : 54).

La saga entourant la potentielle intégration de l'Ukraine dans l'un ou l'autre des accords débute cependant quelques années avant l'arrivée de Ianoukovitch à la présidence et peu après la guerre russo-géorgienne, qui voit la Russie affirmer son revanchisme dans l'espace postsoviétique (Charap et coll., 2017 : 100). Le plan derrière l'Entente d'association (EA) avec l'UE, entente mettant en place un ALÉCA, est évidemment un moyen de paver la voie pour les États européens vers une intégration future dans l'UE (Charap et coll. 2017 :96). Dans le contexte des États postsoviétiques, l'idée de mettre en place des EA est également un moyen d'éviter un processus direct d'accès au statut de membres pour ces États voisins de la Russie. Le but ultime est donc d'avoir une influence sur le développement géoéconomique de ces États, sans toutefois attaquer directement les intérêts de la Russie dans l'espace postsoviétique, tout en mettant en place les bases d'une intégration complète future (Charap et coll., 2017 : 96). Néanmoins, il est important de mentionner qu'au moment du développement de ce processus, l'idée de voir une intégration complète de ce que certains auteurs appellent les « entre-deux », c'est-à-dire les États postsoviétiques d'Europe et du Caucase, n'est pas sur la table, du fait des considérations de la réaction que cela pourrait

engendrer en Russie (Chara et coll., 2017 :96,97). Or, les conditions d'accès à cet EA imposent de larges changements aux États aspirants, changements se rapprochant grandement des impositions mises en place pour accéder au statut de membre de l'UE, voire même de l'OTAN (Charap et coll., 2017 : 97).

De l'autre côté, le projet de l'UUE arrive pour sa part un peu plus tard, bien qu'il soit issu d'un projet d'intégration des pays de la Communauté des États indépendants (CEI), celui-ci datant du début des années 2000 (Woods et coll. 2016 : 53). Le projet initial de développement d'un marché commun est tombé à la suite de la révolution orange de 2004 et l'annulation de la participation de l'Ukraine, signataire du traité initialement (Krushelnycky, 2004). 2010 marque cependant le développement d'un nouvel espace, proposant l'établissement d'un marché commun et puis d'une union douanière entre les États membres. Ce projet est alors proposé à Ianoukovitch, nouvellement élu président de l'Ukraine (Woods et coll., 2016 :58.59). Le projet est initialement moins contraignant que les dispositions demandées par l'EA de l'UE et lors de l'offre, Poutine n'exclut pas la possibilité d'une participation de l'Ukraine à l'UEE, tout comme à un ALÉCA avec l'UE (Sakwa, 2016 : 142). Toutefois, si abstraction est faite des conditions imposées par l'UE pour l'intégration à son marché, le type d'entente que propose l'UEE est relativement plus contraignant. Celle-ci empêche l'Ukraine d'établir ses propres tarifs douaniers envers les pays tiers, la forçant à s'aligner avec les pays membres, intérêts qui sont grandement ordonnés avec ceux de la Russie (Woods et coll., 2016 : 59).

Face à ces propositions, Ianoukovitch décide d'aller de l'avant avec l'entente proposée par l'UE et de démarrer le processus d'Accord d'association, processus permettant d'accéder à un ALÉCA (Wilson, 2014 : 63). Tel que mentionné précédemment, bien que Ianoukovitch désire se rapprocher de l'Europe à ce moment, celle-ci met en place les mêmes critères d'accessibilité qu'aux autres États. En d'autres

mots, les demandes majeures tentent ainsi d'agir sur l'état de la démocratie ukrainienne, fortement entachée par la hausse de la corruption apparente de l'administration Ianoukovitch et le gouvernement dirigé par le Parti des régions (Wilson, 2014 : 63). Un des éléments centraux et très politisés est la demande du relâchement de Yulia Timoshenko et Yuri Lutsenko, car leurs procès et emprisonnements sont jugés politiques par plusieurs dirigeants européens (Wilson, 2014 : 64, Interfax-Ukraine, 2012). Certains États européens tentent à cet effet de faire pression sur l'Ukraine, en quittant certaines rencontres de négociation avec Ianoukovitch, en plus d'appeler à potentiellement boycotter la coupe UEFA Euro 2012, organisée par l'Ukraine (Danilova, 2012, BBC, 2012).

3.3.3. La route sinueuse vers un accord économique

L'ensemble des demandes faites par l'UE à l'Ukraine sont cependant difficiles à mettre en place, car celles-ci demandaient pratiquement la déconstruction des processus de pouvoir mis en place par Ianoukovitch par suite de son élection (Wilson, 2014 : 63). Somme toute, du fait des demandes souvent ambiguës, surtout au niveau de celles touchant l'emprisonnement de Timoshenko, le gouvernement ukrainien est capable de mettre en place de maigres réformes et de donner l'apparence d'un certain changement aux observateurs européens (Wilson, 2014 : 64). Ce rapprochement graduel entre l'Ukraine et l'UE signifie alors aux yeux de la Russie un problème majeur : l'échec potentiel du projet de l'UEE. Évidemment, bien qu'étant possible sans l'Ukraine, la puissance économique de cette union est basée sur une intégration de l'Ukraine, économie postsoviétique la plus importante après celle de la Russie (Wilson, 2014 : 64). Les autorités russes se permettent donc de faire pression sur Ianoukovitch, notamment en envisageant de fermer la frontière à l'importation de plusieurs biens en provenance de l'Ukraine, biens majoritairement issus des régions industrielles de l'Est ukrainien (Sakwa, 2016 : 112, Wilson, 2014 : 64, Woods et coll., 2016 : 62). D'un autre

côté, ces mêmes autorités utilisent la carotte pour tenter d'éviter une signature d'un ALÉCA par l'Ukraine. En effet, sans exiger une promesse d'adhésion à l'UEE, la Russie offre 15 milliards de dollars en subventions directes à l'Ukraine, en plus de tarifs préférentiels sur ses importations de gaz naturel (Sakwa, 2016 : 112, Woods et coll., 2016 : 62). À court terme, cette offre de la Russie, ne demandant aucune autre garantie, est beaucoup plus avantageuse que l'offre de l'UE, celle-ci demandant plusieurs réformes en Ukraine et promettant une amélioration de l'économie à moyen long terme (Woods et coll., 2016 : 62,63). De plus, l'Ukraine, en réponse aux propositions faites par la Russie, demande une compensation à l'UE, conditionnelle à la signature de l'Accord d'association et la perte éventuelle d'une part importante du marché russe, ce que l'UE n'est pas prête à ajouter à l'entente (Sakwa, 2016 : 112,113). Enfin, malgré les demandes faites à l'Ukraine et mentionnées précédemment dans ce chapitre, l'obtention d'un Accord d'association et la formation d'un ALÉCA avec l'UE impliquent également que l'Ukraine convienne d'adopter une part importante des *acquis communautaires* de l'organisation (Charap et coll., 2017 : 48). De ce fait, l'Ukraine doit, indirectement, s'aligner avec les impératifs sécuritaires et géopolitiques de l'union, impératifs excluant directement la Russie, ceux-ci étant fortement calqués sur les principes de l'OTAN (Charap et coll., 2017 : 48, Sakwa, 2016 : 140).

Pour sa part, Ianoukovitch tire adéquatement ses cartes du jeu. Celui-ci tente effectivement de mettre les deux blocs en compétition, dans le but d'en tirer davantage de bénéfices (Sakwa, 2016 : 146). En ce sens, l'offre alléchante de la Russie sait faire pencher la balance de la prise de décision chez Ianoukovitch, qui tente, à son tour, de jouer la stratégie de l'ex-président Koutchma et de se balancer entre l'Occident et la Russie (Sakwa, 2016 : 146,147). À cet effet, celui-ci annonce le 21 novembre 2013 qu'il reporte la signature de l'Accord d'association avec l'UE, déclenchant par le fait même des manifestations à la place de l'indépendance (Traynor, Grytsenko, 2013).

3.4. L'Euromaidan

Déclenchée par l'évènement catalyseur qu'est le report de la signature de l'Accord d'association entre l'UE et l'Ukraine, l'Euromaidan est cependant l'aboutissement d'un conflit intra-Ukraine beaucoup plus important. Après l'échec de la révolution orange et ses projets de démocratisation, un échec de la relance économique du pays, ainsi qu'une généralisation de la corruption des régions de l'est à l'ensemble du pays, à la suite de l'accession au pouvoir de Ianoukovitch, plusieurs Ukrainiens se radicalisent politiquement (Sakwa, 2016 : 147). Cette hausse des tensions internes est accélérée par le contexte international poussant l'Ukraine à se positionner entre une intégration européenne ou eurasienne. L'échec de la négociation d'un accord entre l'Europe, l'Ukraine et la Russie est ainsi à l'image de l'échec plus global de l'établissement d'une structure internationale européenne post-guerre froide (Sakwa, 2016 : 148).

C'est dans ce contexte qu'un mouvement de manifestations, nommé cette fois-ci « Euromaidan » éclate. Démarrant relativement modestement et par le biais d'une mobilisation faite par les médias sociaux, le mouvement gagne en importance au fil des semaines, avec de plus en plus de manifestants demandant la démission de Ianoukovitch (Wilson, 2014 : 68). L'administration Ianoukovitch prête initialement peu d'attention au mouvement, estimant que celui-ci n'obtiendra pas le même type de support que le mouvement orange de 2004. En effet, il est devenu courant en Ukraine, à ce moment, de payer des manifestants et ainsi créer de « faux » mouvements, ceux-ci généralement financés par divers oligarques ayant intérêt dans le conflit à l'œuvre. La réaction normale du gouvernement est donc de brutalement réprimer les manifestants, afin de les faire fuir. Or, leur mauvaise analyse des motivations des manifestants voit les dizaines de milliers de contestataires revenir la soirée suivant le début de la répression (Wilson, 2014 : 69,70).

De plus, entre le début du mouvement, en décembre et le mois de février, la hausse de la violence étatique envers les manifestants change drastiquement l'approche de ceux-ci face à la situation. Ces manifestants désirant être les héritiers du mouvement orange de 2004 et changer le système politique de façon pacifique, tout en négociant certains changements avec les autorités, ont raison de leur pacifisme avec la forte hausse de la violence par la police spéciale « Berkut » (Wilson, 2014 : 74,75). Violence policière sur la place publique, se déclinant plus tard par des enlèvements, meurtres et tabassages de manifestants loin des caméras et du public ont pour effet d'alimenter la réaction violente chez les manifestants à l'endroit de la police et de l'appareil d'État ukrainien (Wilson, 2014 : 75, 76). Qui plus est, la signature d'un « Plan d'action » avec la Russie le 17 décembre 2013 a raison d'une part de l'espoir restant pour plusieurs, de voir une signature de l'Accord d'association avec l'UE (Sakwa, 2016 : 152). Finalement, la gradation dans l'intensité la plus importante apparaît le 16 février 2014, après l'adoption d'une loi « anti-manifestations » par la Rada ukrainienne. La mort d'un manifestant et cette nouvelle loi transforment la contestation en un mouvement révolutionnaire. Les manifestants prennent d'assaut les bâtiments gouvernementaux, dans le but d'enrayer le fonctionnement de l'État ukrainien (Sakwa, 2016 : 153). Plus encore, les violences culminent entre le 18 et le 20 février, où 28 individus trouvent la mort (Sakwa, 2016 : 153). Le 20 février marque l'épisode des « snipers », alors que des tireurs embusqués dans certains bâtiments s'en prennent aux manifestants comme à la police, faisant 39 morts du côté des manifestants et 17 chez la police (Sakwa, 2016 : 159).

Cette escalade de la violence implique une réponse de la part de la communauté européenne, et incite les ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de la France, de la Pologne et le directeur français du département européen des Affaires étrangères de France à prendre une entente avec Ianoukovitch (Sakwa, 2016 : 160). Cette entente propose un retour à la constitution orange de 2004 et une refonte du gouvernement dans

les prochaines 48 heures, l'établissement d'une nouvelle constitution par ce gouvernement, limitant les pouvoirs présidentiels, une élection présidentielle anticipée avec de nouvelles règles, une nouvelle commission électorale, une investigation indépendante sur l'escalade de violence, un désarmement des forces étatiques et des manifestants, ainsi qu'un « cessez-le-feu » entre les deux groupes (Sakwa, 2016 :160, 161). Cependant, ces propositions sont rejetées par les manifestants, qui refusent d'être désarmés, bien qu'ils aient accepté le retour à la constitution de 2004, la formation d'un nouveau gouvernement et l'éventuelle réécriture d'une constitution (Sakwa, 2016 : 161,162). De plus, ceux-ci exigent la démission immédiate de Ianoukovitch, la libération de tous les prisonniers politiques et la signature de l'Accord d'association avec l'UE (Sakwa, 2016 : 162).

De surcroît et avant même l'intensification des tensions, les États-Unis tentent de s'ingérer dans le processus de contestation, dans le but d'établir une entente pour établir une nouvelle coalition politique leur étant favorable. En effet, bien que cette implication soit initialement cachée du public, une conversation téléphonique entre la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland et l'Ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt fut publiée sur internet, dans laquelle les deux individus discutent de potentiels candidats opposés à Ianoukovitch pour former un nouveau gouvernement (Gearan, 2014). Nuland semble affirmer à ce moment que le département d'État américain désire voir Arseni Iatseniouk prendre la présidence, celui-ci étant un fort supporter du mouvement de contestation, en plus d'être un candidat pro-Europe et pro-Occident. De plus, celle-ci critique vivement la lenteur avec laquelle semble s'impliquer l'UE, déclarant notamment « Fuck the EU »³. Nuland propose enfin

³ L'appel téléphonique dans lequel la sous-secrétaire Nuland tient ces propos est disponible à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=MSxaa-67yGM#t=89> (Consulté le 01-06-2021)

d'impliquer l'ONU et le travail de la diplomatie américaine dans l'accélération du support à une nouvelle coalition anti-Ianoukovitch (Gearan, 2014, BBC, 2014d). Ultimement, peu importe les intentions américaines à travers ce jeu diplomatique se déroulant à couvert du public, ces actions ont certainement donné raison d'être aux inquiétudes de Moscou quant à l'intention des États-Unis de voir l'établissement d'un nouveau mouvement révolutionnaire semblable à celui de 2004 et aux convictions foncièrement nationalistes anti-russes.

3.4.1. Le départ de Ianoukovitch et le basculement potentiel de l'Ukraine vers l'Europe

Face à une impasse dans les négociations tripartites entre les manifestants de la Maidan, le gouvernement ukrainien et les observateurs étrangers, les violences se poursuivent, sans que le gouvernement de Ianoukovitch puisse réellement contrôler le mouvement révolutionnaire. Celui-ci possède dorénavant une dynamique bien établie et est en mesure de riposter adéquatement aux attaques gouvernementales (Sakwa, 2016 : 161,162). En ce sens et malgré l'opposition de Vladimir Poutine, Viktor Ianoukovitch quitte Kiev dans la nuit du 21 au 22 février 2014. En se rendant tout d'abord à Cracovie, celui-ci se déplace par la suite en Crimée puis traverse la frontière avec la Russie, pour se rendre à Rostov-sur-le-Don (Wilson, 2014 : 93, Sakwa, 2016 : 162). Suivant le départ de Ianoukovitch, qui quitte le pays en s'emparant de plus de 35 milliards de dollars qu'il aurait volés à l'État ukrainien (sur un total de 100G\$ pour l'ensemble de sa présence au pouvoir), celui-ci est destitué par la Rada (Faulconbrite, Dabrowska et Grey, 2014, Unian, 2014).

C'est au lendemain de son départ, le 22 février, que le parlement vote la destitution au nombre de 328 votes sur 450 (Wilson, 2014 :93). Toutefois, le parlement procède au vote le jour même, bafouant le processus de longue haleine que doit prendre

la procédure de destitution, en plus de ne pas respecter la nécessité d'obtenir un vote au 2/3 de la chambre, soit 338 votes sur 450 (Wilson, 2014 :93). Par suite de cette destitution, Oleksandr Turchynov, du parti politique de Timoshenko, est élu président par intérim et Iatseniouk comme premier ministre (Wilson, 2014 : 94). L'ensemble de ce processus est vivement critiqué et non reconnu par la Russie, accusant le parlement et le mouvement de Maidan d'avoir opéré un « coup d'État fasciste » à l'endroit d'un président démocratiquement élu. Bien qu'utilisant des mots très forts, la Russie formule ses inquiétudes quant à la destitution de Ianoukovitch, qu'elle voyait comme le représentant des intérêts des russophones et du pluralisme ethnoculturel en Ukraine, par un mouvement illégitime pro-européen et surtout, antirusse, majoritairement dominé par des Ukrainiens occidentaux à l'image du « monisme » ukrainien (Wilson, 2014 : 94, Sakwa, 2016 : 173).

3.5. La Crimée

Il est souvent rapporté en Russie que le don de la Crimée de 1954 par Khrouchtchev à l'Ukraine soviétique est une erreur de sa part. Qu'importe l'intention derrière cette prise de décision, le don de la Crimée, bien avant d'être un « cadeau » de la Russie à l'Ukraine, fut une tentative pour cimenter un rapprochement entre la Russie et l'Ukraine de l'époque selon certains experts (Wilson, 2014 : 99). Cette population russophone en Ukraine sut garder une part importante de sa composition ethnoculturelle au fil des années, restant à majorité russe au moment des événements de 2013-2014 (près de 70% selon le référendum de 2014). Ensuite, bien que la population tatare de Crimée soit fort probablement celle détenant le plus de légitimité quant à la revendication du territoire, la forte proportion de population russe sur le territoire, et ce depuis la période de russification de la région post-guerre de Crimée (1853-1856) a su encourager le discours prorusse au sein de la région, tout comme les critiques de Khrouchtchev en Russie (Wilson, 2014 : 101). Dans tous les cas, ce

ressentiment et ces revendications à l'endroit de la Crimée s'enflammèrent suite aux événements de l'Euromaidan, ceux-ci issus de l'échec du développement d'un partenariat économique avec l'UE, ainsi que l'aboutissement de tensions sociales entre différentes visions de l'identité ukrainienne (Sakwa, 2016 : 180, Wilson, 2014 : 102).

3.5.1. L'importance stratégique de la flotte de Sébastopol

Autre élément de la plus haute importance, autant la Crimée représente un intérêt stratégique pour l'Ukraine, la péninsule est d'autant plus stratégiquement importante pour la Russie. En effet, la Russie a toujours disposé, depuis la chute de l'URSS, de la location d'un espace dans le port de la ville de Sébastopol, afin d'y maintenir sa flotte de la mer Noire (Sakwa, 2016 : 182). Principalement, le positionnement stratégique de Sébastopol permet à la Russie de projeter davantage sa puissance dans la mer Noire. Sans la Crimée, la Russie devient beaucoup moins importante dans la région et ne peut projeter son autorité dans les eaux territoriales entourant l'Ukraine, étant limitée à la côte du sud de la Russie (principalement le port de Novorossisk) (Biersack et coll., 2015 : 263). Toutefois, depuis l'accès à l'indépendance de l'Ukraine, la Russie a toujours réussi à obtenir un traité permettant la poursuite de sa location des installations à Sébastopol et les droits de mouillage et d'amarrage pour sa flotte de la mer Noire (Biersack et coll., 2015 : 263,264). Ce n'est qu'avec l'arrivée de la coalition orange, qui a vu une critique plus importante de cette location à la Russie, que les inquiétudes de la Russie quant à la non-reconduite du traité sont initiées (Sakwa, 2016 : 183). De plus, malgré le renouvellement du bail par l'administration Ianoukovitch jusqu'en 2042, la révolution de février et les allures très pro-européennes, ainsi qu'antirusses, laissent présager aux yeux de Poutine, qu'une terminaison unilatérale du traité est imminente, ce qui entraînerait une perte nette de la plus importante base militaire navale russe (Biersack et coll., 2015 : 264). Pire encore, cette remise en question potentielle par le mouvement révolutionnaire et le départ de

Ianoukovitch remet sur la table ce que la révolution orange avait emmené : l'accès potentiel du port aux flottes atlantiques ou américaines, celles-ci présentement basées dans le port de Naples (Sakwa, 2016 : 183). Enfin, certains auteurs mentionnent également que la Crimée, ainsi que les eaux territoriales y étant rattachées, possède une importante quantité d'énergies fossiles non exploitées qui pourraient l'être par la Russie (Biersack, et coll, 2015 : 258). Cependant, dans le discours russe entourant la Crimée, le développement du secteur énergétique ou l'avantage stratégique qu'il représente n'est pas mentionné. La seule question liée à l'énergie vient de l'entente sur la réduction du prix des exportations de gaz naturel russe vers l'Ukraine, contre la poursuite du bail pour la flotte de Sébastopol (Biersack et coll., 2015 : 258, Allison, 2014 : 1257).

3.5.2. Gouvernement post-révolution et intensification du sentiment antirusse : mobilisation et coup d'État en Crimée

Le nouveau président par intérim ainsi que la nouvelle administration gouvernementale post-Ianoukovitch ne se font ainsi point attendre pour mettre en place de nouvelles décisions des plus controversées. Le 23 février, moins de 48 heures après la destitution de Ianoukovitch et la mise en place du nouveau gouvernement, ceux-ci votent pour bannir l'établissement du russe comme seconde langue officielle dans le pays (Woods et coll., 2016 : xiii). Cette décision arrive en même temps que le départ de l'ex-président vers la Russie et le déclenchement de manifestations dans les villes de Sébastopol et Simferopol, les deux villes les plus importantes de Crimée (Roth, 2014). Certaines villes de l'est et du sud-est, notamment Donetsk, Louhansk et Odessa se retrouvent également avec des manifestations à ce moment (Roth, 2014). Bien que ces manifestations ne soient pas directement le produit de cette nouvelle loi sur les langues officielles (qui fut d'ailleurs annulée par le président le lendemain), elles contribuent aux frustrations des populations russophones déjà en colère face au départ

de Ianoukovitch et à l'établissement d'un nouveau gouvernement illégitime aux yeux de plusieurs d'entre eux (Pravda Ukraine, 2014).

Par suite de l'éclatement de manifestations prorusses ou du moins, antigouvernementales dans les régions à forte densité russophone, il n'est pas difficile pour des milices armées de mettre en place un coup d'État contre les autorités locales. Effectivement, le 27 février 2014, les militants n'ont besoin que d'une centaine d'hommes armés pour saisir le contrôle du parlement de Crimée et passer une motion imposant un changement de gouvernement et la tenue d'un référendum sur l'avenir de la Crimée (Wilson, 2014 : 121). La passation de ces motions est imposée par la pointe d'armes à feu, en plus de n'avoir qu'un mince nombre d'élus, celui-ci atteignant la limite pour assurer une majorité (Wilson, 2014 : 121). Une discussion entourant une potentielle sécession de la Crimée est présentée la veille du coup au parlement, mais les discussions n'aboutissent pas, du fait d'une absence de quorum pour prendre ce type de décisions (Sakwa, 2016 : 183). Dans les jours précédant cette prise du parlement, différents groupes armés prorusses, principalement composés de Berkut de Crimée, qui selon certaines allégations sont aidés d'agents du FSB et de l'intelligence militaire russe (GRU), démarrent une campagne de recrutement pour former une milice « d'autodéfense » dans le cas d'une potentielle attaque des autorités de Kiev à l'endroit de la Crimée (Sakwa, 2016 : 184, Wilson, 2014 : 110).

3.5.3. L'opération militaire et le gambit d'ouverture de la Russie

Dans les heures suivant la prise du parlement par ces milices, celles-ci attaquent également un dépôt d'armes du gouvernement ukrainien de Sébastopol, en plus de bloquer l'isthme de Perekop, région reliant la Crimée au reste de l'Ukraine (Wilson, 2014 : 111). Par suite de ces événements, des soldats non identifiés prennent le contrôle des aéroports de Simferopol et Sébastopol, sans recevoir de réelle résistance de la part

des autorités concernées. Ces soldats, appelés par plusieurs médias « petits hommes verts » obtiennent ce nom du fait de l'absence d'insigne d'identification à une quelconque armée nationale, en plus de n'avoir aucun document personnel ou appareil électronique tel que des téléphones (Sakwa, 2016 :184, Wilson, 2014 :111). Selon plusieurs journalistes et experts sur le terrain, ces troupes regroupent plus ou moins 35 000 soldats, qui sont plus tard, pour la plupart, rattachés à différentes branches des forces militaires de la Russie, bien que certains militants sont bels et biens identifiés tels des civils faisant partie de la « milice d'autodéfense » (Wilson, 2014 :111, Vassiliev, 2014).

Pour poursuivre, bien que Vladimir Poutine reconnaisse la présence de personnel militaire russe dans ces troupes, il se défend tout autant d'avoir dépêché des forces en territoire ukrainien, ou encore de contrevenir à la souveraineté de l'Ukraine (Sakwa, 2016 : 184,185, Wilson, 2014 : 122). En effet, il est important de rappeler qu'en fonction du même traité permettant la location du port de Sébastopol pour la flotte de la mer Noire russe, la Russie est également autorisée à avoir des forces armées de 25 000 hommes sur le territoire de la Crimée (Sakwa, 2016 :185, Allison, 2014 : 1257,1258). En ce sens, la présence de troupes russes ne contrevient pas directement au traité et à la loi. Néanmoins, l'utilisation des militaires russes dans l'opération d'insurrection prorusse dépasse, quant à elle, les limites des actions permises par ce même traité (Sakwa, 2016 : 185). C'est ainsi sous le couvert de déclarations disant vouloir protéger les populations russes de Crimée que ces milices armées justifient leur intervention. Disant vouloir protéger les russophones du mouvement révolutionnaire illégitime qui s'est emparé du pouvoir Kiev et qui est basé sur des idéaux ultranationalistes antirusse, parfois même catégorisé d'extrême droite fascisante ou néonazie, l'appareil de propagande russe est alors au travail dans le but de justifier cette intervention par le biais de la démonisation du nouveau gouvernement ukrainien (McFaul, 2020 : 120, Audinetqui parles-tu, 2018 : 173). De plus, les troupes russes sont

entraînées dans le but d'assurer une prise du contrôle tout en évitant un bain de sang. Ces troupes russes en Crimée, que plusieurs citoyens trouvent polis et calmes saisissent l'opportunité d'intervenir en Crimée, du fait de la présence de moins de 20 000 troupes ukrainiennes sur le territoire de Crimée, la majorité étant mal entraînée et souffrant de décennies de sous financement (Sakwa, 2016 : 185, 186). Cette absence de réponse de la part de l'Ukraine permet ainsi aux troupes russes de s'organiser en quelques jours et prendre le contrôle d'une majeure partie de la péninsule entre le 28 février et le 11 mars (Wilson, 2014 112).

3.5.4. L'annexion : un projet planifié?

Suite de l'annexion de la Crimée, plusieurs observateurs occidentaux accusent Vladimir Poutine d'avoir planifié l'annexion. Certains l'accusent de s'être impliqué dans le conflit en Ukraine, puis dans la crise internationale ukrainienne dans le simple but d'ouvrir la porte à une annexion. Certains stipulent même que cette intention d'annexion remonterait à son arrivée à la présidence (Grigas, 2016 : 18, Barbashin et Toburn, 2014, Becker, 2015 : 118). La raison principale de ces accusations : une phrase du discours de l'état de l'union de Poutine de 2005 qui avait affirmé que la chute de l'URSS était la plus grande tragédie du 20^e siècle (Becker, 2015 : 119, Fédération des scientifiques américains, 2005).⁴ Toutefois, le 4 mars suivant le début de l'intervention russe en Crimée, Poutine annonce qu'il n'a pas l'intention d'annexer la région, défendant le fait que les troupes russes ne sont présentes qu'à des fins humanitaires et non pour la prise des bâtiments gouvernementaux par les forces « d'autodéfense » locales (Kremlin, 2014). Or, il défend toutefois le droit des résidents de la région de

⁴ Certaines traductions du discours en anglais proposent catastrophe plutôt que tragédie.

déterminer leur futur, qu'il soit un futur ukrainien ou indépendant (Sakwa, 2016 :221, Kremlin, 2014, Lee Myers, 2014).

Le référendum sur le statut de la Crimée, tel que voté par le parlement régional, doit initialement avoir lieu le 25 mai 2014, la question étant de savoir si les résidents de la région désirent devenir autonomes et obtenir leur indépendance de l'Ukraine (Sakwa, 2016 : 220-221). Ce référendum a d'ailleurs l'appui de la Russie, tel que mentionné plus haut. En revanche, le 1^{er} mars suivant, le premier ministre nouvellement nommé par le parlement de Crimée, Sergei Aksenov, en décide autrement. En plus de faire une demande officielle d'aide à la Russie, afin « d'assurer le calme et la paix dans la péninsule », le premier ministre décide d'annoncer le report de la date du référendum pour le 30 mars suivant (Loiko, 2014). Cette décision, tout comme la décision de tenir un référendum, par le conseil suprême de Crimée, est invalidée par le comité central électoral d'Ukraine, celui-ci stipulant que les autorités locales ne détiennent pas le pouvoir de prendre ce type de décisions (Pravda Ukraine, 2014). Cette décision n'empêche certainement pas les autorités locales de poursuivre avec leur choix. Qui plus est, le 6 mars suivant, le Conseil suprême de Crimée prend la décision de rapprocher la date du référendum de nouveau, celui-ci devant maintenant avoir lieu le 16 mars, plutôt que le 30 (BBC, 2014). Ceux-ci prennent également la décision de changer la question du référendum, qui devait initialement traiter de l'autonomie de la Crimée, pour traiter plutôt d'une unification avec la Russie (BBC, 2014, Sakwa, 2016 : 222). Ceci vient du fait que le Conseil suprême vote une résolution proclamant l'unification de la Crimée avec la Russie, résolution devant être soumise à un référendum (BBC, 2014).

Dans tous les cas, ces tergiversations entre les dates, la question à poser lors du référendum et l'implication de la Russie dans le processus, ne donnent pas une impression de planification ou d'organisation, ni du côté de la Crimée, ou de la Russie.

Effectivement, en tenant compte des déclarations initiales de Poutine, tout comme du Conseil suprême de Crimée, ces deux agents semblent initialement désirer éviter un conflit direct avec l'Ukraine (Sakwa, 2016 : 202, BBC, 2014, Kremlin, 2014). Ces mêmes agents considèrent tout de même qu'il était primordial de permettre à la Crimée de décider de son avenir, qu'il soit question d'une plus grande autonomie ou d'une poursuite de sa fédéralisation à l'Ukraine (Kremlin, 2014, BBC, 2014). Qui plus est, par suite d'un entretien entre la chancelière allemande Angela Merkel et Poutine, la dirigeante allemande affirme alors que les deux partis se sont bel et bien entendus sur la nécessité de maintenir l'intégrité territoriale de l'Ukraine (Lévesque, 2014, BBC, 2014). Qu'importe la « solidité » de cette intégrité, toujours est-il que le président russe ne démontre pas initialement une volonté affirmée d'annexer la péninsule (Lévesque, 2014, Sakwa, 2016 : 202). Plutôt, celui-ci semble promouvoir la formation d'une fédération en Ukraine, forme d'État sous laquelle les différentes régions disposent d'une autonomie beaucoup plus vaste (Kendall, 2014). Dans ce scénario, la Crimée, tout comme les régions de l'est à forte densité russophone seraient « protégées » d'un éventuel rapprochement de l'ouest du pays avec l'UE, tout en permettant de garder ces régions dans la sphère d'influence russe (Kendall, 2014).

En fait, il semblerait que les événements à Kiev, tout comme le jeu international entre les différents blocs, ont eu raison de ce consensus, emmenant la Russie à appuyer la tenue risquée d'un référendum anticipé et le changement de la question posée par celui-ci (Sakwa, 2016 : 202, Tsygankov, 2015 : 280). Tout d'abord, à Kiev, l'issue du mouvement de Maidan et la mise en place du nouveau gouvernement de transition créent des inquiétudes aux yeux des nouvelles autorités de Crimée, tout comme en Russie (Tsygankov, 2015 : 280,281). Malgré le mouvement initialement opposé à Ianoukovitch et faisant la promotion d'une intégration plus importante avec l'Europe, la hausse de la violence et la radicalisation des manifestants, laisse une place grandissante aux mouvements ultranationalistes, parfois issus de l'extrême droite et

ouvertement fascistes dans certains cas (Sakwa, 2016 : 202,203). En ce sens, ces groupes voient leurs intérêts grandement représentés dans ce nouveau gouvernement à Kiev et dans certaines des idées initialement proposées par celui-ci (Sakwa, 2016 : 203-204). Ces groupes bénéficient également de la crise créée par le coup d'État en Crimée et la menace à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, qui pour plusieurs crée la nécessité d'une prise de décision plus radicale. En effet, le nouveau gouvernement ne représente pas du tout la jeunesse ou le renouveau dont le mouvement de la Maidan faisait la promotion (Sakwa, 2016 : 204,205). Le nouveau président par intérim Oleksandr Turchynov, et son premier ministre Arseniy Yatsenyuk, sont tous deux d'anciens politiciens rattachés à Timoshenko et représentent des positions très près de l'Ukraine moniste, en plus de recevoir le support de plusieurs de ces groupes d'extrême droite et fascistes (Sakwa, 2016 : 205).

De plus, le choix du premier ministre et de plusieurs ministres, à forte majorité de l'Ouest (seulement deux ministres étaient originaires du sud et de l'est) donne tout autant l'impression à la Russie et à la Crimée que ce gouvernement n'est que l'entérinement des intérêts occidentaux à Kiev (Sakwa, 2016 : 205-207). Enfin, une part des élus de l'est, principalement du Parti des régions, quittent leur parti, se ralliant à la nouvelle coalition moniste, tandis que d'autres décident de quitter Kiev pour leurs régions d'appartenance (Sakwa, 2016 : 205-207). Ultimement, c'est cette coalition qui s'attaque immédiatement à tout ce qui restait de pluraliste à Kiev, s'attaquant aux droits linguistiques des minorités, en plus de se rapprocher des diverses milices d'extrême droite, dans le but allégué par certains de coopter leurs membres, en plus de les laisser opérer quasi impunément sur le territoire ukrainien (Sakwa, 2016 : 206-208), Tsygankov, 2015 : 298). À la suite de l'annexion, les risques liés aux conditions des populations russophones en Crimée et au Donbass font leur apparition dans les diverses justifications données par les autorités russes. Elles ne se retrouvent parfois pas dans

les justifications initialement prononcées par la Russie, au moment de son implication dans le conflit (Allison, 2014 : 1259).

Au niveau du jeu international, le traitement des événements et le positionnement des puissances occidentales à l'égard des intérêts de la Russie, joue sur l'évolution de la décision référendaire et la volonté de la Russie de voir une annexion plutôt qu'une fédéralisation. En effet, avant même l'avènement du coup d'État en Crimée et des événements touchant les « petits hommes verts », les tentatives occidentales de voir le conflit ukrainien tourner à leur avantage mettent l'huile sur le feu de la discorde entre l'Ukraine et la Russie (Charap et coll., 2017 :124,125). Le processus de paix proposé par l'équipe de négociation de l'UE est notamment en cause. Ce processus tente de faire pression sur le président par intérim en devenir de l'Ukraine, Iatseniouk, pour l'atteinte d'une entente pro-Maidan. Ce processus est vu comme pro-Europe et donc antirusse aux yeux de Moscou (Charap et coll., 2017 : 125). La question de la présence de politiciens américains dans les manifestations soulève également les critiques de la Russie, notamment de Dmitri Medvedev, alors premier ministre russe (The Guardian, 2013). L'ex-candidat présidentiel républicain et sénateur de l'Arizona, John McCain, voix importante de la formulation de la politique étrangère des États-Unis au Congrès se présente aux manifestations de la Maidan, en compagnie du sénateur démocrate Chris Murphy, affirmant que « l'avenir de l'Ukraine appartient à l'Europe » (The Guardian, 2013).

De surcroît, la hausse des tensions engendre l'implication du président américain Barack Obama, qui s'entretient pendant 90 minutes avec Poutine, afin de tenter de trouver une issue au conflit (Swaine, 2014, DeYoung, 2014). Dans cette conversation qui fut caractérisée d'immensément longue et ardue par divers membres de l'administration Obama (Swaine, 2014), les deux dirigeants présentent des visions diamétralement opposées, voire irréconciliables de la situation. Du côté russe, Poutine

exprime ses inquiétudes quant au traitement des populations russophones à l'est et au sud de l'Ukraine, estimant qu'il est légitime de protéger celles-ci d'un gouvernement jugé fascisant par Moscou (Allison, 2014 : 1262, Swaine, 2014). De plus, Poutine critique vivement l'appui occidental à ce mouvement révolutionnaire, ainsi qu'au gouvernement mis en place à Kiev par ce même mouvement, considéré comme ultranationaliste et antirusse (Swaine, 2014). Face à ces inquiétudes, la réponse de Washington est relativement déconnectée des inquiétudes mises de l'avant par Moscou. Obama affirme plutôt que les actions russes sont une violation claire de la souveraineté de l'Ukraine, que l'opération militaire doit cesser immédiatement, afin de voir un retour à la situation antérieure (Maison-Blanche, 2014, Swaine, 2014, DeYoung, 2014). Qui plus est, celui-ci demande également de permettre la présence d'observateurs internationaux et de troupes de maintien de la paix, notamment issues de l'OSCE, organisation vue comme pro-européenne et pro-occidentale par la Russie, mais aussi des Nations Unies, dans le but de mettre en place une enquête internationale sur les persécutions des russophones en Ukraine (Maison-Blanche, 2014, Swaine, 2014). Finalement, le président américain fait savoir qu'un refus de collaborer selon ces termes entraînerait une réponse de la part de la communauté internationale, représentant une isolation diplomatique, mais aussi économique de la Russie d'une part importante de cette communauté (Maison-Blanche, 2014). En ce sens, les États-Unis laissent très peu de marge de manœuvre à la Russie : *statu quo ante* ou rien (Lévesque, 2014 : 39).

C'est toutefois un scénario aux allures impossibles qui est proposé par les États-Unis. Un *statu quo ante* réel représente un retour pré-Maidan, avec une Ukraine divisée entre Europe et Russie, tentant de tirer profit de son interaction entre les deux blocs. Or, le gouvernement ukrainien post-Maidan est à ce moment contrôlé par des élus et un président nationaliste de l'ouest et faisant la promotion d'une vision moniste de l'identité ukrainienne (Sakwa, 2016 : 210). Difficile pour la Russie d'envisager un

statu quo ante ne représentant pas un basculement de l'Ukraine dans le bastion européen, dans l'éventualité où Moscou accepte les termes de Washington. En fait, cette proposition ne reconnaît même pas le potentiel accès à une autonomie partielle ou complète de la Crimée, en plus de ne pas traiter de la question d'une fédéralisation de l'Ukraine, projet qui est poussé au moment de la première entente référendaire (Maison-Blanche, 2014, Lévesque, 2014 : 36,37, Charap et coll., 2017 : 139).

En d'autres mots, les négociations entre la Russie et l'Occident veulent, du côté russe, la possibilité d'établir un nouvel ordre géostratégique et géoéconomique, dans lequel la Russie peut obtenir une influence notable sur la Crimée et l'Est ukrainien, sans nécessairement parler d'annexion (Charap et coll., 2017 : 123). Du côté occidental, la seule issue possible est un retrait complet et effectif des troupes russes de la Crimée, allié à un retour à l'unité ukrainienne préconflit (Charap et coll., 2017 : 123,124). Il y a donc une absence complète de terrain d'entente. Poutine pense avoir les bons atouts pour négocier à son avantage, tandis que les Occidentaux, notamment Obama et Merkel (représentant une part importante de l'Europe occidentale) ne veulent rien entendre de ce qu'ils considèrent être pratiquement de l'obstructionnisme (Charap et coll., 2017 : 139, Lévesque, 2014 : 36). Une fois de plus, les grandes puissances en jeu dans ce conflit ukrainien jouent un jeu à somme nulle, tentant de « gagner » le conflit au détriment de l'autre, causant par le fait même, davantage de problèmes et une aggravation plus importante du conflit, c'est à dire, le changement de la question référendaire et la décision d'annexer effectivement la Crimée par Poutine (Lévesque, 2014 : 36, Charap et coll. 2017 : 140).

Les effets concrets de cette situation ont mené à la tenue du vote, le 16 mars 2014, d'un référendum dans lequel 96,77% des répondants de la République autonome de Crimée affirment vouloir rejoindre la Fédération de Russie, contre 2.51% affirmant vouloir le retour de la constitution de 1992 (les résultats sont respectivement de 95,6%

et 3,37% dans la ville de Sébastopol, bénéficiant d'un statut particulier) (Herszenhon, 2014). Le taux de participation général est quant à lui de 89% (Herszenhon, 2014). L'absence d'observateurs de l'OSCE ou de l'ONU est la justification principale de la non-reconnaissance du référendum par l'ensemble des États occidentaux, ceux-ci jugeant que ces résultats étaient frauduleux (Herszenhon, 2014, Harding et Walker, 2014, Sakwa, 2016 : 222,223). Les observateurs non occidentaux présents ont pour leur part recensé une part de fraude dans l'élection, mais certaines études indépendantes et sondages post-référendaires stipulent tout de même que par suite d'analyse des intentions de vote à la sortie des bureaux de vote, plus de 85% des votants supportaient l'intégration à la Russie (Bershidsky, 2014, Agence américaine pour les médias globaux, 2014). D'autres sondages démontrent qu'une forte majorité de la population de la Crimée appuie également l'issue du résultat, bien que cet appui ne soit pas aussi élevé que le résultat pratiquement stalinien du référendum (Pew Research Center, 2014, Agence américaine pour les médias globaux, 2014). Une autre critique quant à la légitimité de ces résultats vient aussi de la présence des forces russes sur le territoire, qui selon plusieurs ont fortement influencé les électeurs qui ont voté pour l'intégration (Conseil des droits de l'ONU, 2014, Assemblée générale de l'ONU, 2014).

3.6. L'aboutissement d'un jeu à somme nulle et d'un échec dans l'établissement de l'ordre post-guerre froide

L'aboutissement du conflit ukrainien en Crimée et l'annexion de la péninsule par la Russie sont un exemple type de l'établissement d'un conflit gelé entre l'Occident et la Russie. Cette situation est l'issue directe d'une tentative par la Russie d'établir une entente avec les puissances occidentales, en premier lieu les États-Unis et l'UE, afin de faire reconnaître son statut de puissance et sa prépondérance dans ce que Moscou considère être sa sphère d'influence (Sakwa, 2016 : 204). Cette même situation est également l'échec complet de cette tentative de négociation entre les deux

blocs, le tout étant le produit d'un rejet complet de la vision russe de la situation, ou des quelconques intérêts que le territoire en jeu aurait pu représenter aux yeux de la Russie (Sakwa, 2016 : 204,205). En d'autres mots, l'annexion de la Crimée n'est point, aux yeux de la Russie, une affirmation impérialiste ou révisionniste de l'ordre international. Leur décision est plutôt une défense de l'argumentaire historique de la Russie post-Gorbatchev, défendant le projet d'une « grande Europe », plutôt que l'élargissement de l'Europe historique (Sakwa, 2016 : 204,205). Cette annexion est également le refus de permission à l'Occident d'établir des « lignes rouges » là où ils le désirent, sans respecter l'intérêt des autres puissances (Sakwa, 2016 : 208). En fait, aux yeux de la Russie, ce sont les occidentaux, avec en tête les États-Unis, qui ont agi en puissances révisionnistes. Selon cette idée, l'élargissement du rôle des États-Unis depuis la « fin de l'histoire » des années 1990 et l'ère unipolaire, va à l'encontre des idéaux de l'ordre post-1945; les Occidentaux s'impliquant dans les affaires de plus en plus d'États, afin d'imposer leur conception du monde (Sakwa, 2016 : 206,207).

Selon Richard Sakwa, la Russie agirait donc à titre de puissance néo-révisionniste dans le cas de son annexion de la Crimée. Cette caractéristique diffère du terme révisionniste, car la Russie ne chercherait pas simplement à s'opposer à l'ordre international post-guerre froide, tentant plutôt de participer à la construction de celui-ci, sous des termes qui lui conviennent (Sakwa, 2016 : 344, Sakwa, 2019 : 2). Plus précisément, ce néo-révisionnisme est la reconnaissance que de bonnes relations avec l'Occident ne peuvent aboutir que par la renonciation, par la Russie, à son statut de grande puissance et à son projet de « Grande Europe », pour le projet d'élargissement de l'Europe historique de l'époque de la Guerre froide (Sakwa, 2019 : 2,3). Ce néo-révisionnisme est aussi le refus de permettre l'élargissement de ce modèle occidental, qui selon la Russie ne sert qu'à permettre un élargissement du non-respect du droit et des coutumes internationales par ces puissances (Sakwa, 2019 : 2,3). À cet effet, la Russie reprend souvent les cas du bombardement du Kosovo de 1999, la

reconnaissance de son indépendance en 2008 et l'invasion en Irak pour justifier sa critique de l'unilatéralisme américain à l'ère post-guerre froide (Sakwa, 2016 : 187, 194). Cependant, la situation en Ukraine, à la suite de l'annexion de la Crimée est sensiblement différente des autres conflits postsoviétiques. À l'instar de ces autres conflits que l'on connaît à la Géorgie, avec le statut de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, ou encore avec la Transnistrie et la Moldavie, le conflit ukrainien, après s'être gelé en Crimée, s'active dans l'Est ukrainien, plus précisément la région à forte densité russophone du Donbass (Sakwa, 2016 : 201).

3.6.1. Personne ne gagne

Dans tous les cas, ce jeu à somme nulle auquel l'Europe, les États-Unis, la Russie et l'Ukraine se prêtent a su rendre les quatre parties perdantes à l'issue du conflit. Au niveau ukrainien, la tentative de Ianoukovitch de jouer les deux blocs de puissance l'un contre l'autre pour en tirer des avantages a su causer sa perte en politique intérieure (Charap et coll., 2017 : 106, McFaul, 2020 : 118). Il a su déstabiliser l'ensemble de son pays, en plus d'exacerber les tensions culturelles et sociales entre Ukrainiens, ouvrant la porte aux conflits ethnoculturels qui sévissent aujourd'hui (Sakwa, 2016 : 311). De plus, par suite de l'annexion de la Crimée, l'Ukraine perd effectivement une part de son intégrité territoriale, ainsi que plus de 2 millions de citoyens; ce qu'elle ne retrouvera probablement jamais (Charap et coll., 2017 : 151). La perte de revenus provenant de Crimée, puis l'embrasement du conflit au Donbass frappent ainsi de plein fouet l'économie ukrainienne, causant une énorme inflation, alliée à une importante baisse du PIB (Charap et coll., 2017 : 154). La remise en question des relations économiques avec la Russie influence également cette chute libre de l'économie ukrainienne, dans les années suivant l'annexion de la Crimée, notamment au niveau du commerce énergétique, ces secteurs représentant environ 98 milliards de dollars (Charap et coll. 2017 : 155). Enfin, bien que cela parait évident, l'Ukraine perd lors de

ce conflit son intégrité territoriale, intégrité qu'elle ne retrouvera fort probablement jamais. Celle-ci pourrait d'ailleurs changer de nouveau, à l'issue du conflit au Donbass, bien que celui-ci ne semble pas vouloir s'estomper, et qui prend de plus en plus des caractéristiques d'un conflit gelé (Kofman et coll., 2017 : 11).

En ce qui concerne l'Europe, cette situation et cette incapacité à entrevoir les intérêts russes, tout comme la nécessité de négocier avec Poutine, ont fait perdre toute chance de voir une avancée du projet européen à l'est dans un avenir à court, moyen et long terme (Sakwa, 2016 : 204). Du moins, toute expansion de l'UE ou tentative de développer une ALÉCA avec un État de l'espace postsoviétique rencontrerait fort probablement son lot de contestation d'une Russie dorénavant activement revanchiste (Sakwa, 2016 : 385). En d'autres mots, une expansion de l'espace européen ne pourra plus passer par des négociations avec la Russie, tel qu'il aurait pu l'être lors des négociations de 2013-2014, la Russie affirmant dorénavant son revanchisme face à l'UE (Sakwa, 2016 : 385, Charaps et coll., 2017 : 22). En effet, l'Ukraine n'étant pas une région « vitale » pour l'UE, elle aurait dû faire l'objet d'une tentative de négociation plus importante avec Moscou. Toutefois, l'hégémonie normative européenne et l'agrégation des intérêts de l'OTAN tout comme de Washington dans le processus ont eu raison de toute tentative de collaboration dans « l'espace européen commun », engendrant par le fait même le jeu à somme nulle que nous connaissons⁵ (Sakwa, 2016 : 384,385). De ce fait, l'UE a grandement terni ses relations avec la Russie, causant des négociations plus difficiles sur plusieurs questions, notamment sur les questions commerciales. Par exemple, l'imposition de sanctions économiques contre la Russie par suite de l'annexion de la Crimée a suscité une réponse de celle-ci,

⁵ L'espace européen commun fait référence aux États de l'ex-URSS, tout comme ceux du pacte de Varsovie et qui sont établis sur le continent européen. Ceux-ci sont parfois appelés les « entre-deux ».

bannissant l'importation de nourriture provenant de l'UE (Kassam et coll., 2014). La forte dépendance de l'Europe envers l'énergie russe a aussi eu son lot de conséquences, ralentissant les négociations dans ce secteur et créant un dilemme énergétique et la nécessité de diversifier les partenaires énergétiques de l'union (Gurzu, 2018, Carbonnel, 2017). C'est donc l'ensemble des relations régulières entre l'UE et la Russie qui sont devenues plus tendues, du fait de l'incapacité des puissances européennes à réellement prendre leur place et imposer une entente qui aurait pu satisfaire les parties prenantes, plutôt que de satisfaire Washington et les États membres de l'UE les plus vindicatifs à l'endroit de la Russie, tels la Pologne et les États baltes (Sakwa, 2016 : 385).

Les États-Unis sont fort probablement le parti ayant subi le moins de dommages concrets et matériels par suite de l'annexion de la Crimée. Refusant de négocier avec la Russie sans retrait complet de la Crimée, les Américains ont instauré une vague de sanctions importantes à l'endroit de la Russie, en réaction directe aux événements (Wilson, 2014 :201, Maison-Blanche, 2014, Rennack et Welt, 2021 :1). Ces sanctions furent d'ailleurs intensifiées par suite des événements entourant le vol Malaysia Airlines 17, qui fut abattu au-dessus de la zone de guerre au Donbass, actions qui furent attribuées aux rebelles prorusses par Washington et le comité d'enquête néerlandais (Wilson, 2014 : 206, Noack, 2019). Dans tous les cas, l'impact de ces sanctions a été beaucoup plus important pour la Russie que toute réponse de sa part, du fait de la plus grande dépendance des oligarques et entreprises russes face au marché et au secteur financier américain (Aslung et Snegovaya, 2021).

Malgré tout, les États-Unis ont grandement perdu dans ce jeu à somme nulle. Ils ont effectivement mis de côté toute tentative d'entamer le « reset » des relations diplomatiques avec la Russie, qui était une tentative initiée au début de l'administration Obama (Charap et coll., 2017 : 111, 112, Ashford, 2016 : 115). Ils ont également miné tout élargissement de l'OTAN à l'est, ainsi qu'une part importante de la collaboration

sécuritaire potentielle avec la Russie. Bien certainement, cela ne veut pas dire qu'un élargissement de l'OTAN est impossible. Cependant, cela implique qu'un élargissement à l'Ukraine ou la Géorgie ne se ferait pas sans conflit majeur avec la Russie, dispute impliquant davantage de conflits gelés, afin d'établir des zones tampons entre les deux blocs (Wolf, 2015 :118, Böller et Werle, 2016 : 319, 320). Poutine a d'ailleurs parlé d'une « ligne rouge » qui, si dépassée par l'Occident, fera regretter ce geste aux Occidentaux (Kramer, 2021). Cette difficile collaboration se traduira probablement par une hausse des dépenses en sécurité et défense dans la région européenne, tout comme au Moyen-Orient, régions pour lesquelles les États-Unis auraient pu diminuer les coûts par une collaboration sécuritaire avec la Russie (Feinstein et Pirro, 2021 : 7, 8). Enfin, par leurs actions en lien avec l'annexion de la Crimée, les États-Unis ont su accélérer le pivot russe vers l'Asie, soit un rapprochement de Moscou et Pékin (Wilson, 2014 : 190, 191, Malinova, 2019 : 1). Ce rapprochement n'est pas sans risques sécuritaires pour les États-Unis, qui devront, dans cette situation aussi dépenser afin d'assurer le maintien de leur hégémonie en Asie (Tsygankov, 2019 : 247, Mearshimer, 2014, Mearshimer et Walt, 2016).

Finalement, la Russie, tout comme l'Ukraine et contrairement à ce que plusieurs observateurs occidentaux pensent, s'en tire relativement mal par suite de l'annexion de la Crimée. Tout d'abord, bien qu'elle améliore sa position stratégique dans la mer Noire, et augmente sa population de 2 millions d'individus, là s'arrêtent les avantages (Charap et coll., 2017 : 151). En effet, la péninsule est isolée du reste du territoire russe, le seul lien terrestre étant du côté de la frontière ukrainienne. Bien évidemment, en date de mai 2018, un pont colossal fut inauguré, connectant la péninsule de Taman (en Crimée) au Kraï de Krasnodar (en Russie) et coûtant non loin de 3,7 milliards de dollars américains (TACC, 2021). Ceci n'est que la pointe de l'iceberg entourant l'ensemble des dépenses nécessaires pour permettre à la Russie d'assurer l'intégration de son nouveau territoire. La question de l'eau potable est aussi problématique, car la majorité

de celle-ci provenait du centre de l'Ukraine, qui a coupé tout approvisionnement par suite de l'annexion (Sakwa, 2016 195, Berman, 2015). Ceci engendrera des coûts de plusieurs milliards de dollars pour la Russie encore une fois (Pismennaya et Tanas, 2014). Enfin, l'établissement de diverses infrastructures, notamment liées au système bancaire et des communications a coûté très cher à la Russie, en plus de laisser les habitants de la Crimée dans un état où plusieurs n'avaient pas accès à divers services au lendemain de l'annexion (Berman, 2015, Bush, 2014).

Au niveau commercial, la Russie s'est retrouvée isolée économiquement de l'Europe, qui représente tout de même son partenaire économique le plus important c'est-à-dire environ 37% des relations commerciales russes (Commission européenne, 2020). Les sanctions ont eu leur lot d'impacts sur la dévaluation du rouble, tout comme l'augmentation des prix à la consommation, faisant baisser, ou du moins, réduire l'accélération du niveau de vie des Russes, en plus de générer une crise financière dans le pays (Kramer, 2014, Shatalova, 2014, Hartley, 2015). Ceci mine d'ailleurs le compromis offert par Poutine depuis plusieurs années, celui d'un gouvernement autoritaire et d'un État fort contre une hausse du niveau de vie et de la stabilité, comparativement aux années 1990 (Frye, 2021, Tsygankov, 2019 : 137,138). Avec l'isolation grandissante de l'économie et la diplomatie russe, l'autoritarisme fut simplement accentué, menant à une hausse de l'instabilité à l'intérieur du pays. Ultimement, cette isolation et cette nécessité d'améliorer les conditions internes de la Russie dans le but de mater l'opposition auront surtout poussé la Russie à effectuer un pivot asiatique accéléré, ce qui n'a jamais été le choix de prédilection de Moscou (Tsygankov, 2019 : 233,234).

Enfin, en ce qui a trait aux relations diplomatiques, tel que mentionné à plusieurs reprises, la Russie s'est isolée grandement de l'Occident et surtout, de l'Europe. Ceci a un impact identitaire important, car la Russie s'est toujours identifiée

à son héritage et sa connexion avec l'Europe, tenant des rapprochements à plusieurs reprises, comme le démontrent notamment les chapitres précédents (Tsygankov, 2012: 51, 52). En ce sens, bien qu'elle ait maintenant la Crimée, la Russie a perdu tout potentiel de rapprochement avec l'Europe à court et moyen terme, en plus de complètement perdre toute possibilité d'amélioration de ses relations avec l'Ukraine (Mankoff, 2014). Qui plus est, la Russie a perdu le potentiel de voir l'Ukraine adhérer à ses projets d'intégrations douaniers, mais a surtout augmenté le risque de voir l'Ukraine se rapprocher de l'UE et l'OTAN (Charap et coll., 2017 : 22, Sakwa, 2016 : 199). À cet effet, l'Ukraine a finalement signé un ALÉCA avec l'UE, les 21 mars et 27 juin 2014, pour une entrée en vigueur le premier septembre 2017 (Polityuk, 2014). La signature de ce traité de libre-échange est le résultat de la destitution du gouvernement Ianoukovitch et l'élection de Petro Porochenko, le nouveau président affirmant que cet accord était un « premier pas décisif vers une intégration à l'UE » (Polityuk, 2014, Sakwa, Wilson, 2014 : 144). Qu'importe la véracité des propos de Porochenko, ceci signifie certainement une volonté de se distancer de la Russie, principal partenaire économique de l'Ukraine pré-2014. De difficiles relations sont donc à prévoir entre les deux États pour les années à venir. Qui plus est, l'annexion de la Crimée a engendré une augmentation effective des activités de l'OTAN en Europe, tout comme une hausse des dépenses militaires des États membres. Par suite des événements, le président Obama a lancé l'opération « European Reassurance Initiative », un investissement de plusieurs milliards de dollars (qui fut accentué sous Donald Trump), dans le but d'augmenter la présence américaine en Europe (McFaul, 2020 : 122, 123). Une pression supplémentaire fut également mise sur les membres ne dépensant pas le « 2 pour cent » en défense requis à chaque membre de l'alliance. Le président américain de l'époque a également pris la décision de déployer de nouveaux bataillons dans les pays baltes et en Pologne (McFaul, 2020 : 123).

La nouvelle stratégie de pivot vers l'Asie et de développement d'une union économique eurasienne, ainsi qu'un développement des relations avec les BRICS est un résultat direct de l'échec de l'établissement de relations efficaces entre la Russie et l'Europe et l'Ukraine (Sakwa, 2020 : 175, Tsygankov, 2019 : 247, 248). Par ce nouveau développement, Moscou tente de développer un nouvel ordre au sein duquel elle est au centre des relations, ainsi qu'un ordre dans lequel des valeurs anti-hégémoniques à l'égard de l'Occident pourront grandir et émerger, donnant lieu, possiblement, à une hausse du néo-révisionnisme chez les économies émergentes non occidentales (Sakwa, 2020 : 176, 177). Somme toute, il est fort difficile d'évaluer là où tous ces projets aboutiront dans les années à venir. Chose certaine, une réelle collaboration, plutôt qu'un jeu à somme nulle entre les États impliqués dans la crise ukrainienne aurait certainement contribué à un dénouement bien moins complexe.

3.6.2. Le retour du concept de Novorossiia en politique extérieure russe

Une des conséquences directes du jeu international entourant le conflit ukrainien et l'annexion de la Crimée fut certainement la consécration des accusations occidentales à l'égard de la Russie, qui jusqu'à ce moment, était relativement peu fondée. Outre les accusations de revanchisme, la Russie fut accusée d'être révisionniste, de même qu'impérialiste, tentant de reprendre les territoires de son ex-empire et du temps de l'URSS (Sakwa, 2016 : 346, Grigas, 2016 : 113). Avant l'avènement de la justification de l'annexion de la Crimée cependant, l'impérialisme ou le retour des territoires de l'ex-empire et de l'URSS n'avait jamais été à l'ordre du jour pour Poutine (Sakwa, 2016 : 346). Par suite du conflit entourant la Crimée et l'embrasement de celui du Donbass, Poutine semble avoir changé de discours, embrassant un lexique plus impérialiste, n'ayant dorénavant plus rien à perdre à tenir tête à l'Occident. En effet, celui-ci utilise le terme « novorossiia » ou « nouvelle Russie », terme de l'époque impériale, décrivant le sud-est de l'Ukraine, ou les régions allant de Lougansk à Odessa,

en passant par Dnipropetrovsk (Fisher, 2014, Washington Post, 2014, Sakwa, 2016 : 346, 347). Il affirme notamment que l'annexion, qu'il nomme réunion, de la Crimée avec la Russie était bien normale, puisque la région fait partie de cette nouvelle Russie (Fisher, 2014). Qui plus est, il mentionne également, lors d'une entrevue, que les combattants prorusses au Donbass étaient des militants de la nouvelle Russie (Fisher, 2014).

Ceci laisse certainement présager une part de ses intentions pour les régions du sud et de l'est de l'Ukraine. Cependant, il est difficile d'évaluer s'il propose, par ces affirmations, une annexion à la Russie, ou encore un support à une fédéralisation plus importante de l'Ukraine, situation qui permettrait à ces régions de se rapprocher politiquement et économiquement de la Russie, tout en laissant une apparence cosmétique d'intégrité territoriale de l'Ukraine (Lévesque, 2017 : 61, Sakwa, 2016 : 264). La seconde solution semble davantage refléter les intérêts de Poutine et son entourage de politique extérieure, car aucun plan n'a été formulé officiellement en ce qui concerne cette région de la nouvelle Russie (Sakwa, 2016 : 264). Cet enjeu est apparu par suite du conflit en Ukraine et l'annexion de la Crimée (Sakwa, 2016 : 347). Dans tous les cas, pour Moscou, tout comme pour Kiev, cette idée est toujours plus attrayante que l'établissement d'un conflit gelé en Ukraine (Lévesque, 2017 : 61).

3.7. La poursuite du conflit ukrainien au Donbass : l'échec apparent du protocole de Minsk et l'établissement potentiel d'un nouveau conflit gelé

Bien que le conflit en Crimée se soit terminé sans qu'il n'y ait une grande escalade de violence à la suite du référendum et de l'annexion effective de la région par la Russie, il en va tout autrement pour le Donbass. Au moment d'écrire ces lignes, plus de 13 000 personnes ont perdu la vie dans un conflit, dont plus de 3000 civils,

ceux-ci piégés dans le combat entre les forces pro-Ukraine et prorusses (Bureau du haut commissaire des Nations Unies pour les droits humains, 2020, Charap et coll., 2017 : 152). L'éclatement du conflit au Donbass est un résultat direct de ce qu'était le conflit interne qui existait en Ukraine en 2013 (Sakwa, 2016 : 252, 253). Par suite de la chute de Ianoukovitch et la prise du pouvoir par des élus pro-occidentaux et à forte tendance identitaire moniste, l'Est ukrainien, à vision davantage pluraliste et à forte densité russophone laisse elle aussi place à la révolution. Appelée initialement révolution de la novorossiia par Richard Sakwa, ou encore le « printemps russe » par certains manifestants, ce soulèvement visait à assurer une plus grande autorité régionale pour le Donbass, notamment, au sein de la ville de Donetsk (Sakwa, 2016 : 253). D'ailleurs, selon des données de sondages de mai 2014 du Pew Research Center, la majorité de la population de la région, malgré un fort ressentiment, tout comme une peur à l'égard de Kiev, désire que le Donbass reste à l'intérieur de l'Ukraine, quitte à en modifier l'autonomie régionale (James et coll., 2014). Ceci est donc bien différent des résultats référendaires et de sondages obtenus en Crimée, où une part importante de la population tenait plus fortement à obtenir leur indépendance de l'Ukraine (James et coll., 2014).

Somme toute, le 7 avril 2017 et le 27 avril suivant, des groupes de civils s'organisent respectivement pour former la République populaire de Donetsk et la République populaire de Lougansk, chacune avec leurs forces de libération respectives (Sakra, 2016 : 255, 256). Agissant bien moins directement qu'en Crimée, Moscou décide d'utiliser des méthodes plus indirectes pour influencer la tournure du conflit, usant de techniques « hybrides ». Ce qui est qualifié de conflit hybride vient du fait que la Russie ne s'est pas engagée directement ni officiellement au Donbass (Kofman et coll., 2017 : 87). Poutine préfère miser sur une campagne de désinformation massive par le biais des divers médias, tout comme un financement, ainsi qu'un armement des forces locales (Audinet, 2018 : 179). D'ailleurs, cette technique est hautement efficace

pour la Russie, du fait de l'immense écart d'influence et de financement des réseaux d'information traditionnels entre les deux États. Poutine possède ainsi un net avantage à utiliser ces techniques pour dominer l'espace médiatique de l'Est ukrainien. Enfin, certaines forces paramilitaires sont envoyées de Russie, mais jamais de troupes officielles (Kofman et coll., 2017 : 69, 70, Vasovic, 2014). Ces forces paramilitaires sont d'ailleurs difficiles à rattacher aux forces militaires officielles russes, plusieurs militants étant parfois de simples civils russes, armés et payés par Moscou (Vasovic, 2014).

3.7.1. Référendum, fédéralisation et impasse au maintien de la paix

Le conflit continue de gagner en intensité de semaine en semaine, voyant les forces d'insurrection proséparation et prorusse rafler de plus en plus de militants. Un référendum est d'ailleurs annoncé, afin de déterminer le statut du Donbass, à savoir si la région devrait être indépendante de l'Ukraine ou non (Sakwa, 2016 : 261, BBC, 2014). Il n'y a pas, comme en Crimée, de question quant à un rattachement à la Russie, bien que le référendum soit tout autant dénoncé par les États et observateurs occidentaux, en plus de n'avoir offert aucune issue au conflit (BBC, 2014). Le référendum annoncé pour le 11 mai est dénoncé par Poutine le 7 mai précédent le vote, celui-ci demandant de repousser la date (Sakwa, 2016 : 261). Le référendum est cependant maintenu et les résultats officiels, faisant état d'un taux de participation de 75%, indiquent que 89% des habitants de Donetsk et 96% de ceux de Lougansk supportent la création d'une république indépendante du Donbass (Blair, 2014, Sakwa, 2016 : 261). Évidemment, aucune vérification de la légitimité de ce référendum n'est effectuée (Sakwa, 2016 : 262).

Dans une tentative de désamorçage des violences, une rencontre à Genève a été organisée entre les États-Unis, l'UE, la Russie et l'Ukraine, le 17 avril 2014, afin de

trouver un terrain d'entente (Gordon, 2014, Sakwa, 2016 : 265, 266). Qu'importe les résultats de cette entente, rien n'a été respecté et les forces recommencent à attaquer les différents « checkpoints » dès le 5 mai suivant (Luhn, 2014, Sakwa, 2016 : 267). Cette nouvelle escalade de violence culmine alors par le conflit pour l'aéroport de Donetsk, le 26 mai suivant, durant lequel les forces séparatistes s'emparent de l'aéroport international Prokofiev (Tavernise et Roth, 2014). L'intensification grandissante du conflit mène directement à un mouvement d'une large partie de la population du Donbass, celle-ci cherchant refuge en Russie ou encore ailleurs en Ukraine (Bureau du haut-commissaire des Nations Unies pour les droits humains, 2014, Sakwa, 2016 : 269). Une seconde tentative de résolution est initiée par Petro Porochenko, celui-ci déclarant unilatéralement un cessez-le-feu et une amnistie possible pour certains combattants, en plus d'un processus de paix qui permettrait une décentralisation de l'Ukraine, celle-ci donnant au Donbass une nouvelle forme d'autonomie (BBC, 2014b, Sakwa, 2016 : 272). Les discussions ne mènent cependant que vers un cul-de-sac et le cessez-le-feu terminé le 30 juin, avec une annonce du retour des hostilités par Porochenko le 1^{er} juillet suivant (Sakwa, 2016 : 273, 274). Dans tous les cas, les tentatives de négociations unilatérales de l'Europe ne semblent mener à aucune résolution rapide du conflit à ce moment, rejetant majoritairement le blâme sur la Russie et rendant ainsi toute recherche d'un compromis impossible (Sakwa, 2016 : 288, 289).

3.7.2. Les accords de Minsk I et Minsk II

L'ensemble des tentatives de résolution de conflit au Donbass est couronné d'un échec, menant chaque fois à une gradation de la violence et la perte de vies humaines. Rien n'est différent par suite de l'échec des accords de l'été 2014, ceux-ci voyant les offensives ukrainiennes et prorusses se poursuivre au sein des villes de Donetsk et Lougansk, causant par le fait même la perte d'innombrables vies de personnes civiles

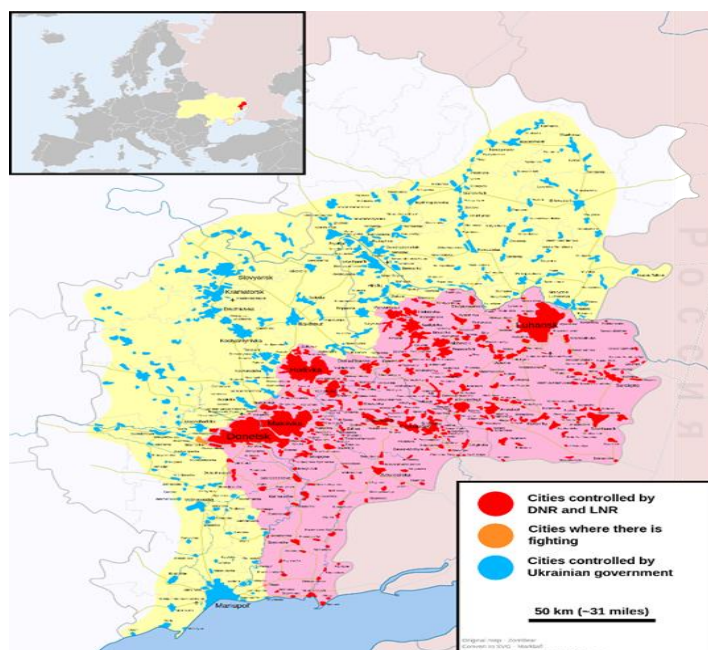
prises au piège entre les deux fronts (OSCE, 2014). Il faut attendre la fin août pour voir la lueur d'un nouveau cessez-le-feu entre les deux fronts et une potentielle résolution du conflit (OSCE, 2014, Charap et coll., 139,140,141).

En effet, c'est à ce moment que la Russie, l'UE, l'Ukraine et les représentants de l'UEE se rencontrent à Minsk pour tenter de trouver une résolution à ce conflit (OSCE, 2014, BBC, 2014c). Les différentes discussions mènent essentiellement à la mise en place d'un protocole de 12 points, appelé Protocole de Minsk I, dont les grandes lignes ressemblent grandement à ce qui avait été proposé par Porochenko en juin 2014 (Charap et coll., 2017 : 140, OSCE, 2014b). Les éléments centraux incluent un cessez-le-feu, avec recul des forces derrière des lignes établies et supervisées par l'OSCE (OSCE, 2014b, Charap et coll., 2017 : 140, 141). Un autre élément crucial inclut une décentralisation de l'Ukraine, permettant une plus grande autonomie du Donbass, bien qu'on ne parle pas directement de fédéralisation du pays (OSCE, 2014b).

Finalement, le protocole permet aussi de donner une forme de pouvoir aux nouvelles autorités régionales, tout comme une amnistie aux combattants insurgés, qu'ils décident de rester en Ukraine ou de quitter pour la Russie (Charap et coll., 2017 : 140, 141). Ce protocole, une fois signé par les différentes parties prenantes, permet de maintenir un certain climat de paix, le tout jusqu'au retour très rapide des hostilités, débutant de nouveau à l'aéroport de Donetsk, là où se trouvent les lignes de division entre les forces armées (Charap et coll., 2017 : 142, Sakwa, 2016 : 296, Sukhov, 2015, Gene, Gambino, 2014). Il faut attendre février 2015 et la visite de la Chancelière Merkel et le Président Hollande à Minsk pour trouver un nouveau terrain d'entente. Ce nouvel accord, appelé communément « Minsk II », qui est issu de longues négociations et délibérations, propose sensiblement les mêmes lignes que Minsk I, à savoir un cessez-le-feu inconditionnel, supervisé par les forces de l'OSCE, tout comme un retour des prisonniers et un retrait des armes lourdes des lignes de front (Charap et coll., 2017 :

142, 143, Sakwa, 2016 : 297, 298, OSCE, 2015). Ce traité, contenant des lacunes semblables au premier, engendre lui aussi un retour des hostilités (Charap et coll., 2017 : 143, BBC, 2015, Luhn, 2015).

Carte du conflit au Donbass en date de juin 2016, des villes contrôlées par les forces ukrainiennes et séparatistes ainsi que des divisions des protocoles de Minsk



Source : ZomBear

Par suite de cette entente, tout semble indiquer que le conflit pourrait devenir un de ces conflits gelés de l'espace postsoviétique, du fait de l'apparente incapacité de développer un projet de fédéralisation de l'Ukraine et un arrêt du support aux combattants par les deux blocs impliqués (Sakwa, 2016 : 297, Lévesque, 2017, Charap et coll., 2017 : 157). L'élection de Volodymyr Zelenski en 2019 et la signature de la

Formule de Steinmeier, formule proposant une élection supervisée dans les régions sécessionnistes, puis le rétablissement des frontières ukrainiennes semblent, à ce moment, signaler une ouverture à un règlement du conflit (Lévesque, 2020, Irish, Chornokondratenko, 2019). La réduction substantielle des affrontements n'a cependant pas permis de réellement résoudre la crise territoriale, le territoire étant depuis ce jour organisé tel une guerre de tranchées (Kramer, 2021, Roth, 2021, Khurshudyan et coll., 2021, TASS, 2021).

3.7.3. Un conflit évitable et prévisible : perspective d'un aveuglement collectif

Le parcours que recense ce chapitre a certainement su mettre en lumière une série d'évènements et de prises de décisions qui auraient pu, s'il en avait été décidé autrement, limiter grandement, voire éviter l'avènement d'une crise internationale autour de l'Ukraine. L'avènement des conditions ayant mené à l'établissement des relations conflictuelles entre la Russie, l'Ukraine et l'Occident a été récapitulé dans le second chapitre, démontrant les raisons par lesquelles un ordre post-guerre froide ne s'est jamais durablement établi entre l'Europe, les États-Unis et la Russie. Cette répétition du modèle historique européen, calqué sur l'élargissement de l'OTAN et des aspirations des puissances d'Europe occidentale a su ternir l'établissement de toutes relations cordiales, ou encore constructives avec la Russie. Divers signes ont été envoyés par la Russie à travers ces évènements, qu'il soit question de tentatives de collaborations, ou encore d'établissement de limites. Les réactions russes au bombardement de la Yougoslavie, l'invasion de l'Irak, l'ingérence américaine en Ukraine en 2004, les promesses d'appartenance à l'OTAN faites à la Géorgie, tout comme la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo ont été quelques-uns des multiples signes envoyés par Moscou pour faire valoir ses intérêts régionaux et surtout, démontrer son durcissement face à l'Occident. Qu'importe la façon dont ces signaux furent interprétés par les divers interlocuteurs du Kremlin, ceux-ci auraient dû en

comprendre que la Russie, après plus de deux décennies de tentatives échouées d'harmonisation de ses relations avec l'Europe, allait éventuellement s'opposer à toute potentielle imposition de conditions catégoriques allant à l'encontre de ses intérêts.

Malgré cela, les dirigeants occidentaux ont réagi à l'intervention, puis à l'annexion de la Crimée tel un coup de grisou, vilipendant la Russie au même moment où on lui imposait des conditions de retour à la paix découlant de l'impossible. Moscou fut accusée de jouer ce jeu à somme nulle en s'emparant de la Crimée, envers et contre tous, faisant fi de sa relation future avec l'Ukraine tout comme avec l'Occident, s'isolant par le fait même sur la scène internationale et régionale. Ces accusations, bien qu'elles ne soient pas entièrement fausses, font abstraction, la plupart du temps, du jeu à somme nulle auquel l'ensemble des parties de cette crise ont pris part. N'eussent été que de la Russie, les accusations impérialistes auraient eu bien raison de leurs accusations. En revanche, les réponses négatives et draconiennes aux tentatives de négociations de la Russie sont plus à même d'avoir durci le ton de Moscou, surtout lorsque les événements des dernières décennies sont pris en compte.

En d'autres mots, s'il n'avait pas été question d'un aveuglement collectif de plusieurs décennies quant au développement d'une relation constructive avec la Russie, tout comme la répétition de ce comportement lors de la crise en Ukraine, l'UE et Washington auraient peut-être pu prévenir l'annexion de la Crimée qui n'avait jamais été programmée avant 2014. En choisissant le cycle d'action vindicatif qu'ils ont préconisé, ces puissances ont poussé la Russie vers l'annexion, seul choix qui lui restait si elle voulait s'assurer de ne pas perdre sa base militaire majeure de Sébastopol. De surcroît, si les négociations n'avaient pas toujours été traitées telle une ligne de front entre le monde occidental et l'autre russe, des négociations efficaces auraient pu voir le jour au Donbass. Richard Sakwa pose d'ailleurs une question fort simple : Tout cela pour quoi? Question fort légitime, car à la lumière de ce chapitre, il semblerait que très

peu d'agents prenant part au conflit en sont sortis victorieux. En fait, chaque parti affirme tenir tête à l'autre front et défend sa prise de décision mordicus, imposant des décisions quasi ridicules au bloc opposé, tentant toujours de sortir victorieux du conflit. En revanche, personne ne semble vouloir faire exception et ouvrir la porte à une réelle résolution de conflit qui impliquerait de perdre certains acquis potentiels, à l'exception peut-être de la Russie et de l'UE. Les dernières négociations entourant un cessez-le-feu au Donbass ont certainement engendré une tentative de collaboration, notamment en ce qui a trait aux questions de l'intégration économique de l'Ukraine. Somme toute, le régime de sanctions, dont Washington est le grand directeur, ainsi que les demandes de retour de la Crimée restent un frein effectif à l'établissement d'une réelle fin au conflit ukrainien, tout comme à un rétablissement d'une relation russo-occidentale constructive.

CONCLUSION

En définitive, le but de ce mémoire était de mettre en lumière certains des éléments qui permettent de comprendre les raisons qui ont poussé la Russie à annexer la Crimée, décision qui fut lourde de conséquences, autant au niveau régional qu'international. Pour ce faire, il fut question d'explorer non seulement les événements entourant la crise ukrainienne et le conflit en Ukraine, mais aussi les plus importantes considérations historiques dont il est nécessaire de tenir compte. Ceci impliquait donc la considération que l'annexion de la Crimée ne fût pas un phénomène inattendu ou impromptu, mais le dénouement de plusieurs décennies de conflits, tel que tente de le démontrer ce mémoire. Sans considérer la gradation des événements dans le temps, autant au niveau des décennies précédentes que des mois et semaines précédant les événements, il est trop facile de tomber dans des analyses impérialistes, purement économiques ou encore affirmant que l'annexion était planifiée depuis longtemps. L'idée principale défendue par ce mémoire est en lien avec cette gradation d'événements, c'est-à-dire que l'annexion de la Crimée est tout d'abord le produit d'une incapacité à établir un ordre international post-guerre froide tenant compte des intérêts de la Russie. De plus, ce mémoire tente de défendre l'idée que le conflit en Ukraine est la répétition de ce phénomène de longue haleine, cette-fois-ci appliqué à un conflit ayant initialement débuté à l'intérieur de l'Ukraine et s'étant internationalisé par la répétition du jeu à somme nulle entre blocs de puissance qui ont caractérisé les relations russo-occidentales post-1991. En d'autres mots, l'incapacité de « l'autre » occidental à reconnaître les intérêts de la Russie dans l'établissement de l'ordre européen et mondial post-guerre froide est le principal responsable de l'évolution du

comportement russe allant d'un État collaborateur à une puissance revanchiste telle que nous la connaissons aujourd'hui. Les événements internes à l'Ukraine et ayant mené à l'Euromaidan, puis à l'annexion de la Crimée ont quant à eux agi en tant que catalyseurs du revanchisme russe, exacerbant de nouveau la relation russo-occidentale et russo-ukrainienne, déclenchant la crise ukrainienne. C'est ici aussi par une répétition du jeu à somme nulle ayant dicté le comportement occidental à l'égard de la Russie et les États de l'espace postsoviétique que s'est construit ce conflit, du fait de l'incapacité, ou de l'absence de volonté des dirigeants américains et de l'UE de reconnaître les intérêts de la Russie dans cette situation. Il est aussi question ici de la tentative d'imposition unilatérale de conditions à la Russie, sans réelle possibilité de dénouement à somme positive ou de laquelle tous les agents prenant part à la crise auraient pu sortir satisfaits. C'est donc à la lumière de cette crise internationale, agissant tel l'aboutissement de près de trois décennies d'incapacité à se faire reconnaître adéquatement par l'Occident que la Russie a décidé de franchir le point de non-retour, d'annexer la Crimée et de s'ingérer dans le conflit au Donbass qui aujourd'hui semble prendre des allures d'un conflit gelé.

D'un point de vue théorique, ce travail de recherche s'est majoritairement basé sur les travaux de Richard Sakwa et Andrei Tsygankov, qui sont tous deux experts de la politique intérieure et extérieure de la Russie, le premier adoptant une approche réaliste se rapprochant de l'école anglaise, le second s'inspirant des approches constructivistes en relations internationales. Ces deux approches sont préconisées, du fait que toutes deux offrent des analyses très complètes des événements survenus en Ukraine en 2014, tout comme une analyse intéressante et relativement complète des éléments majeurs ayant défini l'évolution de la relation Russie-Occident et Russie-Ukraine depuis la chute de l'URSS. Ces deux auteurs estiment, tel que le présente ce mémoire, que l'avènement du revanchisme russe est un processus de longue haleine ayant culminé en 2014 par suite du mouvement révolutionnaire ukrainien. Dans les

deux cas, ces deux auteurs s'entendent également sur les divergences identitaires ayant contribué à l'établissement du conflit. Sakwa se concentre davantage sur les identités intra-Ukraine et la façon dont la Russie, l'Ukraine, l'UE et les États-Unis ont réagi face à celles-ci. Tsygankov, quant à lui, se concentre sur la perception identitaire que la Russie se fait d'elle-même en ce qui a trait au conflit et la met en relation avec la perception que l'Ukraine et les Occidentaux se font de cette même identité. Dans les deux cas, ces analyses ne sont pas opposées, bien qu'arborant des cadres conceptuels différents. En fait, celles-ci arrivent à des conclusions fort semblables, proposant toutefois des routes différentes, routes qui, nous osons l'espérer, permettent de mieux comprendre les raisons qui ont poussé la Russie à annexer la Crimée.

Ultimement, nous considérons que l'approche théorique préconisée dans ce mémoire fut à même de démontrer le processus par lequel la Russie est venue à prendre la décision d'annexer la Crimée et de formaliser son revanchisme d'une façon aussi forte. Elle fut en mesure d'éclairer le processus par lequel la Russie a su évoluer d'un État collaborateur et tentant de se rapprocher de l'Occident, à une puissance désabusée, désillusionnée et activement revanchiste. Les autres approches théoriques dominantes soit les analyses purement réalistes et impérialistes ne sont pas à même de démontrer ce processus convenablement. En effet, dans le cas des approches réalistes, celles-ci ne tiennent que très peu, voire pas du tout compte de la question identitaire de la Russie sur la scène internationale. Tout est une question d'intérêt national et de prendre des décisions pour maximiser la puissance et la sécurité russe, à la différence que certaines variantes accordent une certaine agentivité au chef d'État, ici Poutine. Or, ce mémoire a démontré, tout au long du processus, que la Russie, malgré une remontée graduelle en puissance, a périodiquement tenté de collaborer avec l'Occident, et ce jusqu'à la toute fin. Dans la situation entourant l'annexion de la Crimée, Poutine n'aurait pas eu à dialoguer avec Obama ni l'UE ou encore à négocier l'entrée de l'Ukraine dans l'UEE si sa seule considération était le positionnement stratégique de la Russie dans la mer

noire. Il aurait pu tout simplement annexer la région en utilisant un casus belli risible pour justifier le tout. Pour ce qui est des approches impérialistes, qui stipulent que la Russie ne fait que poursuivre une tentative de restitution de son empire, ce mémoire démontre adéquatement que la Russie n'a pas systématiquement cherché à faire cela depuis la chute de l'URSS. L'ensemble des périodes de collaboration russo-occidentales, ainsi que le jeu entourant le statut de la Crimée et le Donbass, démontrent encore une fois que malgré une volonté d'imposer une influence russe sur l'espace postsoviétique, il n'est pas question de reprendre un contrôle complet sur les ex-États de l'empire et de l'URSS. Qui plus est, beaucoup de ces analyses impérialistes se basent sur le discours et certaines prises de décision controversées pour prêter certaines intentions aux décideurs russes. Ceci semble être issu de mauvaise foi et surtout, ne fait en aucun cas avancer la compréhension du comportement russe en politique étrangère, en plus de générer une part de russophobie en Occident. Enfin, si les analystes utilisant cette approche étaient en mesure d'obtenir une entrevue ou des données légitimes provenant des gens chargés de formuler la politique extérieure de la Russie, cette thèse pourrait être vérifiée. Pour l'instant cependant, cette position relève de la perception négative occidentale que l'on se fait de la Russie. En ce qui a trait aux réalistes, si ceux-ci étaient en mesure de démontrer que l'identité, les perceptions, la culture politique et les différents courants relationnels entre la Russie et l'Occident n'étaient que des couvertures sous-tendant un intérêt national clair, constant et défini, ceux-ci pourraient facilement invalider la thèse défendue dans ce mémoire. Or, l'arrivée d'approches réformées du réalisme, notamment de l'approche néoclassique, avec sa prise en compte du comportement des dirigeants et de la politique intérieure dans la formulation de la politique étrangère, semble plutôt suggérer l'inadéquation de ces théories plus classiques avec la complexité de l'étude de la politique extérieure.

Cette approche théorique hybride est le sujet principal du premier chapitre de ce mémoire, établissant les bases théoriques des deux auteurs qui sont principalement

mobilisés pour comprendre le phénomène qu'est la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée. Ce positionnement théorique tient à une volonté d'éviter les critiques plus classiques qui sont présentées des actions de la Russie dans les analyses et médias occidentaux qui accusent trop souvent la Russie d'avoir des intentions impérialistes et de vouloir restituer son ex-empire, et ce depuis l'avènement de Vladimir Poutine au pouvoir. Bien que dans les dernières années la politique extérieure russe s'est affirmée avec beaucoup plus d'assurance et est dorénavant teintée d'un fort revanchisme, il est absolument faux de prétendre que ce revanchisme est naturel à l'identité russe et à la prise de décision politique de Vladimir Poutine. En d'autres mots, le premier chapitre tentait d'établir les bases conceptuelles pour comprendre comment l'identité russe est passée d'un État tentant de s'occidentaliser, en collaborant avec les puissances occidentales, le tout malgré plusieurs déceptions, à un État s'affirmant davantage contre les décisions occidentales, jusqu'à s'identifier comme pleinement revanchiste et néo-révisionniste. Ces outils conceptuels permettaient notamment d'établir les bases sur lesquelles les chapitres suivants se sont appuyés pour analyser l'évolution du comportement russe en politique extérieure et sa perception du comportement de l'Ukraine et des puissances occidentales.

Le second chapitre, pour sa part, se base sur les approches théoriques du premier chapitre pour établir les considérations historiques principales pour comprendre l'évolution identitaire et comportementale de la Russie post-1991 en politique extérieure. Le but principal de ce chapitre est de démontrer le processus par lequel la relation entre la Russie, l'Occident et l'Ukraine s'est ternie à travers les années, au point d'ouvrir la porte à un conflit tel celui qui eut lieu en Ukraine en 2013-2014. En effet, ce chapitre démontre que la Russie des années 1990 et du début des années 2000 était grandement ouverte à collaborer avec l'Occident dans l'établissement de l'Ordre post-guerre froide, dans le but de faire valoir ses intérêts et développer un nouveau projet européen, que Richard Sakwa appelle la « Grande Europe », projet dépassant les

idéaux classiques du projet européen historique, celui-ci basé sur l'élargissement de l'OTAN et des idéaux de l'Europe occidentale. Le chapitre s'est concentré sur les événements les plus importants de la relation russo-occidentale et russo-ukrainienne, c'est-à-dire la guerre contre la Yougoslavie de 1999, l'invasion de l'Afghanistan de 2001 et de l'Irak de 2003, les vagues d'élargissement de l'OTAN à l'espace postsoviétique, la révolution orange de 2004 et la guerre avec la Géorgie de 2008. Ultimement, ce chapitre établit les conditions historiques qui ont été nécessaires pour inciter la Russie à intervenir comme elle l'a fait en Ukraine en 2014, jusqu'à décider d'annexer la Crimée.

Le troisième chapitre, composant le cœur du mémoire, s'est concentré sur l'analyse des événements entourant le conflit en Ukraine, la crise ukrainienne internationale qui s'en est suivie, ainsi que l'annexion de la Crimée. Débutant par l'arrivée de Viktor Ianoukovitch à la présidence en 2010, ainsi que la hausse de la corruption par son administration, puis le balancement de celui-ci entre les accords économiques de l'UE et la Russie, le chapitre débute en faisant le lien entre l'initiation du mouvement de l'Euromaidan de 2013 et les événements de la révolution orange de 2004. L'analyse présente dans ce chapitre, qui utilise la méthode du process tracing, permet d'étudier la réponse des administrations ukrainiennes, russes et occidentales au conflit. Qui plus est, elle permet d'expliquer la façon dont les événements ont été perçus par chaque agent aux prises avec le conflit. En ce sens, la description large permet d'illustrer la façon par laquelle l'éclatement du conflit ukrainien a su devenir une crise internationale perçue telle une tentative de miner les intérêts russes par l'Occident et l'Ukraine occidentale aux yeux de Moscou. Enfin, l'ensemble du chapitre présente l'évolution des événements et le jeu à somme nulle auquel se sont prêtées la Russie, l'UE et les grandes puissances européennes, tout comme les États-Unis. Celui-ci démontre comment ce jeu mène ultimement la Russie au pied du mur des négociations, étant forcé par les États-Unis de se retirer complètement du conflit et d'accepter un

basculement inconditionnel de l'Ukraine dans le projet économique européen. La tournure de ces événements démontre ainsi le processus par lequel ce conflit fut, à plus petite échelle, une répétition de la relation russo-occidentale, dans laquelle l'Occident a tenté d'imposer ses conditions et sa prise de décision à la Russie, sans reconnaître ses intérêts. La différence entre ce conflit et les précédents vient de l'ensemble de la détérioration des relations entre la Russie, l'Ukraine et l'Occident, ainsi que l'enjeu auquel la Russie considérait faire face : la perte de l'ensemble de l'Ukraine de sa sphère d'influence ou l'annexion de la Crimée avec le risque d'une perte du reste du territoire ukrainien de sa sphère d'influence. Face à cette décision, le choix le plus cohérent pour Poutine fut de changer d'idées, par suite de sa conversation avec Obama, puis d'annexer la péninsule, pour ainsi garantir sa position stratégique dans la mer Noire, celui-ci assumant qu'il allait perdre le reste de son influence sur le reste de l'Ukraine, celle-ci ayant effectué un virage identitaire nationaliste foncièrement antirusse.

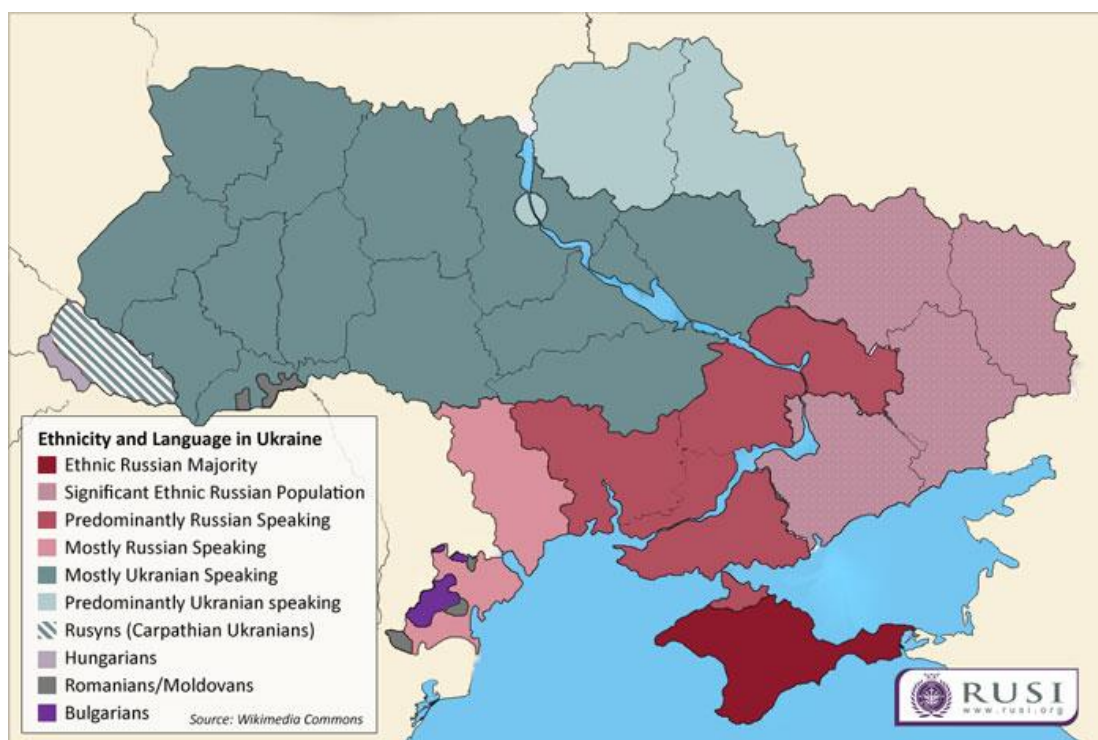
En ce qui a trait à la méthodologie et au choix des phénomènes retenus et étudiés dans les second et troisième chapitres, ceux-ci furent majoritairement sélectionnés par suite de la revue de la littérature, étant identifiés comme les enjeux les plus saillants, c'est-à-dire qui semblaient influencer le plus l'évolution de l'identité russe en politique extérieure dans un premier temps, ainsi que l'évolution de sa prise de décision dans le conflit en Ukraine dans un second. Bien évidemment, d'autres phénomènes auraient pu être inclus afin d'élargir davantage et rendre encore plus détaillée l'analyse. Cela étant dit, certains éléments ont dû être mis de côté au détriment d'autres, dans le but d'alléger l'analyse présente dans le mémoire et éviter d'aller davantage dans la description d'événements. Toutefois, il est clair qu'un certain biais de sélection peut avoir eu lieu lors de la sélection de ces événements, car il n'était point possible d'assurer une analyse systématique de chaque événement tout en tenant compte des restrictions imposées pour la rédaction de ce mémoire. En ce qui a trait à l'efficacité de la démonstration, il fut difficile d'assurer une triangulation des données tel qu'il est recommandé pour

renforcer les résultats de la recherche. En effet, peu de sources primaires étaient disponibles au niveau de la prise de décision des acteurs (principalement la Russie), tandis que les sources journalistiques et les récits d'individus présents sur les lieux étaient beaucoup plus abondants. Il fut ainsi décidé de sacrifier une partie de la triangulation afin d'assurer un respect du temps imparti pour la réalisation de ce travail de recherche, considérant la durée parfois étendue des recherches utilisant la technique du traçage de processus.

Finalement, il est fort important de mentionner que l'analyse de l'évolution identitaire de la Russie d'un État collaborateur à une puissance revanchiste est principalement issue de la perception que la Russie se fait d'elle-même, mais surtout de la perception qu'elle se fait des intentions de l'Occident à son égard. En ce sens, il n'est pas utile de savoir si ces perceptions sont vraies ou fausses, car ultimement, il n'était pas ici question de connaître hors de tout doute les intentions de Vladimir Poutine et des dirigeants de la politique étrangère russe en ce qui a trait à la prise de la Crimée, mais bien de s'affairer à comprendre le processus ayant mené Moscou à changer son positionnement et son discours sur le long, moyen et plus court terme.

ANNEXE A

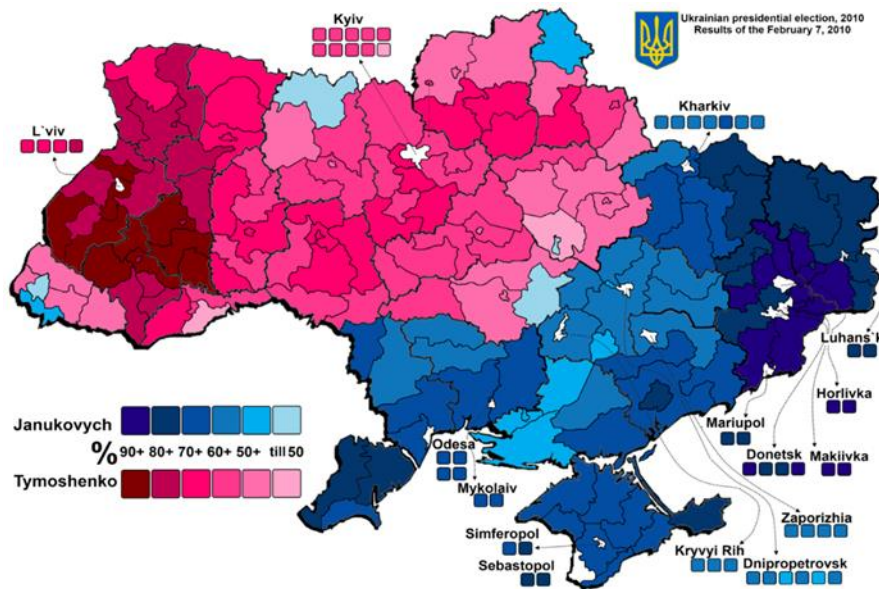
CARTE DES DIVISIONS ETHNOLINGUISTIQUES EN UKRAINE



Source : Institut RUSI

ANNEXE B

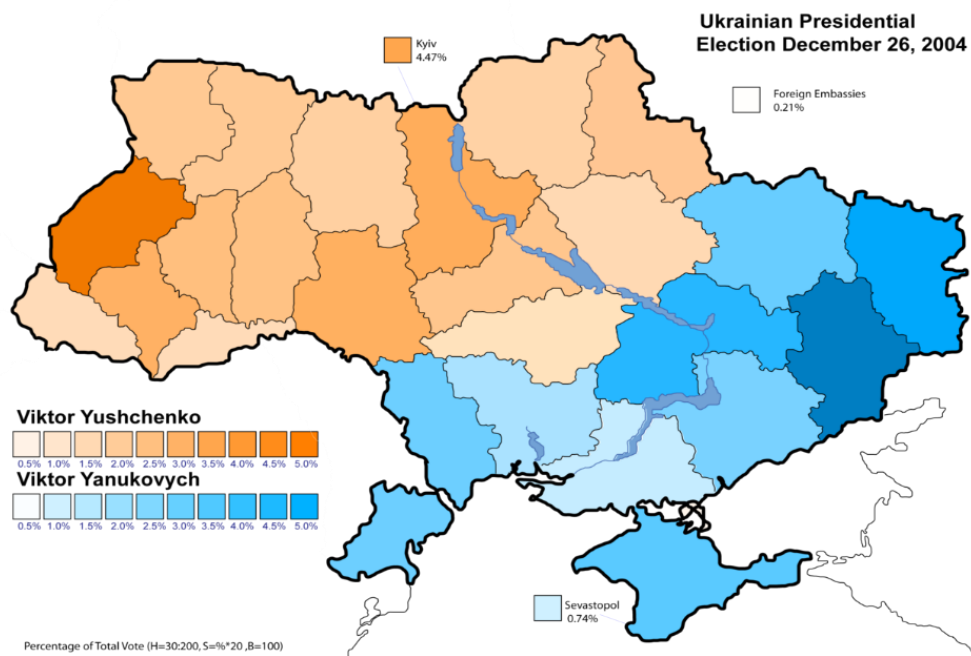
CARTE DES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2010 EN UKRAINE



Source : Vasyl Babich

ANNEXE C

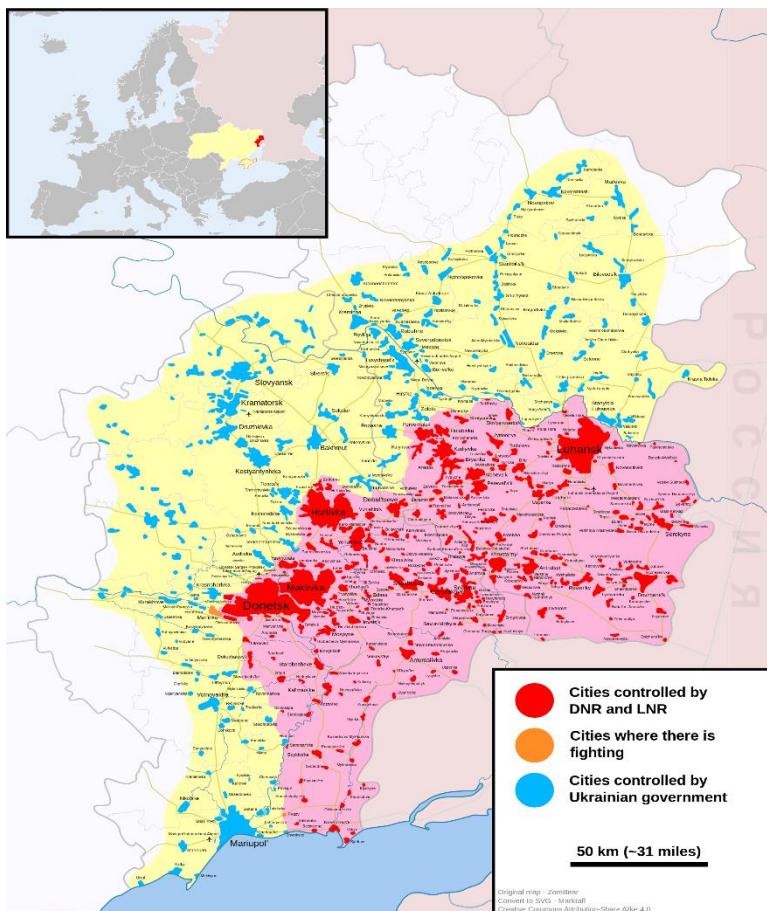
CARTE DES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2004 EN UKRAINE



Source : DemocracyAtWork

ANNEXE D

CARTE DU CONFLIT AU DONBASS EN DATE DE JUIN 2016, DES VILLES
CONTRÔLÉES PAR LES FORCES UKRAINIENNES ET SÉPARATISTES AINSI
QUE DES DIVISIONS DES PROTOCOLES DE MINSK



Source : Zombear

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et chapitres de livres

Aslund, A. et McFaul, M. (2006). *Revolution in Orange: The Origins of Ukraine's Democratic Breakthrough*. Brookings Institution Press.
<http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqam/detail.action?docID=3004487>

Barkin, J. S. (2010). *Realist Constructivism: Rethinking International Relations Theory* (1^{re} éd.). Cambridge University Press.

Bercovitch, J., Kremenjuk, V. et Zartman, I. W. (dir.). (2008). *The SAGE Handbook of Conflict Resolution* (1st Edition). SAGE Publications Ltd.

Buzan, B. (2004). *From International to World Society?: English School Theory and the Social Structure of Globalisation*. Cambridge University Press.
<https://doi.org/10.1017/CBO9780511616617>

Charap, S., Colton, T. J. et Colton, T. J. (2018). *Everyone Loses : The Ukraine Crisis and the Ruinous Contest for Post-Soviet Eurasia*. Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9780429031571>

Checkel, J. T. (2013). Chapter 9: Theoretical Pluralism in IR: Possibilities and Limits. Dans *Handbook of International Relations* (SAGE Pub).
http://sk.sagepub.com/reference/hdbk_interntlrelations/n9.xml

Dahl, R. A. et Rae, D. W. (1961). *Who Governs?: Democracy and Power in an American City* (Second édition). Yale University Press.

D'Anieri, P. (2019). *Ukraine and Russia: From Civilised Divorce to Uncivil War*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108657044>

English, R. (2000). *Russia and the Idea of the West: Gorbachev, Intellectuals, and the End of the Cold War*. Columbia University Press.

Finnemore, M. (2003). *The Purpose of Intervention: Changing Beliefs About the Use of Force*. Cornell University Press. <http://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctt24hg32>

Fridman, O. (2018). *Russian «Hybrid Warfare»: Resurgence and Politicization*. Oxford University Press.

Gahrton, P. (2010). *Georgia: Pawn in the New Great Game*. Pluto Press.

Gamble, A. et Lane, D. (2009). *The European Union and World Politics: Consensus and Division*. Palgrave Macmillan.

Gerlach, J. (2014). *Color Revolutions in Eurasia*. Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-07872-4>

Goldgeier, J. M. et McFaul, M. (2003). *Power and Purpose*. Brookings Institution Press. <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.7864/j.ctt1gpccth>

Grigas, A. (2016). *Beyond Crimea: The New Russian Empire*. Yale University Press.

Grigas, A. (2017). *The New Geopolitics of Natural Gas* (Hardcover). Harvard University Press.

Herpen, M. H. V. (2014). *Putin's Wars: The Rise of Russia's New Imperialism*. Rowman & Littlefield Publishers.

Hill, W. H. (William H., 1945-. (2018). *No place for Russia: European security institutions since 1989*. Columbia University Press. [1 online resource (ix, 519 pages).]. <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=1897281>

Kubalkova, V. (1998). *International Relations in a Constructed World*. Routledge.

- Kuzio, T. (s. d.). *Putin's War Against Ukraine: Revolution, Nationalism, and Crime*.
- Lobell, S. E., Ripsman, N. M. et Taliaferro, J. W. (2009). *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy* (1^{re} éd.). Cambridge University Press.
- Macleod, A., O'Meara, D. et Université du Québec à Montréal. Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité. (2010). *Théories des relations internationales: contestations et résistances* (2e éd. rev. et augm.). Athéna éditions ; CÉPÉS, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité.
- Mearsheimer, J. J. (2014). *The Tragedy of Great Power Politics*. WW Norton.
- Mitchell, L. A. (2012). *The Color Revolutions* (Illustrated edition). University of Pennsylvania Press.
- Molchanov, M. A. (2002). *Political Culture and National Identity in Russian-Ukrainian Relations* (*Eastern European Studies*, 17) (1^{re} éd.).
- Morgenthau, H. J. et Thompson, K. W. (1997). *Politics among nations : the struggle for power and peace* (6th international ed.). McGraw-Hill.
- Ó Beacháin, D. et Polese, A. (2012). *The colour revolutions in the former Soviet republics: successes and failures*. Routledge.
- O'HANLON, M. E. (2017). *Beyond NATO*. Brookings Institution Press.
<http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.7864/j.ctt1vjqp72>
- Richard Sakwa auteur. (2017). *Russia against the rest [ressource électronique]: the post-Cold War crisis of world order*. Cambridge University Press.
http://openurl.uquebec.ca:9003/uqam?url_ver=Z39.88-2004&url_ctx_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:ctx&ctx_enc=info:ofi/enc:UTF-8&ctx_ver=Z39.88-2004&rft_id=info:sid/sfxit.com:azlist&sfx.ignore_date_threshold=1&rft.isbn=9781316675885

Sakwa, R. (2014). *Putin Redux: Power and Contradiction in Contemporary Russia* (1er édition). Routledge.

Sakwa, R. (2016). *Frontline Ukraine: Crisis in the Borderlands*. I.B. Tauris.

Sakwa, R. (2020). *The Putin Paradox*. I.B. Tauris.

Schelling, T. C. (1981). *The Strategy of Conflict: With a New Preface by the Author*. Harvard University Press.

Schivelbusch, W. (2000). *The culture of defeat: on national trauma, mourning, and recovery*. Henry Holt and Co.

Shesterinina, A. (2021). *Mobilizing in Uncertainty*. Cornell University Press.
<http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.7591/j.ctv153k5w6>

Smith, M. (2006). *Russia and NATO Since 1991: From Cold War Through Cold Peace to Partnership?* Taylor & Francis Group.
<http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqam/detail.action?docID=261303>

Stent, A. E. (2014). *The Limits of Partnership: U.S.-Russian Relations in the Twenty-First Century*. Princeton University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt4cgb8m>

Steven Rosefielde auteur. (2017). *The Kremlin strikes back [ressource électronique]: Russia and the West after Crimea's annexation*. Cambridge University Press.
http://openurl.uquebec.ca:9003/uqam?url_ver=Z39.88-2004&url_ctx_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:ctx&ctx_enc=info:ofi/enc:UTF-8&ctx_ver=Z39.88-2004&rft_id=info:sid/sfxit.com:azlist&sfx.ignore_date_threshold=1&rft.isbn=9781316423301

Tsygankov, A. (2014). *Russia and the West from Alexander to Putin: honor in international relations* (First paperback edition.). Cambridge University Press.

Tsygankov, A. (2019). *Russia's Foreign Policy - Fifth Edition* (Fifth edition). Rowman & Littlefield.

Tsygankov, A. (2009). *Russophobia : anti-Russian lobby and American foreign policy*. New York: Palgrave Macmillan. <http://archive.org/details/russophobiaantir00tsyg>

Waltz, K. N. (2001). *Man, the State, and War: A Theoretical Analysis* (REV-Revised, 2). Columbia University Press. <https://doi.org/10.7312/walt12537>

Waltz, K. N. (2010). *Theory of international politics*. Waveland Press.

Wendt, A. (1999). *Social Theory of International Politics*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511612183>

Wilson, A. (2005). *Ukraine's Orange Revolution*. Yale University Press.

Wilson, A. (2014). *Ukraine Crisis: What It Means for the West*. Yale University Press.

Articles scientifiques

Allison, R. (2014). Russian « deniable » intervention in Ukraine: how and why Russia broke the rules. *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, 90(6), 1255-1297.

Allison, R. (2017). Russia and the post-2014 international legal order: revisionism and realpolitik. *International Affairs*, 93(3), 519-543. <https://doi.org/10.1093/ia/iix061>

Ambrosio, T. (2005). The Russo-American Dispute over the Invasion of Iraq: International Status and the Role of Positional Goods. *Europe-Asia Studies*, 57(8), 1189-1210.

Aslund, A. et Snegovaya, M. (2021). Report: The impact of Western sanctions on Russia and how they can be made even more effective. *Atlantic Council*. <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/report/the-impact-of-western-sanctions-on-russia/>

Audinet, M. (2018). Diplomatie publique concurrentielle dans la crise ukrainienne. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N° 2(2), 171-204.

Battistella, D. (2004). L'ordre international. *Revue internationale et stratégique*, n° 54(2), 89-98.

Becker, M. E., Cohen, M. S., Kushi, S. et McManus, I. P. (2016). Reviving the Russian empire: the Crimean intervention through a neoclassical realist lens. *European Security*, 25(1), 112-133. <https://doi.org/10.1080/09662839.2015.1084290>

Beissinger, M. R. (2013). The Semblance of Democratic Revolution: Coalitions in Ukraine's Orange Revolution. *American Political Science Review*, 107(3), 574-592. <https://doi.org/10.1017/S0003055413000294>

Bezes, P., Palier, B. et Surel, Y. (2018). Le process tracing : du discours de la méthode aux usages pratiques. *Revue française de science politique*, 68(6), 961-965.

Biersack, J. et O'Lear, S. (2014). The geopolitics of Russia's annexation of Crimea: narratives, identity, silences, and energy. *Eurasian Geography and Economics*, 55(3), 247-269. <https://doi.org/10.1080/15387216.2014.985241>

Böller, F. et Werle, S. (2016). Fencing the bear? Explaining US foreign policy towards Russian interventions. *Contemporary Security Policy*, 37(3), 319-340, 1831293087. <https://doi.org/10.1080/13523260.2016.1202653>

Bratersky, M. (2018). Russia's Pivot to Asia: Situational Interest or Strategic Necessity? *Asian Politics & Policy*, 10(4), 584-596. <https://doi.org/10.1111/aspp.12418>

- Buzan, B. (2001). The English School: An Underexploited Resource in IR. *Review of International Studies*, 27(3), 471-488.
- Collier, D. (2011). Understanding Process Tracing. *PS: Political Science & Politics*, 44(4), 823-830. <https://doi.org/10.1017/S1049096511001429>
- Copsey, N. et Shapovalova, N. (2010). The Ukrainian Presidential Election of 2010. *Representation*, 46(2), 211-225. <https://doi.org/10.1080/00344893.2010.485842>
- D'Anieri, P. (2003). Leonid Kuchma and the Personalization of the Ukrainian Presidency. *Problems of Post-Communism*, 50(5), 58-65. <https://doi.org/10.1080/10758216.2003.11656055>
- Darden, K. A. (2017). Russian Revanche: External Threats & Regime Reactions. *Daedalus*, 146(2), 128, 1981796341.
- Feinstein, S. G. et Pirro, E. B. (2021). Testing the world order: strategic realism in Russian foreign affairs. *International Politics*. <https://doi.org/10.1057/s41311-021-00285-5>
- Gerring, J. (2004). What Is a Case Study and What Is It Good for? *The American Political Science Review*, 98(2), 341-354.
- Gidadhubli, R. G. (2004). Expansion of NATO: Russia's Dilemma. *Economic and Political Weekly*, 39(19), 1885-1887.
- Götz, E. (2017). Putin, the State, and War: The Causes of Russia's Near Abroad Assertion Revisited*+. *International Studies Review*, 19(2), 228-253. <https://doi.org/10.1093/isr/viw009>
- Guriev, S. et Rachinsky, A. (2005). *The Role of Oligarchs in Russian Capitalism*, 19(1), 29.

James, B., Katie, S. et Russ, O. (2014, 8 mai). Despite Concerns about Governance, Ukrainians Want to Remain One Country. *Pew Research Center's Global Attitudes Project*. <https://www.pewresearch.org/global/2014/05/08/despite-concerns-about-governance-ukrainians-want-to-remain-one-country/>

Klima, R. (1972). Theoretical pluralism, methodological dissension and the role of the sociologist: The West German case. *Social Science Information*, 11(3-4), 69-108. <https://doi.org/10.1177/053901847201100303>

Kofman, M., Tkacheva, O., Oberholtzer, J., Radin, A., Nichiporuk, B. et Migacheva, K. (2017). *Lessons from Russia's operations in Crimea and Eastern Ukraine*. Rand Corporation.

Legro, J. W. et Moravcsik, A. (1999). Is Anybody Still a Realist? *International Security*, 24(2), 5-55. <https://doi.org/10.1162/016228899560130>

Lévesque, J. et Breault, Y. (2016). La multipolarité et sa tournure « revanchiste » dans la politique internationale de la Russie : ses causes, son cheminement et les options du Canada. *Études internationales*, 47(4), 431-450. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.7202/1042056ar>

Mahoney, J. (2001). Beyond Correlational Analysis: Recent Innovations in Theory and Method. *Sociological Forum*, 16(3), 575-593.

Malinova, O. (2019). Russian Identity and the “Pivot to the East”. *Problems of Post-Communism*, 66(4), 227-239. <https://doi.org/10.1080/10758216.2018.1502613>

Mccgwire, M. et Clarke, M. (2008). NATO expansion: ‘a policy error of historic importance’. *International Affairs*, 84(6), 1281-1301. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2346.2008.00769.x>

- McFaul, M. (2020). Putin, Putinism, and the Domestic Determinants of Russian Foreign Policy. *International Security*, 45(2), 95-139. https://doi.org/10.1162/isec_a_00390
- Newnham, R. (2011). Oil, Carrots, and Sticks: Russia's Energy Resources as a Foreign Policy Tool. *Journal of Eurasian Studies*, 2(2), 134-143. <https://doi.org/10.1016/j.euras.2011.03.004>
- Nikitina, Y. (2014). The « Color Revolutions » and « Arab Spring » in Russian Official Discourse. *Connections*, 14(1), 87-104.
- Nikolayenko, O. (2009). Youth Movements in Post-Communist Societies: A Model of Nonviolent Resistance. *CDDRL Working Papers*. https://cddrl.fsi.stanford.edu/publications/youth_movements_in_postcommunist_societies_a_model_of_nonviolent_resistance
- Nisnevich, Y. et Ryabov, A. (2019). Post-Soviet Authoritarianism. *Sociological Research*, 58(1-2), 1-19. <https://doi.org/10.1080/10610154.2019.1688994>
- Rathbun, B. (2008). A Rose by Any Other Name: Neoclassical Realism as the Logical and Necessary Extension of Structural Realism. *Security Studies*, 17(2), 294-321. <https://doi.org/10.1080/09636410802098917>
- Ricks, J. I. et Liu, A. H. (2018). Process-Tracing Research Designs: A Practical Guide. *PS: Political Science & Politics*, 51(4), 842-846. <https://doi.org/10.1017/S1049096518000975>
- Rose, G. (1998). Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy. *World Politics*, 51(1), 144-172.
- Rucker, L. (2004). La contestation de l'ordre international : les États révolutionnaires. *Revue internationale et strategique*, n° 54(2), 109-118.

Sakwa, R. (2013). The Cold Peace: Russo-Western Relations as a Mimetic Cold War. *Cambridge Review of International Affairs*, 26(1), 203-224.

Sakwa, R. (2019). Russian Neo-Revisionism. *Russian Politics*, 4(1), 1-21.

Sakwa, R. (2020a). Is Putin an Ism? *Russian Politics*, 5(3), 255-282.

Sakwa, R. (2020b). The new era of confrontation: Russia and the World: 2020 IMEMO Forecast. *New Perspectives*. <https://doi.org/10.1177/2336825X20954442>

Schweller, R. L. (2004). Unanswered Threats: A Neoclassical Realist Theory of Underbalancing. *International Security*, 29(2), 159-201.

Shirov, A. A., Semikashev, V. V., Yantovskii, A. A. et Kolpakov, A. Yu. (2016). Russia and Europe: Energy union of energy conflict? (Eight years after). *Studies on Russian Economic Development*, 27(2), 127-137. <https://doi.org/10.1134/S1075700716020143>

SHULMAN, S. et BLOOM, S. (2012). The legitimacy of foreign intervention in elections: the Ukrainian response. *Review of International Studies*, 38(2), 445-471.

Sterling-Folger, J. (1997). Realist Environment, Liberal Process, and Domestic-Level Variables. *International Studies Quarterly*, 41(1), 1-25. <https://doi.org/10.1111/0020-8833.00031>

Tsvetov, A. (2016). After Crimea: Southeast Asia in Russia's Foreign Policy Narrative. *Contemporary Southeast Asia*, 38(1), 55-80. <http://dx.doi.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.1355/cs38-1c>

Tsygankov, A. (2015). Vladimir Putin's last stand: the sources of Russia's Ukraine policy. *Post-Soviet Affairs*, 31(4), 279-303. <https://doi.org/10.1080/1060586X.2015.1005903>

Tsygankov, A. P. (2014). The frustrating partnership: Honor, status, and emotions in Russia's discourses of the West. *Communist and Post-Communist Studies*, 47(3), 345-354. <https://doi.org/10.1016/j.postcomstud.2014.09.004>

Tsygankov, A. et Tarver-Wahlquist, M. (2009). Duelling Honors: Power, Identity and the Russia–Georgia Divide. *Foreign Policy Analysis*, 5, 307-326. <https://doi.org/10.1111/j.1743-8594.2009.00095.x>

Wendt, A. (1994). Collective Identity Formation and the International State. *The American Political Science Review*, 88(2), 384-396. <https://doi.org/10.2307/2944711>

Zakaria, F. (1992). Realism and Domestic Politics: A Review Essay. *International Security*, 17(1), 177-198.

Documents d'organisations gouvernementales, internationales et non gouvernementales

Assemblée Générale de l'ONU. (2014, 27 mars). *General Assembly Adopts Resolution Calling upon States Not to Recognize Changes in Status of Crimea Region | Meetings Coverage and Press Releases*. <https://www.un.org/press/en/2014/ga11493.doc.htm>

Assemblée parlementaire de l'OSCE. (2004, 31 octobre). *International election observation Mission: Presidential Election, Ukraine*. OSCE.

Bureau de presse du président d'Ukraine. (2007, 1^{er} septembre). *President dissolves parliament*. https://web.archive.org/web/20070901163210/http://www.president.gov.ua/en/news/data/1_14702.html

Bureau des institutions démocratiques et des droits humains de l'OSCE. (2004). *Ukraine, Presidential Election, 31 October, 21 November and 26 December 2004: Final Report*. OSCE. <https://www.osce.org/odihr/elections/ukraine/14674>

Bureau du haut commissaire des Nations Unies pour les droits humains. (2014). *Report on the human rights situation in Ukraine 15 May 2014*. Nations Unies. <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/HRMMUReport15May2014.pdf>

Bureau du Président de la Russie. (2014, 18 mars). *Agreement on the accession of the Republic of Crimea to the Russian Federation signed*. President of Russia. <http://en.kremlin.ru/events/president/news/20604>

Commission centrale électorale ukrainienne. (2007, 30 septembre). *Addendum to the CEC Resolution of November 24, 2004 №1265*. https://web.archive.org/web/20070930223042/http://www.cvk.gov.ua/postanovy/2004/p1265_2004_d.htm

Commission centrale électorale ukrainienne. (2013). *Central Election Commission - 2012-2013*. <https://www.cvk.gov.ua/pls/vnd2012/wp300ept001f01=900.html>

Commission centrale électorale ukrainienne. (2013). *Центральна виборча комісія України - WWW відображення ІАС «Вибори Президента України»*. <https://www.cvk.gov.ua/pls/vp2010/WP0011.html>

Commission européenne. (2021, 26 mai). *Russia - Trade - European Commission*. <https://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/countries/russia/>

Conseil des droits des Nations Unies. (2014, 16 avril). *Unrest in eastern Ukraine risks 'seriously destabilizing' entire country – UN rights official*. UN News. <https://news.un.org/en/story/2014/04/466392-unrest-eastern-ukraine-risks-seriously-destabilizing-entire-country-un-rights>

Conseil Européen. (2021, mars). *EU restrictive measures in response to the crisis in Ukraine*. <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/sanctions/ukraine-crisis/>

Department Of State. The Office of Electronic Information, B. of P. A. (2007, 7 décembre). *Ukraine's Election: Next Steps*. Department Of State. The Office of Electronic Information, Bureau of Public Affairs. <https://2001-2009.state.gov/p/eur/rls/rm/39542.htm>

Gunn, J. (2014, 12 mars). *Ethnicity and Language in Ukraine*. Institut RUSI. <https://rusi.org/commentary/ethnicity-and-language-ukraine>

Human Rights Watch. (1992). *Bloodshed in the Caucasus: violations of humanitarian law and Human Rights in the Georgia-South Ossetia conflict*. Human Right Watch.

Human Rights Watch. (2009, 23 janvier). *Up In Flames*. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/report/2009/01/23/flames/humanitarian-law-violations-and-civilian-victims-conflict-over-south>

Kremlin. (2014, 27 août). *Answers to journalists' questions following working visit to Belarus* • *President of Russia*. <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/46495>

Kremlin. (2014, 22 juin). *Response to a journalist's question about the peace plan in Ukraine*. President of Russia. <http://en.kremlin.ru/events/president/news/45955>

Kremlin. (2007, 10 février). *Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy*. President of Russia. <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034>

Kremlin. (2014, 4 mars). *Vladimir Putin answered journalists' questions on the situation in Ukraine*. President of Russia. <http://en.kremlin.ru/events/president/news/20366>

Maison-Blanche. (2014a, 1^{er} mars). *Readout of President Obama's Call with President Putin*. whitehouse.gov. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/03/01/readout-president-obama-s-call-president-putin>

Maison-Blanche. (2014b, 6 mars). *Executive Order -- Blocking Property of Certain Persons Contributing to the Situation in Ukraine*. whitehouse.gov. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/03/06/executive-order-blocking-property-certain-persons-contributing-situation>

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights. (2020). *Report on the human rights situation in Ukraine: 16 November 2019 to 15 February 2020*. https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/29thReportUkraine_EN.pdf

OSCE. (2015). *Accords de Minsk II*. <https://www.osce.org/files/f/documents/5/b/140221.pdf>

OSCE. (2014, 2 septembre). *Press statement by the Trilateral Contact Group*. <https://www.osce.org/home/123124>

OSCE. (2014, 5 septembre). *Protocole de Minsk I*, <https://www.osce.org/home/123257>

OTAN. (2004, 29 mars). *NATO Update: Seven new members join NATO - 29 March 2004*. <https://www.nato.int/docu/update/2004/03-march/e0329a.htm>

OTAN. (2005). *NATO Update: NATO launches 'Intensified Dialogue' with Ukraine - MFA - Vilnius 20-21 April 2005*. <https://www.nato.int/docu/update/2005/04-april/e0421b.htm>

OTAN. (2020, 19 mars). *Euro-Atlantic Partnership Council (EAPC)*. NATO. http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_49276.htm

OTAN (2021). *Nato-Russia Council - About*. <https://www.nato.int/nrc-website/en/about/index.html>

OTAN. (2002, 22 novembre). *NATO-Ukraine Action Plan*. NATO.
http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_19547.htm

OTAN. (2020, 23 mars). *Partnership for Peace programme*. NATO.
http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_50349.htm

OTAN. (2021, 12 avril). *Relations with Georgia*. NATO.
http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_38988.htm

OTAN. (2005, 2 mars). *Signature d'un accord de transit entre l'OTAN et la Géorgie*. NATO.
http://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_21668.htm

Paré, J.-R. (2016, 2 janvier). *The Conflict Between Russia and Georgia*. Parlement du Canada.
<https://web.archive.org/web/20160102030749/http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/prb0836-e.htm>

Rennack, D. E. et Welt, C. (2019, 29 août). *U.S. Sanctions on Russia: An Overview*. Congrès des États-Unis, <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF10779/7>

Solana, J. (1999, 23 mars). *Press Statement by Dr. Javier Solana, Secretary General of NATO*. <https://www.nato.int/docu/pr/1999/p99-040e.htm>

Union économique eurasiatique. (2014). *EURASIAN ECONOMIC INTEGRATION: FACTS AND FIGURES*. Union économique eurasiatique.
<http://www.eurasiancommission.org/en/Documents/Forms/AllItems.aspx>

U.S. Naval History and heritage Command. (2020, 7 août). *Operation Enduring Freedom*. <https://www.history.navy.mil/browse-by-topic/wars-conflicts-and-operations/middle-east/operation-enduring-freedom.html>

U.S. Naval History and heritage Command. (2020, 6 août). *Operation Iraqi Freedom*. <https://www.history.navy.mil/browse-by-topic/wars-conflicts-and-operations/middle-east/operation-iraqi-freedom.html>

Verkhovna Rada. (2007, 6 mars). *Про запобігання діям, що загрожують конституційному правопорядку, громадському спокою і стабільності в Україні*. Офіційний вебпортал парламенту України. <https://zakon.rada.gov.ua/go/837-16>

Verkhovna Rada. (2021). *Constitution de l'Ukraine*. <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/254%D0%BA/96-%D0%B2%D1%80/ed20060101#Text>

Articles de journaux

Agence américaine pour les médias globaux. (2014, 3 juin). *Ukraine political attitudes split, Crimeans turning to Russian sources for news*. USAGM. <https://www.usagm.gov/2014/06/03/ukraine-political-attitudes-split-crimeans-turning-to-russian-sources-for-news/>

Ashford, E. (2016). Not-So-Smart Sanctions: The Failure of Western Restrictions Against Russia. *Foreign Affairs*, 95(1), 114-123.

Barbashin, A. et Thoburn, H. (2014, 3 avril). Putin's Brain. *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-03-31/putins-brain>

Barry, E. (2011a, 10 décembre). Rally Defying Putin's Party Draws Tens of Thousands. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2011/12/11/world/europe/thousands-protest-in-moscow-russia-in-defiance-of-putin.html>

Barry, E. (2011b, 24 décembre). Young and Connected, 'Office Plankton' Protesters Surprise Russia. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2011/12/24/world/europe/young-and-connected-office-plankton-protesters-stir-russia.html>

BBC. (1999, 16 août). Yeltsin's man wins approval. *BBC News*.
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/422001.stm>

BBC. (2005a, 8 septembre). Ukraine leader sacks government. *BBC News*
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/4225566.stm>

BBC. (2005b, 9 septembre). Ukrainian ex-PM slams dismissal. *BBC News*.
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/4231414.stm>

BBC. (2007, 8 novembre). Georgia to hold early elections. *BBC News*.
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7085097.stm>

BBC. (2008a, 25 mars). Medvedev warns on Nato expansion. *BBC News*,
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7312045.stm>

BBC. (2008b, 10 juillet). Russia admits Georgia overflights, *BBC News*,
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7500584.stm>

BBC. (2010, 1^{er} octobre). Ukraine court boosts powers of President Yanukovich. *BBC News*, section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-11451447>

BBC. (2012, 2 mai). Tymoshenko: Austria ministers in Euro 2012 boycott. *BBC News*, section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-17926935>

BBC. (2014a, 7 février). Ukraine crisis: Transcript of leaked Nuland-Pyatt call. *BBC News*, section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-26079957>

BBC. (2014b, 6 mars). Ukraine crisis: Crimea parliament asks to join Russia. *BBC News*, section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-26465962>

BBC. (2014c, 11 mai). Ukraine rebels hold referendums in Donetsk and Luhansk. *BBC News*, section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-27360146>

BBC. (2014d, 20 juin). Ukraine crisis: Details of Poroshenko's peace plan emerge. *BBC News*, section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-27937596>

BBC. (2014e, 5 septembre). Ukraine and pro-Russia rebels sign ceasefire deal. *BBC News*, section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-29082574>

BBC. (2015, 17 février). Ukraine crisis: Battle rages for Debaltseve despite truce. *BBC News*, section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-31495099>

BBC. (2000, 9 mars). Confrontation over Pristina airport. *BBC News*, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/671495.stm>

Belshidsky, L. (2015, 6 février). One Year Later, Crimeans Prefer Russia. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2015-02-06/one-year-later-crimeans-prefer-russia>

Berman, I. (2019, 15 août). Paradise Lost in Crimea. *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/ukraine/2015-09-08/paradise-lost-crimea>

Blair, D. (2014, 11 mai). Ukraine crisis: Rebels claim high turnout and landslide « yes » vote in independence referendum. *The Telegraph*, <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/ukraine/10823724/Ukraine-crisis-Rebels-claim-high-turnout-and-landslide-yes-vote-in-independence-referendum.html>

Bush, J. (2014, 8 avril). Factbox - Costs and benefits from Russia's annexation of Crimea. *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/uk-ukraine-crisis-crimea-costs-factbox-idUKBREA370NY20140408>

Carbonnel, G. H., Alissa de. (2017, 16 juin). Germany threatens retaliation if U.S. sanctions harm its firms. *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-usa-russia-sanctions-germany-idUSKBN197156>

Chornokondratenko, J. I., Margaryta. (2019, 10 décembre). Russia and Ukraine leaders, in first talks, agree to exchange prisoners. *Reuters*, section Editor's picks.

<https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-summit-communique-idUSKBN1YD2GA>

Danilova, M. (2012, 27 avril). Opposition suggests government were behind Ukraine bomb attacks in. *The Independent*, section News. <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/opposition-suggests-government-were-behind-ukraine-bomb-attacks-dnipropetrovsk-7684667.html>

DeYoung, K. (2014, 1^{er} mars). Obama speaks with Putin by phone, calls on Russia to pull forces back to Crimea bases. *Washington Post*, section National Security. https://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-and-allies-try-to-decide-on-response-to-ukraine-crisis/2014/03/01/463d1922-a174-11e3-b8d8-94577ff66b28_story.html

Eke, S. (2005a, 8 septembre). Orange Revolution in turmoil. *BBC News*, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/4226814.stm>

Englund, W. (2012, 29 octobre). In Ukraine, leaders further their grip on power. *Washington Post*, section Europe. https://www.washingtonpost.com/world/europe/monitors-decry-ukraine-election/2012/10/29/6a5049e6-21d3-11e2-8448-81b1ce7d6978_story.html

Evans, S. (2014, 5 mars). Ukraine crisis: Germany's Russian conundrum. *BBC News*, section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-26440560>

Faulconbrite, G., Dabrowska, A. et Grey. (2014, 30 avril). Toppled « mafia » president cost Ukraine up to \$100 billion, prosecutor says. *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-yanukovich-idUSBREA3T0K820140430>

Fédération of American Scientists. (2005). Russian President Putin Delivers State of the Nation Address. *Federation Of American Scientists*.
<https://fas.org/irp/news/2005/04/putin042505.html>

Fisher, M. (2014, 28 août). The very scary word in Putin's Ukraine statement. *Vox*.
<https://www.vox.com/2014/8/28/6080589/putin-ukraines-rebels-novorossiya>

Foer, F. (2018, mars). Paul Manafort, American Hustler. *The Atlantic*.
<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2018/03/paul-manafort-american-hustler/550925/>

Forum Ukraine. (2007, 27 avril). Yushchenko approved opposition people's deputies resignation.
<https://web.archive.org/web/20070427083800/http://en.for-ua.com/news/2007/04/20/164131.html>

Frizell, S. (2014, 16 mars). Crimea Votes to Leave Ukraine for Russia. *Time*.
<https://time.com/26537/crimea-ukraine-russia-referendum-results/>

Frye, T. (2021, 21 avril). Russia's Weak Strongman. *Foreign Affairs*,
<https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2021-04-01/vladimir-putin-russias-weak-strongman>

Gearan, A. (2014, 6 février). In recording of U.S. diplomat, blunt talk on Ukraine. *Washington Post*, section National Security.
https://www.washingtonpost.com/world/national-security/in-purported-recording-of-us-diplomat-blunt-talk-on-ukraine/2014/02/06/518240a4-8f4b-11e3-84e1-27626c5ef5fb_story.html

Gordon, M. R. (2014, 17 avril). U.S. and Russia Agree on Pact to Defuse Ukraine Crisis. *The New York Times*, section World.
<https://www.nytimes.com/2014/04/18/world/europe/ukraine-diplomacy.html>

Gurzu, A. (2018, 11 juillet). Trump barrels into Europe's pipeline politics. *Politico*. <https://www.politico.eu/article/nord-stream-2-donald-trump-barrels-into-europes-pipeline-politics/>

Harding, L. (2008, 1^{er} avril). Bush backs Ukraine and Georgia for Nato membership. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2008/apr/01/nato.georgia>

Harding, L. et Walker, S. (2014, 16 mars). Crimea votes to secede from Ukraine in « illegal » poll. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2014/mar/16/ukraine-russia-truce-crimea-referendum>

Hartley, J. (2015, 1er janvier). Online Prices Indicate Russian Inflation Spike After Ruble Decline. *Forbes*, section Economics & Finance. <https://www.forbes.com/sites/jonhartley/2015/01/01/online-prices-indicate-russian-inflation-spike-after-ruble-decline/>

Herszenhorn, D. M. (2014, 16 mars). Crimea Votes to Secede From Ukraine as Russian Troops Keep Watch. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2014/03/17/world/europe/crimea-ukraine-secession-vote-referendum.html>

Hoffman, D. (1999, 12 juin). Failed NATO Talks Triggered Russia's Run to Kosovo. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1999/06/12/failed-nato-talks-triggered-russias-run-to-kosovo/2e88444c-de8a-457f-899c-c8c5a9f9ea1f/>

Holley, D. (2007, 4 avril). Ukraine president presses early election, warns against violence. *Los Angeles Times*. <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2007-apr-04-fg-ukraine4-story.html>

Ian Traynor et Oksana Grytsenko. (2013, 21 novembre). Ukraine suspends talks on EU trade pact as Putin wins tug of war. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2013/nov/21/ukraine-suspends-preparations-eu-trade-pact>

Interfax Ukraine. (2008). Half of Ukrainians opposed to Ukraine's membership of NATO, <https://web.archive.org/web/20080604014018/http://www.interfax.com.ua/en/press-center/press-conference/106882/>

Interfax Ukraine. (2009, 12 octobre). Poll: Ukrainians not supporting activities of president, premier - Oct. 12, 2009. *KyivPost*. <https://www.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/poll-ukrainians-not-supporting-activities-of-presi-50549.html>

Interfax Ukraine. (2010, 25 janvier). ЦБК оприлюднила офіційні результати 1-го туру виборів. *Gazeta.ua*. [//gazeta.ua/articles/politics/cvk-oprilyudnila-oficijni-rezultati-1go-turu-viboriv/324402](http://gazeta.ua/articles/politics/cvk-oprilyudnila-oficijni-rezultati-1go-turu-viboriv/324402)

Interfax Ukraine. (2012, 20 juillet). EU leaders: Ratification of Association Agreement and DCFTA depends on settlement of Tymoshenko-Lutsenko issue - Jul. 20, 2012. *KyivPost*. <https://www.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/eu-leaders-ratification-of-association-agreement-a-310272.html>

Karatnycky, A. (2021, 15 avril). Ukraine's Orange Revolution. *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2005-03-01/ukraines-orange-revolution>

Kassam, A., Whillsher, K., Oltermann, P., Adekoya, R. et Brooks, L. (2014, 15 août). Russian food embargo leaves Europe with glut of fruit, pork and mackerel. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2014/aug/15/ukraine-europe-news>

Kendall, B. (2008, 21 août). Russia's neighbours go their own way. *BBC News*.
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7575813.stm>

Kendall, B. (2014, 1^{er} avril). What is Russia's vision of a federal Ukraine? *BBC News*,
 section Europe. <https://www.bbc.com/news/world-europe-26828625>

Khurshudyan, I., Stern, D. L. et Morris, L. (2021, 9 avril). On Ukraine's doorstep,
 Russia boosts military and sends message of regional clout to Biden. *Washington Post*.
https://www.washingtonpost.com/world/europe/russia-ukraine-military-biden-donbas/2021/04/09/99859490-96d3-11eb-8f0a-3384cf4fb399_story.html

Kramer, A. E. (2008, 14 août). Peace Plan Offers Russia a Rationale to Advance. *The New York Times*, section World.
<https://www.nytimes.com/2008/08/14/world/europe/14document.html>

Kramer, A. E. (2014, 16 décembre). Russia's Steep Rate Increase Fails to Stem Ruble's Decline. *The New York Times*, section Business.
<https://www.nytimes.com/2014/12/17/business/russia-ruble-interest-rates.html>

Kramer, A. E. (2021, 30 mars). Fighting Escalates in Eastern Ukraine, Signaling the End to Another Cease-Fire. *The New York Times*, section World.
<https://www.nytimes.com/2021/03/30/world/europe/ukraine-russia-fighting.html>

Kramer, A. E. (2021, 21 avril). Putin Warns of a Russian 'Red Line' the West Will Regret Crossing. *The New York Times*, section World.
<https://www.nytimes.com/2021/04/21/world/europe/russia-putin-ukraine-navalny.html>

Krushelnicky, A. (2004, 21 avril). CIS: Russian, Ukrainian, Kazakh Parliaments Ratify Treaty On Single Economic Space. *RadioFreeEurope/RadioLiberty*.
<https://www.rferl.org/a/1052410.html>

Lévesque, J. (2014). Annexion de la Crimée par la Russie Quelle est la stratégie du Kremlin en Ukraine ? *Les grands dossiers de diplomatie*, (21), 36-40.

Lévesque, J. (2017). Quelle solution pour l'Ukraine ? *Diplomatie*, (40), 3.

Lévesque, J. (2020). Russie et Ukraine au Donbass: la quadrature du cercle. *Les grands dossiers de diplomatie*, (59), 2.

Loiko, S. L. (2014, 1^{er} mars). New Crimea leaders move up referendum date. *Los Angeles Times*, section World & Nation. <https://www.latimes.com/world/worldnow/la-fg-wn-crimea-referendum-date-20140301-story.html>

Lowe, C. (2008, 11 mars). Russia warns against Georgia NATO membership. *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-russia-nato-georgia-idUSL1185178620080311>

Luhn, A. (2014, 2 mai). Putin says Geneva agreement no longer viable after Ukrainian military action. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2014/may/02/putin-geneva-agreement-not-viable-ukraine-military-action>

Luhn, A. (2015, 15 février). Fears for Ukraine's ceasefire as clashes with Russia-backed rebels intensify. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2015/feb/14/ukraine-ceasefire-doubt-clashes-rebels-russia-rockets-shelling>

Mankoff, J. (2020, 18 septembre). Russia's Latest Land Grab. *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/ukraine/2014-04-17/russias-latest-land-grab>

Mearsheimer, J. J. (2020, 18 septembre). Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault. *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-08-18/why-ukraine-crisis-west-s-fault>

Mearsheimer, J. J. et Walt, S. M. (2019, 14 août). The Case for Offshore Balancing. *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2016-06-13/case-offshore-balancing>

Moscow, A. O. in T., Georgia, and Jeanne Whalen in. (2008, 15 août). Evidence in Georgia Belies Russia's Claims of « Genocide ». *Wall Street Journal*, section News. <https://www.wsj.com/articles/SB121874784363742015>

Mosendz, P. (2014, 26 août). Putin and Poroshenko Come Face to Face in Minsk. *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/international/archive/2014/08/putin-and-poroshenko-come-face-to-face-in-minsk/379130/>

Myers, S. L. (2004, 3 avril). As NATO Finally Arrives on Its Border, Russia Grumbles. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2004/04/03/world/as-nato-finally-arrives-on-its-border-russia-grumbles.html>

Myers, S. L. (2008, 2 avril). Bush Supports Ukraine's Bid to Join NATO. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2008/04/02/world/europe/02prexy.html>

Myers, S. L. (2014, 5 mars). Putin, Flashing Disdain, Defends Action in Crimea. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2014/03/05/world/europe/putin-flashing-disdain-defends-action-in-crimea.html>

Noack, R. (s. d.). Analysis | The downing of MH17 rallied the West against Russia. Now, not so much. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/world/2019/06/20/downing-mh-rallied-west-against-russia-now-not-so-much/>

North, A. (2015, 14 juillet). Georgia accuses Russia of violating international law over South Ossetia. *the Guardian*, section World news.

<http://www.theguardian.com/world/2015/jul/14/georgia-accuses-russia-of-violating-international-law-over-south-ossetia>

Olearchyk, R. (2012, 8 avril). Independence. Community. Trust - Ukraine - Oleksandr Zinchenko talks. *KyivPost*, <https://web.archive.org/web/20120418221254/http://www.kyivpost.com/news/nation/detail/23653/>

Onyshkiv, Y. (2011, 3 novembre). Getting Yulia - Nov. 03, 2011. *KyivPost*. <https://www.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/getting-yulia-116274.html>

Osborn, M. C. and A. (2008, 17 août). Smoldering Feud, Then War. *Wall Street Journal*, section News. <https://www.wsj.com/articles/SB121884450978145997>

Parfitt, T. (2008, 7 janvier). Opposition claims Georgia president rigged election victory. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2008/jan/07/georgia.international>

Pew Research Center et Inquiries. (2014, 8 mai). Despite Concerns about Governance, Ukrainians Want to Remain One Country. *Pew Research Center's Global Attitudes Project*. <https://www.pewresearch.org/global/2014/05/08/despite-concerns-about-governance-ukrainians-want-to-remain-one-country/>

Pismennaya, E. et Tanas, O. (2014, 13 mai). Russia Weighs Shifting \$3 Billion of Funds to Crimea. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2014-05-12/russia-weighs-shifting-3-billion-of-funds-to-crimea>

Polityuk, R. B., Pavel. (2014, 16 septembre). Ukraine ratifies EU deal, offers special status to rebels. *Reuters*, section Top News. <https://www.reuters.com/article/cnews-us-ukraine-crisis-agreement-idCAKBN0HB11W20140916>

Pravda Ukraine. (2014, 2 mars). В Луганске участники “русской весны” захватили ОГА и просят у Путина ввести войска. *Украинская правда*. <http://www.pravda.com.ua/rus/news/2014/03/2/7017106/>

Pravda Ukraine. (2014b, 27 mars). У ЦБК запевняють, що кримський референдум провести не можна. *Українська правда*. <http://www.pravda.com.ua/news/2014/02/27/7016542/>

Radio Free Europe. (2019). Lawyer Reveals Details Of Yushchenko Corruption Probe. *RadioFreeEurope/RadioLiberty*. <https://www.rferl.org/a/lawyer-reveals-details-of-yushchenko-corruption-charges/29986363.html>

Roth, A. (2014, 4 mars). From Russia, ‘Tourists’ Stir the Protests. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2014/03/04/world/europe/russias-hand-can-be-seen-in-the-protests.html>

Roth, A. (2021, 6 avril). EU and UK pledge backing to Ukraine after Russian military buildup. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2021/apr/05/eu-sounds-alarm-at-russian-troops-ukraine-border-moves>

Shanker, T. et Landler, M. (2007, 11 février). Putin Says U.S. Is Undermining Global Stability. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2007/02/11/world/europe/11munich.html>

Shatalova, E. (2014, 16 décembre). Russian Government to Meet on Financial Chaos as Ruble Dives 15%. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2014-12-16/russian-government-to-meet-on-financial-chaos-as-ruble-dives-15->

Shchedrov, O. (2008, 5 juin). Russia comes in from Cold, Medvedev says in Berlin. *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-russia-medvedev-security-idUSBAT00225020080605>

Slivka, A. (2006, 1^{er} janvier). Bitter Orange. *The New York Times*, section Magazine. <https://www.nytimes.com/2006/01/01/magazine/bitter-orange.html>

Solovyov, D. (2007). Troops deployed to Kiev amid crisis - Boston.com. *The Boston Globe*.

https://web.archive.org/web/20070528084504/http://www.boston.com/news/world/europe/articles/2007/05/26/ukraine_rivals_hold_talks_troops_deployed_to_kiev/

Staff, R. (2008, 1^{er} avril). France won't back Ukraine and Georgia NATO bids. *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-nato-france-ukraine-idUSL0115117020080401>

Sukhov, O. (2015, 22 janvier). Donetsk Airport overrun by rebels, say army volunteers - Jan. 22, 2015. *KyivPost*. <https://www.kyivpost.com/article/content/war-against-ukraine/donetsk-airport-overrun-by-rebels-say-army-volunteers-378037.html>

Svanidze, M. (2008, 6 novembre). The Messenger - Russia says it sent warplanes over South Ossetia to 'prevent bloodshed'. *The Messenger Online* (Tbilissi). http://www.messenger.com.ge/issues/1646_july_11_2008/1646_russia_overflights.html

Swaine, J. (2014, 2 mars). Obama's marathon Putin Ukraine call: candid, direct but no meeting of minds. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2014/mar/02/obama-putin-phone-call-ukraine-russia-crimea>

TACC. (2018, 15 mai). *Автомобильная часть Крымского моста открылась для движения автомобилей*. TACC. <https://tass.ru/ekonomika/5203942>

TASS. (2021, 2 avril). Over 50 battalion tactical groups to fight enemy drones in southern Russia drills. TASS. <https://tass.com/defense/1273413>.

Tavernise, S. et Roth, A. (2014, 26 mai). Ukraine Forces Appear to Oust Rebels From Airport in East. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2014/05/27/world/europe/ukraine-election.html>

Taylor, A. (2014, 4 septembre). That time Ukraine tried to join NATO — and NATO said no. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/09/04/that-time-ukraine-tried-to-join-nato-and-nato-said-no/>

Taylor, A. et Tharoor, I. (2014, 3 septembre). The crisis in Ukraine, as told by leaked phone calls. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/09/03/the-crisis-in-ukraine-as-told-by-leaked-phone-calls/>

Tetrault-Farber, G. (2015, 14 juin). Latvia's Russia Fears Rooted in History. *The Moscow Time*, <https://www.themoscowtimes.com/2015/06/14/latvias-russia-fears-rooted-in-history-a47372>

The Guardian. (2013, 15 décembre). John McCain tells Ukraine protesters: « We are here to support your just cause ». *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2013/dec/15/john-mccain-ukraine-protests-support-just-cause>

Thorp, G. et Gambino, L. (2014, 28 octobre). Crisis in Ukraine: The cease-fire war in Donetsk. *Washington Post*. <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/special/world/ukraine-cease-fire-war/>

Traynor, I. (2008, 2 décembre). Nato allies divided over Ukraine and Georgia. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2008/dec/02/ukraine-georgia>

Unian, P. (2014, 21 avril). How Yanukovych ran from Ukraine - investigation. *Unian*, <https://www.unian.info/politics/910019-how-yanukovych-ran-from-ukraine-investigation.html>

Unian Pogoda. (2017, 9 janvier). Poll says Ukraine's president should step down now. *Unian*, <https://www.unian.info/society/191796-poll-says-ukraines-president-should-step-down-now.html>

Vasiliev. (2014, 14 mars). The Crimean Army, *Open Democracy*. <https://www.opendemocracy.net/en/odr/crimean-army/>.

Vasovic, G. B., Aleksandar. (2014, 27 juillet). Pushing locals aside, Russians take top rebel posts in east Ukraine. *Reuters*, section Emerging Markets. <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-rebels-insight-idUSKBN0FW07020140727>

Washington Post. (2014, 17 avril). Transcript: Vladimir Putin's April 17 Q&A. *Washington Post*, section World. https://www.washingtonpost.com/world/transcript-vladimir-putins-april-17-qanda/2014/04/17/ff77b4a2-c635-11e3-8b9a-8e0977a24aeb_story.html

Weaver, M. (2015, 13 octobre). MH17 crash report: Dutch investigators confirm Buk missile hit plane - live updates. *The Guardian*, section World news. <https://www.theguardian.com/world/live/2015/oct/13/mh17-crash-report-ukraine-live-updates>

Wines, M. (2000, 27 mars). ELECTION IN RUSSIA: THE OVERVIEW; Putin Wins Russia Vote in First Round, But His Majority Is Less Than Expected. *The New York Times*, section World. <https://www.nytimes.com/2000/03/27/world/election-russia-overview-putin-wins-russia-vote-first-round-but-his-majority.html>

Yushchenko, V. (2007, 6 mai). Ukraine's crisis needs a firm response. *Financial Time*, <https://web.archive.org/web/20070506105213/http://www.ft.com/cms/s/11cb086c-e249-11db-af9e-000b5df10621.html>

Zalizniak, Y. (2003, 3 juillet). Kuchma trades troops for respectability. *the Guardian*, section World news. <http://www.theguardian.com/world/2003/jul/03/iraq>